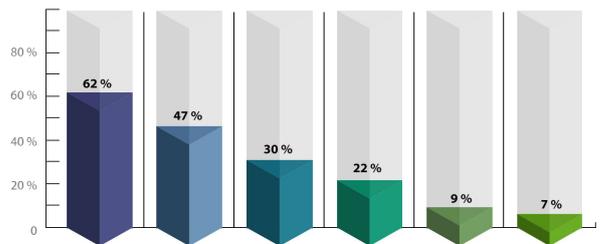




AGENCE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS
Public Contracts Regulatory Agency

RAPPORT ANNUEL

Situation Générale Marchés Publics



Exercice 2018



LE JOURNAL DES MARCHÉS PUBLICS ELECTRONIQUE (e-JDM)

Contenu Riche

- Avis d'appel d'offres lancés
- Attributions effectuées
- Communiqués publiés

Cibles Variées

- Opérateurs économiques
- Investisseurs
- Partenaires Techniques et Financiers
- Administrations publiques et municipales

Exploitation Conviviale

- Recherche multicritères
- Personnalisation de votre JDM
- Accès et consultation faciles sur **Smartphone / Tablette / PC**

Personnalisable par les Abonnés

- Selon votre secteur d'activité
- Selon votre région d'intérêt et d'attrait
- Selon votre surface financière



www.armp.cm



**e-JDM, L'information accessible, l'information crédible, l'information utile...
La meilleure information sur les Marchés Publics !**

RAPPEL DES MISSIONS

Conformément au décret n°2001/048 du 23 février 2001, modifié et complété par les décrets n°2012/076 du 08 mars 2012, portant création, organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics, et n° 2018/366 du 20/06/2018 portant Code des Marchés Publics, l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP) est chargée de la régulation du système des Marchés Publics et conventions des Délégations des Services Publics.

Établissement Public Administratif doté de l'autonomie financière, l'Agence est placée sous la tutelle technique du Secrétariat Général de la Présidence de la République.

De manière générale, l'Agence remplit deux missions essentielles, à savoir la surveillance et la facilitation du système des marchés publics. Dans le registre de la surveillance, l'Agence est entre autre appelée à :

- formuler des avis à l'Autorité chargée des marchés publics pour la définition et l'amélioration des politiques en la matière ;
- veiller à l'application des principes de bonne gouvernance, notamment par la mise en œuvre de moyens préventifs permettant de lutter contre les mauvaises pratiques dans les marchés publics ;
- veiller à la bonne application des règles par tous les acteurs à travers des avis et des recommandations ;

- assurer l'animation et l'alimentation du système d'information des marchés publics et en assurer la surveillance ;
- évaluer périodiquement la conformité et la performance du système national de passation des marchés publics au regard des indicateurs et standards internationaux en la matière ;
- instruire les litiges nés des procédures des marchés publics et de formuler les avis techniques au Comité chargé de l'examen des recours des soumissionnaires ;
- proposer des sanctions des procédures à l'Autorité chargée des marchés publics ;
- effectuer des audits spécifiques.

Dans le volet facilitation, l'Agence veille à :

- définir les politiques et les stratégies de formation en matière de marchés publics et développer un cadre professionnel et institutionnel en la matière ;
- agréer les Experts dans le domaine des marchés publics ;
- vulgariser les règles et procédures des Marchés Publics et des Délégations de Services Publics ;
- concevoir et diffuser des documents-types et manuels de procédures ;
- apporter des appuis techniques aux acteurs ;
- éditer le Journal des Marchés Publics ;
- proposer des réformes dans le domaine des Marchés Publics.

AVERTISSEMENT

Elaboré en application des dispositions de l'article 3 nouveau du décret n°2001/048 précité, le présent Rapport sur la situation générale du système des marchés publics a vocation à être un instrument méthodologique qui présente de manière purement descriptive, le cliché global de la mise en œuvre de la politique budgétaire, en ce qui concerne précisément les projets relevant des Marchés Publics arrêtés par l'Etat, au cours de l'exercice. Dépouillé de tout dogmatisme ou parti pris, il n'est pas en soi un rapport analytique et ne vise donc pas à incriminer les acteurs impliqués. Les résultats qu'il présente sont tributaires des seules informations obtenues, prioritairement du réseau national de collecte d'information mis en place par l'ARMP auprès des acteurs opérationnels de la chaîne de la commande publique, à l'instar des Maîtres d'ouvrages, des Commissions de Passation de Marchés, des Observateurs Indépendants, des Ingénieurs de Marchés, etc. Accessoirement, les chiffres obtenus proviennent de l'exploitation des états

statistiques produits par certaines administrations sectorielles, comme le MINEPAT et le MINMAP. Les données étant évolutives, une marge d'erreur peut être constatée.

En rendant compte du niveau d'exécution des activités des Marchés Publics prévues pour l'exercice 2018, les données recueillies peuvent opportunément servir d'instruments de mesure de la performance des acteurs et partant, d'outils d'aide à la décision, en vue des ajustements nécessaires à opérer pour l'atteinte des objectifs fixés.

Ils constituent, en réalité, l'extrait de l'évaluation des opérations de programmation de passation et d'exécution des Marchés Publics des Administrations publiques et parapubliques, des services déconcentrés de l'Etat, des Collectivités Territoriales Décentralisées et des Projets.

En outre, les données contenues dans ce Rapport, pour autant que leur prise en main sera effective, apparaissent comme étant des éléments pertinents à mettre en perspective dans le cadre d'un dialogue de gestion entre l'Agence et l'ensemble des parties prenantes.

SOMMAIRE

RAPPEL DES MISSIONS.....	3
AVERTISSEMENT.....	5
LISTE DES TABLEAUX.....	9
LISTE DES GRAPHIQUES.....	13
LISTE DES ABRÉVIATIONS ET SIGLES.....	15
RESUME.....	17
INTRODUCTION.....	27
PREMIERE PARTIE: PROGRAMMATION DES MARCHES PUBLICS EN 2018	29
SECTION 1 : REPARTITION DES PROJETS ET DES CREDITS.....	31
SECTION 2 : SYNTHESE GLOBALE DES PROJETS IDENTIFIES AU COURS DE L'EXERCICE.....	50
SECTION 3 : AGENDA DES OPERATIONS DE PASSATION ET D'EXECUTION DES MARCHES PUBLICS.....	51
DEUXIEME PARTIE : PASSATION ET EXECUTION DES MARCHES PUBLICS EN 2018	53
SECTION 1: IDENTIFICATION DES ACTEURS IMPLIQUÉS.....	55
SECTION 2 : BILAN DES OPERATIONS DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS.....	59
SECTION 3 : BILAN DES OPERATIONS D' EXECUTION DES MARCHÉS PUBLICS.....	88
TROISIEME PARTIE : ACTIVITES DE SURVEILLANCE ET DE FACILITATION DU SYSTEME DES MARCHES PUBLICS	105
SECTION 1 : ETAT DE LA COLLECTE DES DOCUMENTS DES MARCHÉS PUBLICS.....	106
SECTION 2 : PROMOTION DE LA GOUVERNANCE DANS LE SYSTÈME DES MARCHÉS PUBLICS.....	110
SECTION 3 : OPERATIONS DE FACILITATION DU SYSTÈME DES MARCHÉS PUBLICS.....	116

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Répartition des Journaux de programmation par catégorie d'Autorité contractante	21
Tableau 2 : Répartition des projets par catégorie d'Autorité contractante	22
Tableau 3 : Répartition des projets par Région et par catégorie d'Autorité contractante, en nombre	23
Tableau 4 : Répartition des projets par nature de prestations, en nombre	24
Tableau 5 : Ratio des Études et contrôles par rapport aux travaux, par Autorité contractante	25
Tableau 6 : Répartition des projets par Ministères et Assimilés	25
Tableau 7 : Répartition des projets par CEP	26
Tableau 8 : Répartition des projets par EPA/ESPP	27
Tableau 9 : Répartition des crédits par type d'autorité contractante	29
Tableau 10 : Répartition des projets par Région et par catégorie d'Autorité contractante, en montant	30
Tableau 11 : Répartition des projets par nature de prestations, en montant	31
Tableau 12 : Ratio des Études et contrôles par rapport aux travaux par Autorité contractante, en montant	31
Tableau 13 : Répartition des Marchés Publics relevant des Ministères et assimilés	32
Tableau 14 : Etat des crédits affectés aux Cellules d'Exécution des Projets	33
Tableau 15 : Ventilation des crédits par EPA/ESPP	33
Tableau 16 : Etat des crédits délégués par région	35
Tableau 17 : Etat des crédits transférés au CTD	36
Tableau 18 : Etat des autres projets non programmés au sein des CCPM, dans les Ministères et les CEP	37
Tableau 19 : Etat des autres projets non programmés dans les Régions	38
Tableau 20 : Synthèse globale des projets identifiés par catégorie d'Autorité contractante	39
Tableau 21 : Projection des opérations de passation des Marchés Publics	40
Tableau 22 : Projection des opérations d'exécution des Marchés Publics	40
Tableau 23 : Maîtres d'ouvrage et Autorités contractantes	42
Tableau 24 : Répartition des CPM	43
Tableau 25 : Ventilation des OI par Commission	43
Tableau 26 : Identification des Ingénieurs des marchés	44
Tableau 27 : Exécution de la maîtrise d'œuvre privée par nature de prestation dans l'administration centrale et dans les Régions	45
Tableau 28 : Composition des Comités de suivi de l'exécution du BIP	45
Tableau 29 : Répartition des Appels d'offres lancés par Autorité contractante, en 2018	47
Tableau 30 : Répartition des Appels d'offres lancés par Région, exercice 2018	47
Tableau 31 : Évaluation des marchés attribués par catégorie d'Autorité contractante, en nombre en 2018	48
Tableau 32 : Evaluation des marchés attribués par catégorie d'Autorité contractante, en montant, en 2018	48
Tableau 33 : Evaluation des marchés attribués par Région et au niveau central, en nombre, en 2018	49
Tableau 34 : Evaluation des marchés attribués par Région et au niveau central, en montant, en 2018	50
Tableau 35 : Évaluation des marchés signés par catégorie d'Autorité contractante, en nombre, exercice 2018	51
Tableau 36 : Evaluation des marchés signés par catégorie d'Autorité contractante, en montant, exercice 2018	51
Tableau 37 : Évaluation des marchés signés dans les Régions et au niveau central, en nombre, en 2018	51
Tableau 38 : Evaluation des marchés signés dans les Régions et au niveau central, en montant en 2018	52
Tableau 39 : Répartition des marchés signés par nature de prestations, en nombre exercice 2018	52
Tableau 40 : Répartition des marchés signés par nature de prestations, en montant exercice 2018	53

Tableau 41: Évaluation des avenants signés par nature de prestations, en nombre	53
Tableau 42: Evaluation des avenants signés par nature de prestations, en montant	53
Tableau 43: Évaluation des avenants signés par catégorie d'Autorité contractante, en nombre	54
Tableau 44: Évaluation des avenants signés par catégorie d'Autorité contractante, en montant	54
Tableau 45 : Evaluation des marchés passés de gré à gré par type d'Autorité contractante, exercice 2018	55
Tableau 46 : Evaluation des marchés passés de gré à gré par type d'Autorité contractante, par rapport au total des marchés attribués (programmés et non programmés)	55
Tableau 47: Situation des marchés signés de gré à gré par Autorité Contractante, exercice 2018	56
Tableau 48 : Evaluation des autorisations de marchés de gré à gré au niveau central et par Région	56
Tableau 49: Récapitulatif des opérations de passation par catégorie d'Autorité Contractante, en nombre	57
Tableau 50 : Récapitulatif des opérations de passation par catégorie d'Autorité contractante en montant	58
Tableau 51 : Récapitulatif des opérations de passation par Région et au niveau central	59
Tableau 52: Procédures initiées en 2017 et poursuivies en 2018 par catégorie d'Autorité contractante (attribution-signature)	60
Tableau 53: Procédures initiées en 2017 et poursuivies en 2018, par Région et au niveau central (attribution-signature)	60
Tableau 54 : Synthèse des marchés du plan d'urgence triennal avant 2018	61
Tableau 55 : Synthèse des autres projets non-programmés par catégorie d'Autorité contractante, en nombre	61
Tableau 56 : Synthèse des autres projets non-programmés par catégorie d'Autorité contractante, en montant	62
Tableau 57 : Synthèse des autres projets non-programmés par Région, en nombre	62
Tableau 58 : Synthèse des projets non-programmés par Région, en montant	63
Tableau 59 : Synthèse globale des réalisations par rapport aux prévisions, en nombre	63
Tableau 60 : Synthèse globale des réalisations par rapport aux projets identifiés, en nombre	64
Tableau 61 : Synthèse globale des réalisations par rapport aux prévisions, en montant	64
Tableau 62 : Synthèse des réalisations, par type de procédure et par type de contrats	64
Tableau 63 : Synthèse globale des réalisations (marchés attribués)	65
Tableau 64: Synthèse globale selon le mode de passation (marchés programmés et non programmés)	65
Tableau 65: Synthèse globale par type de financement (national)	66
Tableau 66: Synthèse globale par type de financement (externe)	66
Tableau 67 : Délais entre la saisine de l'Autorité contractante et l'examen du DAO	67
Tableau 68 : Délais entre l'examen du DAO et la signature de l'Avis d'Appel d'offres	67
Tableau 69 : Délais entre la publication de l'Avis de consultation et le dépôt des Cotations)	68
Tableau 70 : Délais entre la publication de l'Avis d'AO et le dépôt des offres (Appels d'Offres National)	68
Tableau 71 : Délais entre l'attribution et la signature du marché (financement national)	69
Tableau 72: Délais entre la signature du marché et la notification du marché (financement national)	69
Tableau 73 : Délais entre le dépôt des d'offres et la signature du marché (financement national)	70
Tableau 74: Délais entre le lancement de l'Appel d'offres et la signature du marché (financement national)	70
Tableau 75: Délais entre le lancement de l'Appel d'offres et la signature du marché sur Financement extérieur	70
Tableau 76 : Délais entre le lancement de l'Appel d'offres et la signature du marché (Financement national et extérieur)	71
Tableau 77: Délais entre l'autorisation de gré à gré et la signature du marché	71
Tableau 78 : Appels d'Offres infructueux	72
Tableau 79 : Appels d'offres et attributions annulés	72
Tableau 80 : Appels d'offres, attributions annulés et lots infructueux	73
Tableau 81: Récapitulatif des marchés démarrés par catégorie d'Autorité contractante, en nombre	74
Tableau 82: Récapitulatif des marchés démarrés par catégorie d'Autorité contractante, en montant	75
Tableau 83: Récapitulatif des marchés démarrés par Région, en nombre	75
Tableau 84: Récapitulatif des marchés démarrés par Région, en montant	76

Tableau 85: Récapitulatif des marchés démarrés par nature de prestations, en nombre _____	76
Tableau 86: Récapitulatif des marchés démarrés par nature de prestations, en montant _____	77
Tableau 87 : Récapitulatif des marchés réceptionnés par catégorie d'Autorité contractante, en nombre _____	77
Tableau 88 : Récapitulatif des marchés réceptionnés par catégorie d'Autorité contractante, en montant _____	78
Tableau 89: Récapitulatif des marchés réceptionnés par Région, en nombre _____	78
Tableau 90: Récapitulatif des marchés réceptionnés par Région, en montant _____	79
Tableau 91: Récapitulatif des marchés réceptionnés par nature de prestations, en nombre _____	79
Tableau 92: Récapitulatif des marchés réceptionnés par nature de prestations, en montant _____	79
Tableau 93 : Synthèse des marchés démarrés et réceptionnés par catégorie d'Autorité contractante, en nombre _____	80
Tableau 94 : Synthèse des marchés démarrés et réceptionnés par catégorie d'Autorité contractante, en montant _____	81
Tableau 95: Situation de l'exécution des marchés signés en 2017 et exécutés en 2018 (démarrage-réception) _____	82
Tableau 96 : Situation de l'exécution des projets non programmés _____	82
Tableau 97 : Situation de l'exécution des projets non programmés par Région et Administration Centrale _____	83
Tableau 98 : Synthèse des réalisations, en nombre (marchés programmés et non-programmés) _____	83
Tableau 99 : Synthèse des réalisations par rapport aux projets identifiés, en nombre (marchés programmés et non-programmés)	84
Tableau 100 : Synthèse des réalisations, en montant (marchés programmés et non-programmés) _____	84
Tableau 101 : Délais d'exécution des marchés _____	85
Tableau 102: Synthèse des données sur les décomptes rejetés par le MINMAP pour non-prise en compte des pénalités de retard _____	85
Tableau 103 : Marchés résiliés _____	86
Tableau 104 : Chantiers abandonnés _____	86
Tableau 105 : Chantiers abandonnés dans les régions _____	87
Tableau 106: Synthèse des déperditions de la phase exécution des procédures lancées en 2018 _____	87
Tableau 107: DAO et AO collectés en 2018 _____	90
Tableau 108: Décisions d'attributions collectées en 2018 _____	90
Tableau 109: Ordres de Services de Démarrage des travaux collectés en 2018 _____	91
Tableau 110: Procès-Verbaux de réception collectés en 2018 _____	91
Tableau 111: Documents collectés par Régions et au niveau central _____	92
Tableau 112: Tableau de répartition des Rapports des Observateurs Indépendants par Commission _____	93
Tableau 113 : Recours reçus et traités par étape de procédure _____	93
Tableau 114: Irrégularités par sources d'informations _____	94
Tableau 115: Irrégularités par étapes de procédure, en nombre _____	95
Tableau 116: Irrégularités par catégorie d'acteurs, en nombre _____	95
Tableau 117: Ventilation des irrégularités par type de mesure, en nombre _____	97
Tableau 118 : Nombre d'acteurs formés _____	100
Tableau 119 : Nombre de publication des actes et procédures par type _____	100

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Programmation des Marchés par catégorie d'Autorité Contractante _____	22
Graphique 2 : Pourcentage des marchés programmés par Région et Autorité Contractante, en nombre _____	23
Graphique 3 : Répartition des projets programmés par nature de prestations en nombre _____	24
Graphique 4 : Ratio des Études et contrôles par rapport aux travaux _____	25
Graphique 5 : Programmation des Marchés par catégorie d'Autorité Contractante, en montant _____	29
Graphique 6 : Programmation des Marchés par région, en montant _____	30
Graphique 7 : Pourcentage des crédits délégués par Régions, en nombre _____	35
Graphique 8 : Pourcentage des crédits transférés par Région (en nombre) _____	36
Graphique 9 : Pourcentage des marchés non programmés par Autorité Contractante, en nombre _____	37
Graphique 10 : Pourcentage des marchés non programmés par Région en début d'exercice, en nombre _____	38
Graphique 11 : Répartition des valeurs des opérations de passation lancées en 2018 par rapport aux prévisions _____	57
Graphique 12 : Répartition des valeurs des opérations de passation lancées en 2018 (en montant) _____	58
Graphique 13 : Taux de réalisation des opérations de passation lancées en 2018 _____	59
Graphique 14 : Répartition des marchés démarrés par catégorie d'Autorité contractante _____	74
Graphique 15 : Répartition des marchés démarrés par rapport aux prévisions _____	76
Graphique 16 : Marchés démarrés et réceptionnés _____	80
Graphique 17 : Répartition des valeurs des opérations de passation lancées en 2018 par rapport aux prévisions (montant en milliard de FCFA) _____	81
Graphique 18 : Synthèse globale marchés démarrés et réceptionnés (en nombre) _____	84

AVRÉVIATIONS

ET SIGLES

AC	: Autorité Contractante
AG	: Approvisionnements Généraux
AI	: Autres infrastructures
AMI	: Appel à Manifestation d'intérêt
AO	: Appel d'offres
AONO	: Appel d'offres national ouvert
AONR	: Appel d'offres national restreint
AOIO	: Appel d'offres international ouvert
AOIR	: Appel d'offres international restreint
ARMP	: Agence de Régulation des Marchés Publics
ART	: Agence de Régulation des Télécommunications
BEC	: Bâtiments et Equipements Collectifs
BIP	: Budget d'Investissement Public
CDC	: Cameroon Development Corporation
CEP	: Cellule d'Exécution des Projets
CPM	: Commission de Passation des Marchés
CCPM	: Commission Centrale de Passation des Marchés
CONAC	: Commission Nationale Anti-Corruption
CTD	: Collectivité Territoriale Décentralisée
DAO	: Dossier d'Appel d'offres
DC	: Demande de Cotation
DDM	: Délégation Départementale du MINMAP
DSCE	: Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
DRM	: Délégation Régionale du MINMAP
ESPP	: Entreprise du Secteur public et parapublic
EPA	: Etablissement Public Administratif
EPCCS	: Engineering, Procurement, Construction, commissioning and start up
FEICOM	: Fonds Spécial d'Equipeement et d'Intervention Intercommunale
GG	: Gré à gré
HGD	: Hôpital Général de Douala
IRR	: Initiative à Résultats Rapides
JDM	: Journal des Marchés Publics
MINDCAF	: Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières
MINEE	: Ministère de l'Energie et de l'Eau
MINHDU	: Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain
MINJUSTICE	: Ministère de la Justice
MINTP	: Ministère des Travaux Publics
MINEPAT	: Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINMAP	: Ministère des Marchés Publics
MO	: Maître d'Ouvrage
PIP	: Programme d'Investissement Prioritaire
PRJ	: Projet
PME	: Petite et Moyenne Entreprise
PNDP	: Programme National de Développement Participatif
RIR	: Routes et Infrastructures Routières
SCAO	: Sous-Commission d'Analyse des Offres
SNLCC	: Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption
SPI	: Services et Prestations Intellectuelles
SONARA	: Société Nationale de Raffinage
SOPECAM	: Société de Presse et d'Editions du Cameroun

ABREVIATIONS

SIGLES



RESUME

Le présent Rapport rend compte des activités de programmation, de passation, d'exécution, de surveillance et de facilitation du système des Marchés Publics au Cameroun, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018.

I- DE LA PROGRAMMATION DES MARCHES PUBLICS :

Pour le compte de l'exercice 2018, 5747 projets évalués à FCFA 788 354 376 569 ont été programmés, soit une baisse respective en nombre et en valeur de 21% et 36% par rapport à l'exercice 2017 où on comptait 6944 projets évalués à 1 071 870 451 645.

A ce décompte, se sont ajoutés 3469 projets non-programmés répertoriés tant au niveau des services centraux, des Régions qu'au niveau des Administrations publiques et parapubliques, pour une valeur de FCFA 1 324 012 778 875, supérieure à la valeur des projets programmés.

Il en résulte une projection globale de 10 415 projets évalués à FCFA 2 112 394 155 444 toutes catégories d'Autorités contractantes considérées, à réaliser au titre de l'exercice 2018.

Comme en 2016 et 2017, le MINTP occupe le premier rang des administrations publiques bénéficiaires de crédits réservés à l'investissement public, avec une dotation de FCFA 36 730 563 000, soit 28,7% du budget de l'ensemble des départements ministériels. Par comparaison avec l'exercice budgétaire précédent qui enregistrait ce taux à 38,2%, cette dotation connaît une baisse.

Dans ce classement, le MINTP est suivi du MINHJU, puis du MINT, avec des taux respectifs de 21,8% et 11,1%.

II- DES ACTIVITES DE PASSATION ET D'EXECUTION DES MARCHES PUBLICS :

Au cours de l'exercice 2018, l'on enregistre globalement 5439 appels d'offres lancés incluant les marchés non-programmés et les projets initiés au cours de l'exercice 2017.

De l'ensemble de ces consultations, 5970 marchés ont été attribués, pour une valeur de FCFA 879 315 381 034, et 4645 contrats signés correspondant à FCFA 718 409 568 012.

Cependant, par rapport aux prévisions effectives et aux projets identifiés au cours de l'exercice, l'évaluation de la mise en œuvre des opérations de passation et d'exécution des Marchés Publics se présente de la manière suivante :

1.1- *En phase passation :*

En 2018 :

- **5439 appels d'offres** sur les **7106** identifiés, relatifs aux projets programmés et non-programmés, ont été lancés, soit un taux de lancement de 77%. Au niveau régional, les Délégués Départementaux et les CTD ont respectivement lancé plus de 70% de leurs projets, tandis que les Ministères affichent un taux global de lancement d'appels d'offres de près de 60%.
- **5970 marchés ont été attribués** sur les **7925** identifiés (attributions programmées et non programmées), soit un taux d'attribution de 75%. Les Délégués Départementaux (69%) et les Ministères (88%) enregistrent les meilleurs taux d'attribution.
- **4645 marchés ont été signés** sur un total

de **6938** marchés à contractualiser (projets programmés et non-programmés), soit un taux de 87%. Les Délégués Régionaux (85%), les Ministères (74%) et les Délégués Départementaux (71%) enregistrent les meilleurs taux de marchés signés, suivies des Collectivités Territoriales décentralisées (66%). Les Cellules d'Exécution des Projets enregistrent quant à elles, le taux le plus faible avec 35% des marchés signés au cours de l'exercice.

S'agissant des délais de procédures de passation des marchés, il a été relevé de manière globale que ceux-ci ne sont pas respectés. En effet, l'on enregistre entre l'étape de lancement et de la signature du marché, un délai moyen de 114 jours, et près de 48% des marchés qui sont passés dans un délai supérieur à 90 jours. Toutefois, l'on enregistre un taux de plus de 90% des marchés dont les délais de préparation des offres (entre la publication de l'appel d'offre et le dépôt des offres) sont compris entre 30 et 60 jours conformément aux dispositions réglementaires. Ces marchés relèvent, pour la grande majorité, des anciennes Commissions Départementales et Régionales du MINMAP.

En ce qui concerne les marchés de gré à gré, il a été dénombré, au cours de cet exercice, 509 autorisations de gré à gré d'une valeur de 351 479 633 383 pendant que 334 marchés ont été signés pour une valeur de FCFA 354 951 794 244 comprenant aussi bien les marchés de gré à gré initiés au cours de l'exercice 2017 que ceux autorisés en 2018. Ceci représente un taux de 42% par rapport au volume des marchés attribués au cours de l'exercice.

Sur l'ensemble des 5439 appels d'offres et 5970 marchés attribués, il est enregistré 59 annulations de procédures et 887 appels d'offres infructueux.

En outre, 20 avenants dont 13 avaient une incidence financière, ont été signés d'une valeur de FCFA 975 899 145 au cours de cette période.

1.2- *En phase exécution* :

Les résultats ci-après ont été enregistrés en fin d'exercice en ce qui concerne les marchés programmés et les marchés non-programmés, relativement aux prévisions :

- **2149 projets ont démarré**, sur les 5531 programmés, soit un pourcentage de 40,31%. Les Délégations Régionales et Départementales du MINMAP affichent les meilleurs scores avec des taux respectifs de 58,9%, 58,57% ;
- **526 marchés ont été réceptionnés**, sur les 4792 identifiés, soit un taux d'environ 11%.
- de manière générale on compte **3795 projets qui ont démarrés** comprenant à la fois les projets programmés et non programmés sur les 6434 identifiés, soit un pourcentage de 59% et **999 marchés réceptionnés**, sur les 4924 identifiés, soit un taux d'environ 20%.

Concernant les sanctions : 101 contrats ont été résiliés parmi lesquels 85 issus des procédures initiées avant 2018. En outre, 145 entreprises ont été exclues de la commande publique pour des périodes allant de 06 mois à 2 ans. Par ailleurs, 3 personnes intervenant dans le système des Marchés Publics ont reçu des lettres d'observation du MINMAP.

III- DE LA SURVEILLANCE ET DE LA FACILITATION DU SYSTEME DES MARCHES PUBLICS

Les activités de surveillance ont principalement porté sur l'identification des Commissions actives, la collecte des documents, le suivi des activités des Observateurs Indépendants (OI), la détection des irrégularités et la sanction des procédures, l'examen des recours ainsi que les opérations spécifiques de lutte contre la corruption.

Comme principaux résultats, on note que :

- 768 acteurs opérationnels, parmi lesquels on compte désormais à la faveur de la nouvelle réforme, les gouverneurs et préfets et 486 Commissions de Passation des Marchés (CPM) actives ont été identifiés.
- En ce qui concerne la collecte des documents, toutes phases confondues, sur 323 947 documents attendus, 125 019 ont été collectés pour les projets initiés en 2018. Ce qui représente un volume de 39% par rapport au nombre de documents attendus ;
- 129 Observateurs Indépendants

ont produit 3600 rapports, dont 2548 relatifs aux séances des CPM, 965 aux sessions des Sous-Commissions d'Analyses et 87 rapports périodiques ;

- 508 recours ont été reçus au niveau de l'Agence. Il convient de souligner que d'autres recours sont également adressés au MINMAP et ne parviennent pas systématiquement à l'ARMP, 186 d'entre eux ont été jugés fondés ;
- Sur 2038 irrégularités constatées, 1528 mesures de régulation ont été prescrites par l'ARMP à différentes étapes de la procédure. Dans le détail, il s'agit de 1289 mesures correctives, 506 mesures didactiques, 19 mesures répressives et 60 mesures conservatoires.

Dans le cadre de la diffusion de l'information, il faut relever que sur les 9432 documents d'informations publiés dans le journal des marchés publics (www.armp.cm), l'on enregistre 4846 avis d'appels d'offres, ou de consultations de cotation et avis à manifestation d'intérêt, 1421 décisions d'attribution, et 3124 communiqués portant notamment sur les résultats d'attribution .

DONNEES STATISTIQUES GLOBALES DU SYSTEME DES MARCHES PUBLICS							
I- PRESENTATION DES ACTEURS							
PHASE PASSATION				PHASE EXECUTION			
Type de commissions	7			Soumissionnaires distincts	4093		
Maître d'Ouvrage	768			Cocontractants distincts	2616		
Commissions créées	491			Maitres d'œuvre privé	86		
Commissions inactives	19			Ingénieurs de marché distinct	459		
Présidents nommés	467			Chefs de service du marché distinct	534		
Décisions de constatation	467						
Observateurs indépendants	129						
II- PROGRAMMATION DES MARCHES PUBLICS (PREVISIONS)							
II.1 SERVICES CENTRAUX							
Autorité contractante	AO à lancer	Marchés à attribuer		Marchés à signer		Marchés démarrés	Marchés à réceptionner
		Nombre	Montant	Nombre	Montant		
MINMAP (CCPM)	193	221	358 651 163 261	218	356 566 916 111	214	112
MINISTERES (CPM)	527	584	79 699 133 100	585	78 954 482 100	588	505
Cellule d'Exécution des Projets (CEP)	238	244	70 635 227 723	259	73 968 300 223	258	193
Total	958	1049	508 985 524 084	1062	509 489 698 434	1060	810
II.2 REGION (EPA/ESPP ET CTD)							
Autorité Contractante	AO à lancer	Marchés à attribuer		Marchés à signer		Marchés démarrés	Marchés à réceptionner
		Nombre	Montant	Nombre	Montant		
EPA/ESPP	1033	946	81 677 140 722	941	80 568 192 874	930	789
CTD	1100	1284	70 698 685 497	1285	70 796 685 497	1291	1186
Total	2133	2230	152 375 826 219	2226	151 364 878 371	2221	1975
II.3 REGION (Crédits délégués et crédits transférés)							
Région	Crédits Délégués		Délégations ponctuelles		Crédits transférés		
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	
Adamaoua	48	2 054 534 000			210	4 410 748 000	
Centre	57	2 397 621 001			418	10 187 387 200	
Extrême-Nord	80	2 772 754 000			2		
Est	44	2 541 342 000	7	762 486 997	172	4 239 871 900	
Littoral	53	1 814 415 000			217	5 830 616 000	
Nord	39	1 370 486 000	90	5 940 227 458	267	7 696 245 224	
Nord-ouest	37	2 219 035 000			176	4 105 228 000	
Ouest	79	2 729 158 437	14	416 277 437	296	8 494 982 355	
Sud	31	2 182 947 000			187	3 820 123 000	
Sud-ouest	50	1 171 583 000			165	3 974 081 000	
Total	518	21 253 875 438	111	7 118 991 892	2110	52 759 282 679	

III- OPERATIONS DE PASSATION ET D'EXECUTION DES MARCHES PUBLICS (REALISATIONS PAR RAPPORT AUX PREVISIONS)							
III.1 SERVICES CENTRAUX							
Autorité contractante	AO lancés	Marchés attribués		Marchés signés		Marchés démarrés	Marchés réceptionnés
		Nombre	Montant	Nombre	Montant		
MINMAP (CCPM)	9	12	273 090 532	4	272 236 564	3	0
MINISTERES (CPM)	321	329	27 303 860 563	247	15 030 248 922	200	20
Cellule d'Exécution des Projets (CEP)	55	45	2 129 894 641	23	865 179 383	16	6
Total	385	386	29 706 845 736	274	16 167 664 869	219	26
III.2 REGION (EPA/ESPP ET CTD)							
Autorité contractante	AO lancés	Marchés attribués		Marchés signés		Marchés démarrés	Marchés réceptionnés
		Nombre	Montant	Nombre	Montant		
EPA/ESPP	389	244	13 212 113 183	173	9 776 897 936	245	74
CTD	766	687	24 566 870 911	554	17 270 724 974	483	137
Total	1155	931	37 778 984 094	727	27 047 622 910	728	211
III.3 REGION (Crédits délégués et crédits transférés) (Marchés passés par les DDM et DRM)							
Région	AO lancés	Marchés attribués		Marchés signés		Marchés démarrés	Marchés réceptionnés
		Nombre	Montant	Nombre	Montant		
Adamaoua	117	190	4 345 916 978	190	4 332 749 738	190	69
Centre	217	288	5 758 916 959	265	5 336 173 595	278	30
Extrême-Nord	127	145	2 859 679 316	134	2 677 098 445	133	43
Est	132	134	2 894 616 334	127	2 809 972 630	117	34
Littoral	121	124	4 346 126 575	74	1 548 804 723	43	8
Nord	175	153	3 180 810 667	151	3 371 396 923	157	77
Nord-ouest	102	76	2 047 858 507	63	1 620 476 170	46	7
Ouest	197	126	2 855 338 253	119	2 739 960 129	113	11
Sud	93	114	2 243 841 929	104	2 172 924 696	60	8
Sud-ouest	81	87	1 698 771 357	67	1 307 494 814	61	1
Total	1362	1437	32 231 876 875	1294	27 917 051 863	1198	288
Total III	2902	2754	99 717 706 705	2295	71 132 339 642	2145	525
IV- MARCHES DE GRE A GRE							
Autorité contractante	GG autorisés		GG signés		GG démarrés	GG réceptionnés	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant			
MINMAP (CCPM)	1	0	13	46 042 346 068			
Ministères	292	274 641 175 118	155	249 933 268 941	6	1	
EPA/ESPP	84	29 731 610 213	62	14 990 783 395	2	2	
CTD	60	41 068 509 888	42	37 357 008 864	4		
DR MINMAP	41	4 491 148 807	39	5 186 755 333	10	1	
DD MINMAP	20	587 656 755	14	447 099 041	8	2	
Cellule d'Exécution des Projets (CEP)	3	181 348 225	3	216 348 225			
MOD	8	778 184 377	6	778 184 377			
Total IV	576	351 479 633 383	334	354 951 794 244	30	6	

V – PROJETS INSCRITS EN 2017 ET POURSUIVIS EN 2018							
Administration Centrale et Région	Marchés attribués		Marchés signés		Marchés démarrés	Marchés réceptionnés	Observations
	Nombre	Montant	Nombre	Montant			
Adm Cent	130	56 124 245 450	111	56 124 245 450	103	11	
Adamaoua	1	61 000 000	11	61 000 000	14	15	
Centre	73	5 307 038 082	135	5 307 038 082	195	73	
Extrême-Nord	29	902 148 534	63	902 148 534	49	51	
Est	26	1 074 353 801	24	1 074 353 801	19	22	
Littoral	52	10 696 108 354	103	10 696 108 354	53	26	
Nord	12	1 371 174 402	35	1 371 174 402	36	79	
Nord-ouest	16	876310968	8	876 310 968	4	4	
Ouest	4	167 413 694	20	167 413 694	22	14	
Sud	8	764607966	12	764 607 966	6	17	
Sud-ouest	7	441 803 601	12	441 803 601	9	9	
Total V	358	77 786 204 852	534	77 786 204 852	510	321	
VI – SYNTHÈSE DES MARCHES PASSES EN 2018							
VI.1-Synthèse par type de procédure							
Type procédure	Marchés attribués		Marchés signés		Marchés démarrés	Marchés réceptionnés	Observations
	Nombre	Montant	Nombre	Montant			
Marchés sur AO	5394	527 835 747 651	4311	324 435 586 717	3646	969	
Marchés de GG	576	351 479 633 483	334	393 973 981 295	149	30	
Avenants			8	124 655 603			
Total	5970	879 315 381 134	4653	718 534 223 615	3795	999	
VI.2- Synthèse par type de financement							
	Marchés attribués		Marchés signés		Marchés démarrés	Marchés réceptionnés	Observations
	Nombre	Montant	Nombre	Montant			
Marchés programmés							
Financement National	2671	96 406 944 567	240	15 060 811 949	2102	513	
Financement Extérieur	50	1 726 974 844	29	1 047 029 229	25	8	
Total marchés programmés	2721	98 133 919 411	269	16 107 841 178	2127	521	
Marchés non-programmés							
Financement National	2105	264 362 725 495	1279	152 671 762 459	941	85	
Financement Extérieur	146	76 923 583 929	83	61 291 468 619	53	8	
Total marchés non-programmés	2251	341 286 309 424	1362	213 963 231 078	994	93	
Total global	5970	879 315 381 034	4645	718 409 568 012	3795	999	
VII - SURVEILLANCE ET FACILITATION DU SYSTÈME							
Nombre de Documents collectés	125019		Nombre de recours et requêtes examinés		62		
Nombre de rapports produits par les OI	3600		Nombre d'entreprises sanctionnées		145		
Nombre d'actes de régulation pris	1528		Nombre de personnes physiques sanctionnées		3		

VIII – SITUATION DES DEPERDITIONS			
Procédures initiées en 2017		Procédures initiées en 2018	
Nombre d'appels d'offres infructueux	0	Nombre d'appels d'offres infructueux	887
Nombre d'appels d'offres annulés	6	Nombre d'appels d'offres annulés	53
Nombre de chantiers abandonnés	509	Nombre de chantiers abandonnés	0
Nombre de marchés résiliés	91	Nombre de marchés résiliés	10

SYNTHESE N°1 : REALISATIONS PAR RAPPORT AUX PREVISIONS INITIALES

Autorité Contractante	AO LANCES		MARCHES ATTRIBUES		MARCHES SIGNES		MARCHES DEMARRES		MARCHES RECEPTIONNES						
	Prévisions	Réalisations	Taux(%)	Prévisions	Réalisations	Taux(%)	Prévisions	Réalisations	Taux(%)	Réalisations	Taux (%)				
I-ADMINISTRATION CENTRALE															
MINMAP-CCPM	193	9	5%	221	12	5%	218	4	2%	214	3	1%	112	0	0%
Ministères	527	321	61%	584	329	56%	585	247	42%	588	200	34%	505	20	4%
Projets	238	55	23%	244	45	18%	259	23	9%	258	16	6%	193	6	3%
Total (I)	958	385	40%	1049	386	37%	1062	274	26%	1060	219	21%	810	26	3%
II-REGION															
II.1- EPA/ESPP et CTD															
EPA/ESPP	1033	389	38%	946	244	26%	941	173	18%	930	245	26%	789	74	9%
CTD	1100	766	70%	1284	687	54%	1285	554	43%	1291	483	37%	1186	137	12%
Total (II.1)	2133	1155	54%	2230	931	42%	2226	727	33%	2221	728	33%	1975	211	11%
II.2-DDM et DRM															
DRM	544	440	81%	754	562	75%	755	509	67%	768	453	59%	752	63	8%
DDM	1098	922	84%	1268	875	69%	1267	785	62%	1272	745	59%	1246	225	18%
MOD	11	11	100%	10	5	50%	10	4	40%	10	4	40%	9	1	11%
Total (II.2)	1653	1373	83%	2032	1442	71%	2032	1298	64%	2050	1202	59%	2007	289	14%
TOTAL GENERAL (I+II)	4744	2913	61%	5311	2759	52%	5320	2299	43%	5331	2149	40%	4792	526	11%

SYNTHESE N° 2 : REALISATIONS GLOBALES (PROJETS INSCRITS ET NON PROGRAMMES)

Autorité Contractante	AO LANCES		MARCHES ATTRIBUES		MARCHES SIGNES		MARCHES DEMARRES		MARCHES RECEPTIONNES	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
I-Administration Centrale										
MINMAP-CCPM	17	40 882 923 473	53	40 882 923 473	44	77 401 477 717	47	36 458 979 349	1	451 640 880
Ministères	1047	564 847 279 824	1459	564 847 279 824	871	420 354 309 488	503	390 744 545 409	50	2 239 718 285
Projets	183	14 023 655 836	170	14 023 655 836	107	11 208 973 055	80	10 350 681 397	15	975 918 809
Total(I)	1247	619 753 859 133	1682	619 753 859 133	1022	508 964 760 260	630	437 554 206 155	66	3 667 277 974
II-Région										
II.1-EPA/ESPP et CTD										
EPA/ESPP	1072	119 715 479 198	1089	119 715 479 198	833	79 070 784 843	765	66 869 392 295	214	15 241 086 911
CTD	1303	86 462 342 541	1235	86 462 342 541	1019	83 636 548 736	863	67 190 811 109	271	16 869 815 969
Total(II.1)	2375	206 177 821 739	2324	206 177 821 739	1852	162 707 333 579	1628	134 060 203 404	485	32 110 902 880
II.2-DDM et DRM										
DRM	585	28 649 005 919	786	28 649 005 919	742	25 265 440 583	577	17 593 285 609	140	5 223 457 514
DDM	1138	21 606 904 296	1111	21 606 904 296	995	19 955 910 121	935	18 754 904 698	304	5 855 930 610
MOD	94	3 127 789 947	67	3 127 789 947	34	1 516 123 469	25	884 149 709	4	150 069 118
Total(II.2)	1817	53 383 700 162	1964	53 383 700 162	1771	46 737 474 173	1537	37 232 340 016	448	11 229 457 242
TOTAL GENERAL(I+II)	5439	879 315 381 034	5970	879 315 381 034	4645	718 409 568 012	3795	608 846 749 575	999	47 007 638 096

INTRODUCTION

Le présent Rapport fait la synthèse des opérations de passation et d'exécution des Marchés Publics au 31 décembre 2018.

Au cours de l'exercice sous revue, les marchés publics se sont exécutés dans un contexte marqué, d'une part, par l'évolution du cadre normatif avec la signature de trois importants textes à savoir (i) le décret n°2018/355 fixant les règles communes applicables aux marchés passés par les entreprises publiques, (ii) le décret n°2018/366 du 20/06/2018 portant Code des marchés publics et (iii) le décret n°2018/0998/PM du 20 janvier 2018 fixant les règles régissant le processus de maturation des projets d'investissement public. Ce contexte a été également marqué, d'autre part, par la recherche de solutions en vue d'assurer la sécurité des populations et de leurs biens en raison des tensions persistantes dans les Régions du Nord-Ouest, Sud-Ouest et de l'Extrême-Nord.

S'agissant de l'ordonnancement juridique, ce rapport ne se penchera pas sur la question de son impact sur les activités de passation et de l'exécution des marchés publics pour le compte de la période considérée.

En 2018, l'enveloppe globale affectée à l'investissement public de l'Etat et de ses démembrements a été portée à **FCFA 2 112 394 155 444**, pour le financement de 10 415 projets. Par rapport à l'exercice précédent, cette dotation était de **FCFA 2 163 598 458 413**, pour la réalisation de 11 051 projets. On observe donc une légère baisse de 2,36% en valeur et 5,75% en volume.

Au plan de la répartition des allocations budgétaires, les secteurs des infrastructures, de la santé, de l'éducation et de l'énergie

détiennent comme en 2017, les dotations les plus importantes du budget annuel de l'Etat. Ce qui traduirait la volonté des pouvoirs publics de poursuivre les efforts entamés pour une croissance économique durable.

En ce qui concerne les opérations de passation, l'on note la persistance du phénomène des projets non-programmés, soit 3469 au total, pour une valeur de **FCFA 1 324 012 778 875**, supérieur à la valeur des projets programmés. En outre, au terme de la période considérée, les taux globaux de mise en œuvre de la programmation ne sont pas satisfaisants. Ils sont de 61,37% pour les AO lancés, de 51,84% pour les marchés attribués et de 43,12% pour les marchés signés. Ces résultats mettent en évidence plusieurs facteurs de sous-performance de notre système des Marchés Publics, en l'occurrence : la lourdeur des procédures de passation des marchés, la faiblesse du régime de sanctions (acteurs et procédures).

Comme suite logique des résultats de la passation, seuls 2134 marchés ont connu un démarrage, sur les 5331 programmés pour l'exercice concerné, soit 40,03% des prévisions. Les marchés réceptionnés représentent 10,91% de l'ensemble des marchés prévus pour l'exercice.

Au demeurant, ce rapport dresse le bilan de la programmation des marchés, en termes de répartition des crédits et d'agenda des opérations de passation et d'exécution (Ière partie). Il décline ensuite lesdites opérations telles qu'elles se sont concrètement déroulées (IIème partie). Il dresse, enfin, le récapitulatif des interventions du Régulateur à l'occasion de ses activités, soit en termes de surveillance, soit en termes de facilitation (IIIème partie).

PREMIERE PARTIE

PROGRAMMATION DES MARCHÉS PUBLICS EN 2018



SECTION 1
**REPARTITION DES PROJETS
ET DES CREDITS**

Conformément au Code des Marchés Publics, notamment en son article 6 (1b), la programmation des Marchés Publics est un déterminant de la bonne consommation du budget alloué à l'investissement et à l'acquisition des biens et services à travers les marchés publics.

Comme pour les exercices antérieurs, la répartition des projets des différentes administrations publiques et organismes de l'État, s'est effectuée sous la supervision du MINEPAT.

Cette opération vise à traduire dans les faits, la volonté des pouvoirs publics d'améliorer les conditions de vie des populations et atteindre ainsi le cap de l'émergence socio-économique du pays.

**A- RÉPARTITION DES PROJETS
INSCRITS**
**1. Production des journaux de
programmation**

Au cours de l'exercice 2018, 605 journaux de programmation ont été produits au terme des journées nationales organisées à cet effet. Ce chiffre représente 89% du nombre total des acteurs identifiés (676) au terme de l'année. On peut observer que cette tendance des maîtres d'ouvrage à la programmation est assez constante depuis 2015, bien que certaines catégories de maître d'ouvrage telles que les ESPP et les CEP tardent à se conformer.

De manière spécifique, l'on observe que les Ministères et les services déconcentrés du MINMAP restent constants dans la production des journaux de programmation au cours des trois derniers exercices (2016, 2017 et 2018), les taux enregistrés étant de 97% et 100%. A contrario, on a enregistré une baisse dans la participation des EPA, CTD et CEP.

Tableau 1 : Répartition des Journaux de programmation par catégorie d'Autorité contractante

Catégorie AC	Acteurs identifiés			Journaux reçus			%		
	2016	2017	2018	2016	2017	2018	2016	2017	2018
MIN	38	38	38	37	37	37	97.37	97.37	97%
DR/DD MINMAP	68	68	68	68	68	68	100.00	100.00	100%
EPA/ESPP	138	109	120	96	88	89	69.57	81.65	74%
CTD	382	382	399	370	372	381	96.86	97.38	95%
CEP	73	44	51	48	37	30	65.75	84.09	59%
Total	699	641	676	619	603	605	88.56	94.07	89%

2. Répartition des projets par catégorie d'Autorité Contractante

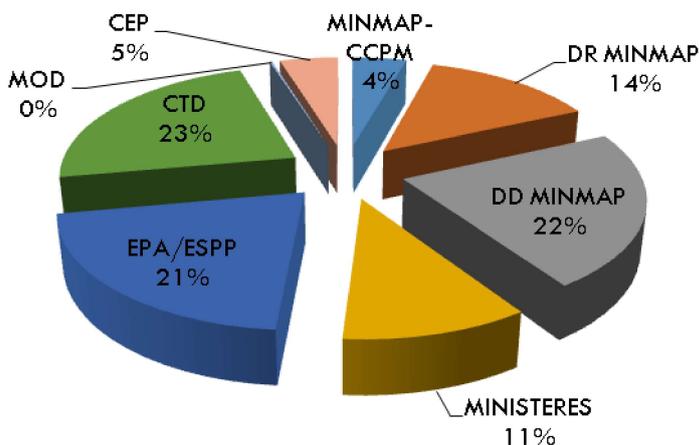
Au 31 décembre 2018, 5747 projets ont été programmés, alors qu'en 2017, 6944 projets étaient programmés, soit une baisse de 17%. Les commissions du MINMAP, les Collectivités

Territoriales Décentralisées et les Etablissements Publics et Administratifs enregistrent le plus grand nombre de projets programmés avec respectivement 41%, 23% et 21%. Les Cellules d'Exécution des Projets quant à elles ferment la file avec seulement 5% des projets programmés.

Tableau 2 : Répartition des projets par catégorie d'Autorité contractante

Catégorie d'Autorité Contractante	NOMBRE DE PROJETS	
	Nombre	%
MINMAP- CCPM	251	4%
DR MINMAP	798	14%
DD MINMAP	1 287	22%
Sous-total MINMAP	2336	41%
MINISTÈRES	605	11%
EPA/ESPP	1 203	21%
CTD	1 320	23%
MOD	12	0%
CEP	271	5%
TOTAL	5747	100

Graphique 1 : Programmation des Marchés par catégorie d'Autorité Contractante, en nombre



3. Répartition des projets par Région et par catégorie d'Autorité contractante

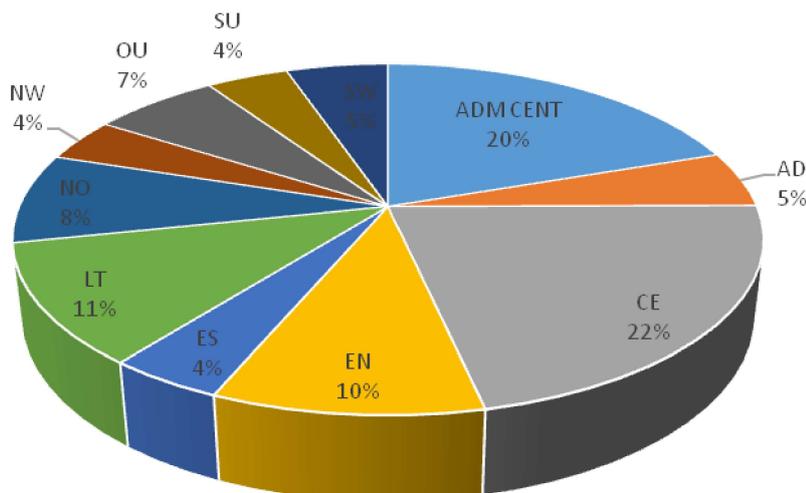
Sur les 5 747 projets programmés au cours de l'exercice 2018, on note que la Région du Centre bénéficie du plus grand nombre de projet soit 22%

du volume global, suivi des Régions du Littoral et de l'Extrême-Nord avec respectivement des taux de 11% et 10%. Les Régions du Nord-Ouest et de l'Est occupent le dernier rang avec un taux de 4%.

Tableau 3 : Répartition des projets par Région et par catégorie d'Autorité contractante, en nombre

Niveau de suivi	MINISTERE	MINMAP (CCPM)	DR MINMAP	DD MINMAP	EPA	CTD	CEP	MOD	TOTAL	% Région
ADM CENT	605	251			22		256	0	1134	20%
AD			77	126	13	81		0	297	5%
CE			197	235	623	181	7	1	1244	22%
EN			85	182	46	251		1	565	10%
ES			54	138		51		0	243	4%
LT			64	108	176	284		6	638	11%
NO			70	145	148	104	8	2	477	8%
NW			24	82	41	83		0	230	4%
OU			118	85	12	158		2	375	7%
SU			72	86	40	45		0	243	4%
SW			37	100	82	82		0	301	5%
TOTAL	605	251	798	1287	1203	1320	271	12	5747	100
AC	11%	4%	14%	22%	21%	23%	5%	0%	100	

Graphique 2 : Pourcentage des marchés programmés par Région et Autorité Contractante, en nombre



4. Répartition des projets par nature des prestations, en nombre

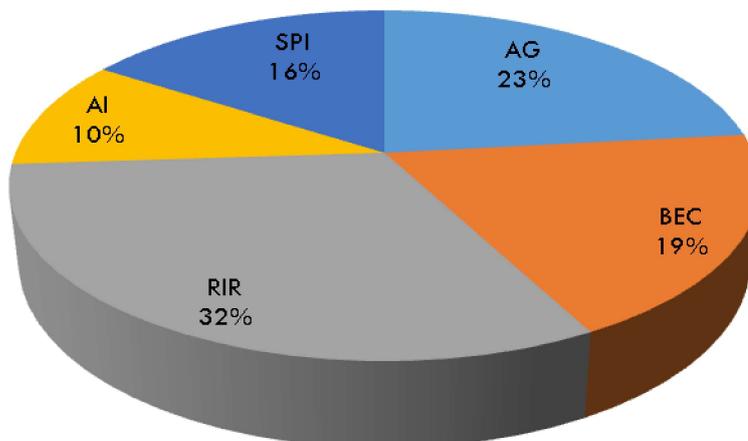
Selon la nature de prestation la part la plus importante revient aux infrastructures routières qui enregistrent un taux de 26,61%. Les Approvisionnements Généraux occupent la deuxième place avec 24,68%, ils sont suivis

par les Bâtiments et Equipements Collectifs (31,03%). En dépit des faibles proportions enregistrées par rapport aux autres prestations, les Services et Prestations Intellectuelles, et les Autres Infrastructures enregistrent des taux respectifs de 17,9% et 9,75%.

Tableau 4 : Répartition des projets par nature de prestations, en nombre

Autorité Contractante	AG	BEC	RIR	AI	SPI	TOTAL	% AC
MINMAP-CCPM	67	32	29	6	117	251	5.47
DR MINMAP	23	549	134	37	55	798	13.88
DD MINMAP	118	151	748	259	11	1287	17.63
Sous-total MINMAP	208	732	911	302	183	2336	36.98
MINISTÈRES	245	44	104	22	190	605	12.89
EPA/ESPP	619	67	182	4	331	1203	23.62
CTD	152	231	591	243	103	1320	22.36
MOD		1	4	6	1	12	
CEP	113	18	28	6	106	271	4.15
TOTAL	1337	1093	1820	583	914	5747	100
% Nature Prestations	24.68	21.03	26.61	9.75	17.93	100	

Graphique 3 : Répartition des projets programmés par nature de prestations, en nombre



5. Ratio des Études et Contrôles par rapport aux travaux

Sur l'ensemble des projets prévus au cours l'exercice 2018 l'on a identifié 3496 qui concernent exclusivement les travaux (autres infrastructures, bâtiments et équipements collectifs et les infrastructures routières) et 264 projets réservés aux études et contrôles. En effectuant les ratios de ces projets par rapport aux travaux, on enregistre des taux respectifs

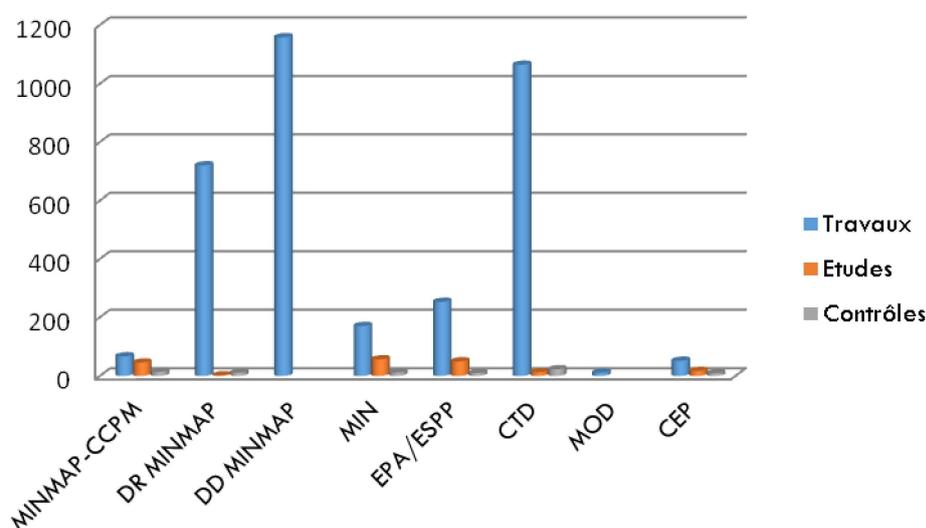
de 5,3% et 2,3%.

De manière spécifique seules les commissions centrales du MINMAP, les Ministères et les Cellules d'Exécution des Projets connaissent des taux importants (allant de 32% à 69%) des projets d'études et des contrôles par rapport aux travaux. Pour le reste des catégories de maître d'ouvrage, ils sont insignifiants.

Tableau 5: Ratio des Études et contrôles par rapport aux travaux, par Autorité contractante

Autorité Contractante	Travaux				Etudes	Contrôles	Ratio/Travaux	
	AI	BEC	RIR	Total			Etudes	Contrôles
MINMAP-CCPM	32	29	6	67	46	14	69%	21%
DR MINMAP	549	134	37	720	2	11	0,3%	1,5%
DD MINMAP	151	748	259	1158	0	0	0,0%	0,0%
Sous-total MINMAP	842	844	340	1945	48	25	2.5	0.89
MIN	44	104	22	170	57	12	33,5%	7,1%
EPA/ESPP	67	182	4	253	50	10	19,8%	4,0%
CTD	231	591	243	1065	13	23	1,2%	2,2%
MOD	1	4	6	11			0,0%	0,0%
CEP	18	28	6	52	17	9	32,7%	17,3%
TOTAL	1460	1848	677	3496	185	79	5,3%	2,3%

Graphique 4 : Ratio des Études et contrôles par rapport aux travaux, en nombre.



6. Répartition des projets par Ministères et Assimilés

Au titre de l'exercice 2018, 702 projets ont été alloués aux ministères pour un coût global de 129 078 646 100 F CFA. Le Ministère des

Transports à lui seul a eu le portefeuille le plus important en volume, soit 60 projets. Il est suivi par le Ministère de la Santé, le MINAC et le MINTOUL représentant respectivement 55, 50 et 47 projets programmés.

Tableau 6: Répartition des projets par Ministères et Assimilés

N°	Administration	Nombre de Marchés*	%	N°	Administration	Nombre de Marchés	%
1	DGSN	8	1,1%	19	MINFOF	5	0,7%
2	MINAC	50	7,1%	20	MINFOPRA	5	0,7%
3	MINADER	4	0,6%	21	MINHDU	38	5,4%
4	MINAS	31	4,4%	22	MINJEC	11	1,6%
5	MINATD	7	1,0%	23	MINJUSTICE	3	0,4%
6	MINCOM	10	1,4%	24	MINMAP	14	2,0%
7	MINCOMMERCE	6	0,9%	25	MINMIDT	4	0,6%
8	MINCONSUPE	19	2,7%	26	MINPMEESA	18	2,6%
9	MINDCAF	6	0,9%	27	MINPOSTEL	12	1,7%
10	MINEDUB	11	1,6%	28	MINPROFF	9	1,3%
11	MINEE	35	5,0%	29	MINRESI	22	3,1%
12	MINEFOP	19	2,7%	30	MINREX	22	3,1%
13	MINEPAT	41	5,8%	31	MINSANTE	55	7,8%
14	MINEPDED	9	1,3%	32	MINSEP	7	1,0%
15	MINEPIA	13	1,9%	33	MINT	60	8,5%
16	MINESEC	30	4,3%	34	MINTOUL	47	6,7%
17	MINESUP	12	1,7%	35	MINTP	31	4,4%
18	MINFI	20	2,8%	36	MINTSS	8	1,1%
TOTAL						702	100

* Ces statistiques comprennent également les projets devant être passés au niveau des commissions centrales du MINMAP

7. Répartition des projets par Cellule d'exécution des projets (CEP)

Pour le cas des Cellules d'Exécution des Projets (CEP), l'analyse sur la ventilation des projets

permet d'observer que le PRODEL occupe le premier rang en terme de volume de portefeuilles des projets, soit 48 suivi par le projet C2D-EDU 33 et le PD-CVA 32.

Tableau 7: Répartition des projets par CEP

N°	Administration	Nombre de Marchés*	%	N°	Administration	Nombre de Marchés	%
1	ACEFA	10	3,1%	20	PADY II	14	4,4%
2	AEP_YAOUNDE	4	1,2%	21	PAEQUE	8	2,5%
3	AGROPOLES	5	1,6%	22	PAMOCCA	6	1,9%
4	C2D - PMEAA	2	0,6%	23	PASZEP	9	2,8%
5	C2D-AFOP	4	1,2%	24	PCBHM	13	4,0%
6	C2D-CR	2	0,6%	25	PD_CVA	32	10,0%
7	C2D-EDU	33	10,3%	26	PEA-JEUNES	1	0,3%
8	C2D-STADE	3	0,9%	27	PEST	8	2,5%
9	CAMDIAGNOSTIC	1	0,3%	28	PFS	16	5,0%
10	CNLS	17	5,3%	29	PHLP	5	1,6%
11	CSPM_CETIC	6	1,9%	30	PIDMA	21	6,5%
12	DR_MINTP_EN	1	0,3%	31	PROACTP	11	3,4%
13	LIFIDEP	4	1,2%	32	PRODEL	48	15,0%
14	MEADEN	8	2,5%	33	PRRTERS	20	6,2%
15	PACCV	1	0,3%	34	RGAE	8	2,5%
TOTAL						321	100

* Ces statistiques comprennent également les projets devant être passés au niveau des commissions centrales du MINMAP

8. Répartition des projets inscrits par Etablissement Public et Administratif et Entreprise du

Secteur Public et Parapublic

L'enveloppe globale des projets programmés par les Etablissements Publics Administratifs est estimée à 169 776 145 239 CFA pour 1 284 projets. La SDCC en détient la part la plus importante avec 28 968 920 000 F CFA affectés aux 121 projets qui constituent son portefeuille, suivi par la Caisse Nationale de la Prévoyance Sociale

(CNPS) et l'Aéroport du Cameroun (ADC) qui enregistrent respectivement 88 et 79 en nombre, 14 137 487 457 et 16 479 129 161 F CFA en montant.

Tableau 8: Répartition des projets par EPA/ESPP

N°	Administration	Nombre de Marchés*	%	N°	Administration	Nombre de Marchés	%
1	ADC	79	6,2%	44	FRC	8	0,6%
2	AER	12	0,9%	45	HD_MBANKOMO	1	0,1%
3	ANAFOR	14	1,1%	46	HGD	32	2,5%
4	ANOR	14	1,1%	47	HGOPED	49	3,8%
5	ANRP	5	0,4%	48	HGOPY	2	0,2%
6	ANTIC	19	1,5%	49	HG_YAOUNDE	9	0,7%
7	API	1	0,1%	50	HR_GAROUA	1	0,1%
8	APN	11	0,9%	51	HYDRAC	3	0,2%
9	ARMP	10	0,8%	52	IMPM	1	0,1%
10	ARSEL	13	1,0%	53	INJS	1	0,1%
11	ART	20	1,6%	54	INS	5	0,4%
12	ASCNPD	28	2,2%	55	IRAD	8	0,6%
13	BUCREP	13	1,0%	56	IRGM	1	0,1%
14	BUNEC	1	0,1%	57	IRIC	11	0,9%
15	CAA	5	0,4%	58	LANACOME	1	0,1%
16	CAMAIR-CO	6	0,5%	59	LANAVET	13	1,0%
17	CARPA	4	0,3%	60	LINAFI	2	0,2%
18	CCIMA	25	1,9%	61	MAETUR	1	0,1%
19	CDC	24	1,9%	62	MIDENO	24	1,9%
20	CDEN	9	0,7%	63	MIDIMA	3	0,2%
21	CDENO	6	0,5%	64	MIPROMALO	6	0,5%
22	CDPM	10	0,8%	65	MIRAP	8	0,6%
23	CENAJES	1	0,1%	66	OBC	16	1,2%
24	CENEEMA	11	0,9%	67	OCC	9	0,7%
25	CHRACERH	8	0,6%	68	ONCC	19	1,5%
26	CICAM	3	0,2%	69	PAK	40	3,1%
27	CNCC	11	0,9%	70	PALAIS_DES_CONGRES	1	0,1%
28	CNDHL	1	0,1%	71	PC	7	0,5%
29	CNDT	3	0,2%	72	PDRI-CL	27	2,1%
30	CNFZY_FOUMBAN	3	0,2%	74	SEMRY	1	0,1%
31	CNPS	88	6,9%	75	SNI	19	1,5%
32	CNRPH	19	1,5%	76	SOECAO	9	0,7%
33	CONAC	4	0,3%	77	SODECOTON	138	10,7%

N°	Administration	Nombre de Marchés*	%	N°	Administration	Nombre de Marchés	%
34	CPC	1	0,1%	78	SONARA	25	1,9%
35	CRTV	49	3,8%	79	SOPECAM	8	0,6%
36	CSPH	25	1,9%	80	SOWEDA	24	1,9%
37	ENAM	11	0,9%	81	SRC	11	0,9%
38	ENIEG_YAOUNDE	1	0,1%	82	UNIV_BAMENDA	11	0,9%
39	ENSTP	16	1,2%	83	UNIV_BUEA	9	0,7%
40	EPAB	9	0,7%	84	UNIV_DOUALA	20	1,6%
41	FEICOM	36	2,8%	70	UNIV_DSCHANG	12	0,9%
42	FNE	4	0,3%	71	UNIV_MAROUA	21	1,6%
43	FODECC	21	1,6%	72	UNIV_NGAOUNDERE	13	1,0%
TOTAL						1284	100

* Ces statistiques comprennent également les projets devant être passés au niveau des commissions centrales du MINMAP

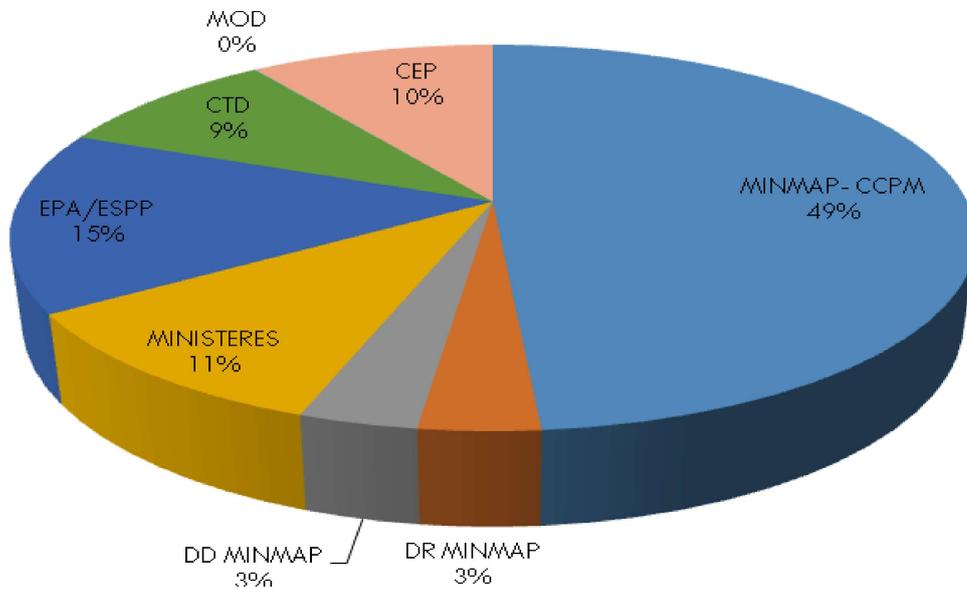
B. VENTILATION DES CREDITS AFFECTES

1. Ventilation des crédits par type d'autorité contractante

Tableau 9: Répartition des crédits par type d'autorité contractante

Autorité Contractante	TOTAL CREDITS	
	Montant	%
MINMAP- CCPM	383 673 916 261	49%
DR MINMAP	26 847 340 386	3%
DD MINMAP	26 446 797 848	3%
Sous-total MINMAP	436 968 054 495	55%
MINISTERES	82 102 368 998	10%
EPA/ESPP	119 607 669 478	15%
CTD	72 350 706 485	9%
MOD	304 714 529	0,04%
CEP	77 020 862 584	10%
TOTAL	788 354 376 569	100

Graphique 5 : Programmation des Marchés par catégorie d'Autorité Contractante, en montant



L'analyse de la répartition des crédits par type d'autorité contractante révèle que le MINMAP et ses services déconcentrés détiennent une enveloppe qui représente 55% du montant total en raison du nombre élevé des marchés à passer.

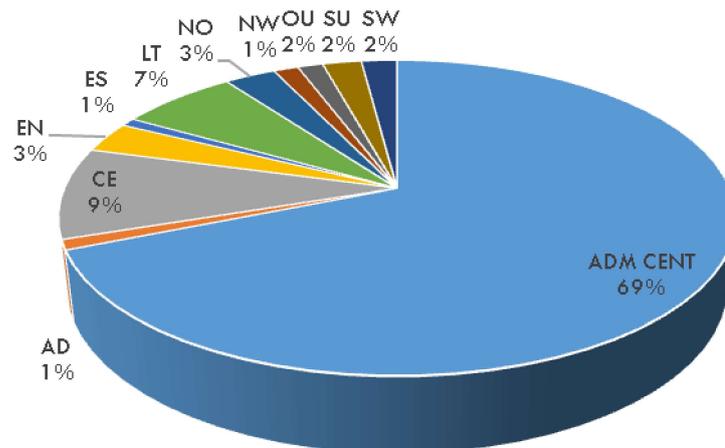
Il est suivi dans ce classement par les EPA/ESPP qui présentent un taux de 15%, les autres ministères et les CEP arrivent en troisième position avec un taux de 9%.

2. Ventilation des crédits par région et par type d'autorité contractante

Tableau 10 : Répartition des projets par Région et par catégorie d'Autorité contractante, en montant

Niveau de Suivi	MINISTERE	MINMAP(CCPM)	DR MINMAP	DD MINMAP	EPA	CTD	MOD (PREFETS)	CEP	TOTAL	% Région
ADM CENT	82 102 368 998	383 673 916 261			868 500 000			75 998 300 223	542 643 085 482	68,83%
AD			2 277 274 037	2 772 658 193	1 167 759 353	1 963 996 131			8 181 687 714	1,04%
CE			6 634 575 040	5 021 921 040	47 904 704 242	13 999 612 531	12 000 000	283 200 000	73 856 012 853	9,37%
BN			2 836 125 836	3 403 593 832	12 434 924 412	6 361 869 405	27 000 000		25 063 513 485	3,18%
ES			2 687 808 376	2 736 669 587		1 267 111 900			6 691 589 863	0,85%
LT			2 231 513 300	2 062 970 700	14 034 314 723	34 304 871 837	150 000 000		52 783 670 560	6,70%
NO			1 920 389 434	2 911 158 059	14 400 425 520	3 033 732 336	61 714 529	739 362 361	23 066 782 239	2,93%
NW			1 140 837 000	1 643 428 000	6 142 700 000	2 245 098 000			11 172 063 000	1,42%
OU			3 564 938 363	1 807 274 437	527 000 000	5 441 810 345	54 000 000		11 395 023 145	1,45%
SU			2 314 847 000	1 926 380 000	12 016 139 148	1 221 393 000			17 478 759 148	2,22%
SW			1 239 032 000	2 160 744 000	10 111 202 080	2 511 211 000			16 022 189 080	2,03%
TOTAL	82 102 368 998	383 673 916 261	26 847 340 386	26 446 797 848	119 607 669 478	72 350 706 485	304 714 529	77 020 862 584	788 354 376 569	100%
% AC	10,41%	48,67%	3,41%	3,35%	15,17%	9,18%	0,04%	9,77%	100,00%	

Graphique 6 : Programmation des Marchés par région, en montant



L'analyse en valeur des projets programmés fait ressortir une grande différence entre les services centraux et les régions. En effet, la part réservée aux régions ne représente que 44% de l'enveloppe globale.

Sur cette base, les régions du centre, du littoral et du nord enregistrent les plus grands volumes au niveau des régions avec des pourcentages respectifs de 9,37%, 6,7% et 5,13%.

3. Ventilation des crédits par nature de prestation

Tableau 11 : Répartition des projets par nature de prestations, en montant

Autorité contractante	AG	BEC	RIR	AI	SPI	TOTAL	AC
MINMAP-CCPM	34 344 218 803	194 804 928 500	42 437 044 880	70 090 000 000	41 997 724 078	383 673 916 261	49%
DR MINMAP	538 018 000	11 110 348 265	9 187 393 858	4 748 872 903	1 262 707 360	26 847 340 386	3%
DD MINMAP	1 332 792 256	3 058 257 370	15 051 302 482	6 908 685 040	95 760 700	26 446 797 848	3%
Sous-total MINMAP	36 215 029 059	208 973 534 135	66 675 741 220	81 747 557 943	43 356 192 138	436 968 054 495	62,60
MINISTERES	12 466 480 000	20 108 839 087	12 567 707 880	26 972 063 000	9 987 279 031	82 102 368 998	10%
EPA/ESPP	51 284 014 586	7 818 231 784	29 429 640 119	5 507 615 783	25 568 167 206	119 607 669 478	15%
CTD	5 727 917 584	13 296 163 825	16 742 235 479	32 047 093 898	4 537 295 699	72 350 706 485	9%
MOD		34 000 000	116 714 529	147 000 000	7 000 000	304 714 529	0,04%
CEP	13 356 919 293	37 592 476 378	10 942 167 221	8 032 000 000	7 097 299 692	77 020 862 584	10%
TOTAL	119 050 360 522	287 823 245 209	136 474 206 448	154 453 330 624	90 553 233 766	788 354 376 569	100
Nature Prestations	15%	37%	17%	20%	11%	100	

En montant, le MINMAP et ses services déconcentrés arrivent en 1er avec FCFA 436 968 054 495 soit 62,6%, suivis par les EPA/ESPP avec FCFA 119 607 669 478 soit 15%, et enfin les ministères et les cellules d'exécution des projets (CEP) avec

des montants respectifs de FCFA 82 102 368 998 et FCFA 77 020 862 584 soit 10%.

S'agissant des natures de prestation, les bâtiments et équipements collectifs enregistrent le montant le

plus élevé, soit 37% correspondant à 287 milliards. Ils sont suivis par les autres infrastructures estimés à

154 milliards, suivis des routes 136 milliards.

4. Répartition des montants alloués aux études, par Autorité contractante et par nature des prestations des crédits

Tableau 12: Ratio des Études et contrôles par rapport aux travaux par Autorité contractante, en montant

Autorité Contractante	Travaux				Etudes	Contrôles	Ratio/Travaux	
	AI	BEC	RIR	Total			Etudes	Contrôles
MINMAP-CCPM	194 804 928 500	42 437 044 880	70 090 000 000	307 331 973 380	14 867 070 000	7 428 052 001	5%	2%
DR MINMAP	11 110 348 265	9 187 393 858	4 748 872 903	25 046 615 026	106 000 600	1 97 300 000	0,42%	1%
DD MINMAP	3 058 257 370	15 051 302 482	6 908 685 040	25 018 244 892			0,00%	0%
Sous-total MINMAP	208 973 534 135	66 675 741 220	81 747 557 943	357 396 833 298	14 973 070 600	7 625 352 001	4%	2%
MIN	20 108 839 087	12 567 707 880	26 972 063 000	59 648 609 967	3 400 644 500	793 100 500	6%	1%
EPA/ESPP	7 818 231 784	29 429 640 119	5 507 615 783	42 755 487 686	1 512 052 815	906 467 500	4%	2%
CTD	13 296 163 825	16 742 235 479	32 047 093 898	62 085 493 202	727 072 000	1 522 127 500	1%	2%
MOD	34 000 000	116 714 529	147 000 000	297 714 529			0%	0%
CEP	37 592 476 378	10 942 167 221	8 032 000 000	56 566 643 599	657 257 438	341 390 000	1%	1%
TOTAL	287 823 245 209	136 474 206 448	154 453 330 624	578 750 782 281	21 270 097 353	11 188 437 501	4%	2%

Conformément à la réglementation la nécessité de mener des études préalables avant le lancement des appels d'offres est une prescription notamment pour les marchés de travaux.

Toutefois, l'on observe que ces dispositions réglementaires ne sont pas toujours respectées du fait de l'ignorance ou du manque de moyens. En effet, le budget alloué pour les marchés d'études

est faible par rapport aux marchés de travaux devant être exécutés soit FCFA 21 270 097 353 contre FCFA 578 750 782 281.

S'agissant du ratio travaux sur contrôle, on constate que les montants prévus pour le financement desdits marchés sont également très faibles. Seulement 11 milliards de prévus pour les contrôles par rapport à 578 milliards pour les travaux, soit 2%.

5. État des crédits affectés aux Ministères et assimilés

Tableau 13 : Répartition des Marchés Publics relevant des Ministères et assimilés

N°	Administration	Nombre de Marchés*	%	N°	Administration	Nombre de Marchés	%
1	MINAC	588 394 000	0,5%	19	MINFOF	129 000 000	0,1%
2	MINADER	1 586 925 000	1,2%	20	MINFOPRA	430 000 000	0,3%
3	MINAS	115 500 000	0,1%	21	MINHDU	14 250 237 500	11,1%
4	MINATD	1 971 000 000	1,5%	22	MINJEC	608 471 000	0,5%
5	MINCOM	810 000 000	0,6%	23	MINJUSTICE	1 770 000 000	1,4%
6	MINCOMMERCE	573 364 000	0,4%	24	MINMAP	9 823 910 000	7,7%
7	MINCONSUPE	275 000 000	0,2%	25	MINMIDT	234 000 000	0,2%

N°	Administration	Nombre de Marchés*	%	N°	Administration	Nombre de Marchés	%
8	MINDCAF	2 374 557 000	1,9%	26	MINPMEESA	1 294 001 000	1,0%
9	MINDEF	1 22 700 000	0,1%	27	MINPOSTEL	477 300 000	0,4%
10	MINEDUB	489 400 745	0,4%	28	MINPROFF	416 000 000	0,3%
11	MINEE	1 417 339 273	1,1%	29	MINRESI	700 620 000	0,5%
12	MINEFOP	795 000 000	0,6%	30	MINREX	1 037 000 000	0,8%
13	MINEPAT	2 343 832 000	1,8%	31	MINSANTE	10 130 941 000	7,9%
14	MINEPDED	520 000 000	0,4%	32	MINSEP	381 643 000	0,3%
15	MINEPIA	443 100 000	0,3%	33	MINT	27 928 722 000	21,8%
16	MINESEC	2 833 800 000	2,2%	34	MINTOUL	1 273 857 600	1,0%
17	MINESUP	434 250 000	0,3%	35	MINTP	36 730 563 000	28,7%
18	MINFI	1 864 838 000	1,5%	36	MINTSS	645 000 000	0,5%
TOTAL						127 820 266 118	100

* Ces statistiques comprennent également les projets devant être passés au niveau des commissions centrales du MINMAP

Comme pour les exercices précédents, le MINTP enregistre le volume le plus important des marchés à passer au cours de l'exercice 2018, soit 28,7%

de la valeur totale des crédits alloués aux Ministères. Il est suivi par le MINT AVEC 21,8% et le MINH DU 11,1%.

Tableau 14 : État des crédits affectés aux Cellules d'Exécution des Projets

N°	Administration	Montant des Marchés*	%	N°	Administration	Nombre de Marchés	%
1	ACEFA	4 466 000 000	1,5%	20	PADY II	3 889 022 404	1,3%
2	AEP_YAOUNDE	1 866 700 000	0,6%	21	PAEQUE	718 000 000	0,2%
3	AGROPOLES	251 768 294	0,1%	22	PAMOCCA	2 212 264 349	0,7%
4	C2D - PMEAA	85 000 000	0,0%	23	PASZEP	6 041 340 000	2,0%
5	C2D-AFOP	540 000 000	0,2%	24	PCBHM	355 000 000	0,1%
6	C2D-CR	18 906 247 500	6,2%	25	PD_CVA	15 022 190 604	5,0%
7	C2D-EDU	6 328 196 009	2,1%	26	PEA-JEUNES	55 000 000	0,0%
8	C2D-STADE	250 000 000	0,1%	27	PEST	2 315 000 000	0,8%
9	CAMDIAGNOSTIC	11 000 000	0,0%	28	PFS	529 912 040	0,2%
10	CNLS	357 330 629	0,1%	29	PHLP	35 677 300 000	11,8%
11	CSPM_CETIC	272 200 000	0,1%	30	PIDMA	1 647 920 600	0,5%
12	DR_MINTP_EN	90 000 000	0,0%	31	PROACTP	3 388 500 000	1,1%
13	LIFIDEP	14 600 000 000	4,8%	32	PRODEL	4 647 509 382	1,5%
14	MEADEN	739 362 361	0,2%	33	PRRTERS	177 038 719 000	58,4%
15	PACCV	30 000 000	0,0%	34	RGAE	731 970 000	0,2%
TOTAL						303 063 453 172	100

* Ces statistiques comprennent également les projets devant être passés au niveau des commissions centrales du MINMAP

En valeur, le Projet PRRTERS occupe le premier rang avec 177 038 719 000 F CFA soit 58,4% du volume total des projets, suivi par le PHLP (11,8%)

et le C2D-CR (6,2%) représentant respectivement 35 677 300 000 et 18 906 247 500 F CFA.

6. État des marchés programmés par les Établissements Publics Administratifs et les Entreprises du secteur Public et Parapublic

Tableau 15 : Ventilation des crédits par EPA/ESPP

N°	Administration	Montant des Marchés*	%	N°	Administration	Nombre de Marchés	%
1	ADC	16 479 129 161	9,7%	44	FRC	468 241 000	0,3%
2	AER	961 039 150	0,6%	45	HD_MBANKOMO	10 000 000	0,0%
3	ANAFOR	547 396 000	0,3%	46	HGD	2 560 300 000	1,5%
4	ANOR	938 000 000	0,6%	47	HGOPED	2 232 996 266	1,3%
5	ANRP	118 530 948	0,1%	48	HGOPY	90 259 424	0,1%
6	ANTIC	2 756 152 949	1,6%	49	HG_YAOUNDE	573 500 000	0,3%
7	API	21 000 000	0,0%	50	HR_GAROUA	26 196 000	0,0%
8	APN	391 200 000	0,2%	51	HYDRAC	143 000 000	0,1%
9	ARMP	953 500 000	0,6%	52	IMPM	40 000 000	0,0%
10	ARSEL	684 573 816	0,4%	53	INJS	38 000 000	0,0%
11	ART	1 003 196 000	0,6%	54	INS	289 453 400	0,2%
12	ASCNPD	2 219 500 000	1,3%	55	IRAD	514 000 000	0,3%
13	BUCREP	2 787 347 465	1,6%	56	IRGM	17 000 000	0,0%
14	BUNEC	270 000 000	0,2%	57	IRIC	291 000 000	0,2%
15	CAA	175 000 000	0,1%	58	LANACOME	20 000 000	0,0%
16	CAMAIR-CO	5 958 548 061	3,5%	59	LANAVET	492 851 000	0,3%
17	CARPA	56 000 000	0,0%	60	LINAFI	19 300 000	0,0%
18	CCIMA	559 520 406	0,3%	61	MAETUR	210 000 000	0,1%
19	CDC	5 902 176 292	3,5%	62	MIDENO	4 872 000 000	2,9%
20	CDEN	438 000 000	0,3%	63	MIDIMA	958 063 846	0,6%
21	CDENO	180 700 000	0,1%	64	MIPROMALO	150 000 000	0,1%
22	CDPM	459 000 000	0,3%	65	MIRAP	875 000 000	0,5%
23	CENAJES	17 717 000	0,0%	66	OBC	1 197 369 514	0,7%
24	CENEEMA	329 411 562	0,2%	67	OCC	515 000 000	0,3%
25	CHRACERH	985 000 000	0,6%	68	ONCC	764 949 990	0,5%
26	CICAM	112 000 000	0,1%	69	PAK	12 016 139 148	7,1%
27	CNCC	622 000 000	0,4%	70	PALAIS_DES_CONGRES	20 000 000	0,0%
28	CNDHL	3 500 000 000	2,1%	71	PC	1 328 650 000	0,8%
29	CNDT	30 000 000	0,0%	72	PDRI-CL	9 585 675 483	5,6%
30	CNFZY_FOUMBAN	54 324 000	0,0%	73	SEMRY	100 000 000	0,1%
31	CNPS	14 137 487 457	8,3%	74	SNI	1 118 500 000	0,7%

N°	Administration	Montant des Marchés*	%	N°	Administration	Nombre de Marchés	%
32	CNRPH	1 343 876 000	0,8%	75	SOECAO	722 780 000	0,4%
33	CONAC	207 000 000	0,1%	76	SODECOTON	30 592 574 520	17,2%
34	CPC	30 000 000	0,0%	77	SONARA	2 277 015 788	1,3%
35	CRTV	2 850 752 965	1,7%	78	SOPECAM	597 568 812	0,4%
36	CSPH	2 747 352 500	1,6%	79	SOWEDA	1 438 710 000	0,8%
37	ENAM	2 103 000 000	1,2%	80	SRC	840 321 000	0,5%
38	ENIEG_YAOUNDE	11 300 000	0,0%	81	UNIV_BAMENDA	1 090 000 000	0,6%
39	ENSTP	778 000 000	0,5%	82	UNIV_BUEA	1 040 000 000	0,6%
40	EPAB	322 000 000	0,2%	83	UNIV_DOUALA	1 082 000 000	0,6%
41	FEICOM	8 411 000 000	5,0%	84	UNIV_DSCHANG	527 000 000	0,3%
42	FNE	149 000 000	0,1%	85	UNIV_MAROUA	3 208 797 083	1,9%
43	FODECC	1 053 441 880	0,6%	86	UNIV_NGAOUNDERE	1 167 759 353	0,7%
TOTAL						169 776 145 239	100

* Ces statistiques comprennent également les projets devant être passés au niveau des commissions centrales du MINMAP

Les projets relevant des Établissements Publics Administratifs sont estimés à FCFA 169 776 145 239 répartis à 87 Établissements

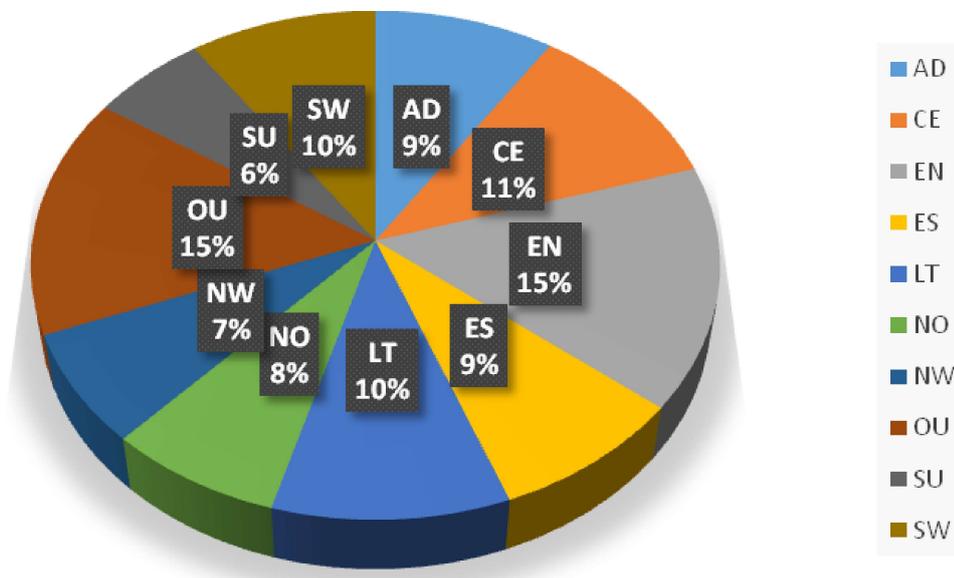
Publics et Administratifs. On observe que la SODECOTON a le plus gros volume de marchés, soit 17,2% suivi des ADC 9,7%.

7. État des crédits délégués par région

Tableau 16 : État des crédits délégués par région

Région	Crédits délégués		Délégation Ponctuelles		Crédit Retirés	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
AD	48	2 054 534 000	0	0	0	0
CE	57	2 397 621 001	0	0	0	0
EN	80	2 772 754 000	0	0	0	0
ES	44	2 541 342 000	7	762 486 997	0	0
LT	53	1 814 415 000	0	0	0	0
NO	39	1 370 486 000	90	5 940 227 458	0	0
NW	37	2 219 035 000	0	0	0	0
OU	79	2 729 158 437	14	416 277 437	7	219 500 000
SU	31	2 182 947 000	0	0	0	0
SW	50	1 171 583 000	0	0	0	0
Total	518	21 253 875 438	111	7 118 991 892	7	219 500 000

Graphique 7 : Pourcentage des crédits délégués par Régions, en nombre



Au terme de l'année 2018, 518 crédits ont été délégués aux Régions pour une valeur globale de 21 253 875 438 F CFA. On a également enregistré 111 délégations ponctuelles estimées 7 118 991 892 FCFA et 7 crédits retirés par l'administration centrale dans la Région de l'Ouest.

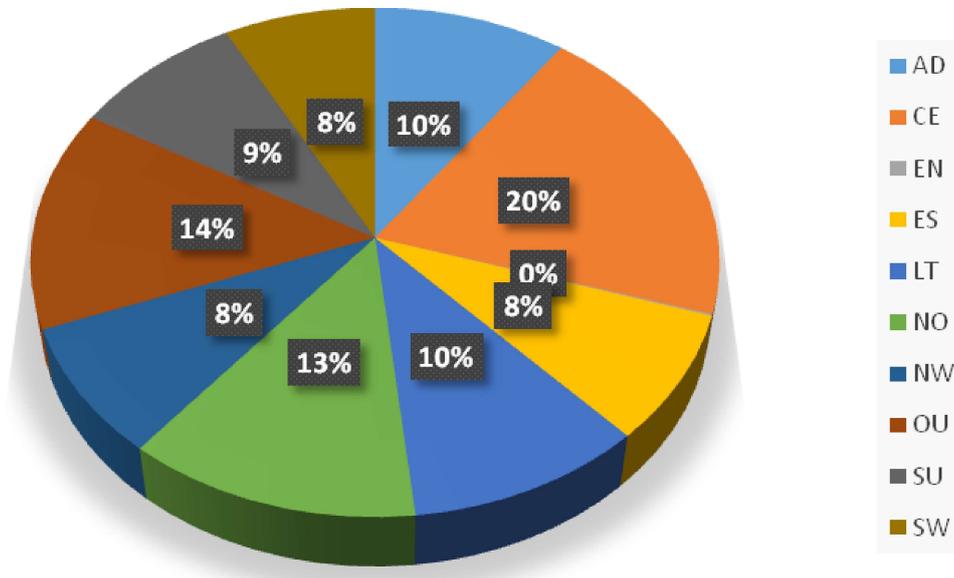
8. État des crédits transférés aux CTD

Relativement aux crédits transférés, la Région du Centre s'est démarquée avec 16,48% de la masse globale (10 187 387 200 F CFA). A la seconde place, la Région de l'Extrême nord présente un taux de 17,04% et dont la valeur absolue correspond à 9 056 108 908 F CFA.

Tableau 17 : État des crédits transférés au CTD

Région	Crédits transférés (Nombre)	Crédits transférés (Montant)	(% Nombre)	(% Montant)
AD	210	4 410 748 000	8,26%	7,14%
CE	418	10 187 387 200	16,45%	16,48%
EN	433	9 056 108 908	17,04%	14,65%
ES	172	4 239 871 900	6,77%	6,86%
LT	217	5 830 616 000	8,54%	9,43%
NO	267	7 696 245 224	10,51%	12,45%
NW	176	4105228000	6,93%	6,64%
OU	296	8 494 982 355	11,65%	13,74%
SU	187	3820123000	7,36%	6,18%
SW	165	3 974 081 000	6,49%	6,43%
Total	2541	61 815 391 587	100	100

Graphique 8 : Pourcentage des crédits transférés par Région, en nombre



C- PROJETS SPECIFIQUES

1. Projets non programmés

Au cours de l'exercice 2018, en marge de la programmation, 1 488 projets non programmés ont été recensés au niveau de l'administration centrale représentant 1 064 754 940 380 F CFA. Il sied de relever que la plupart de ces projets ont été passés au sein des ministères

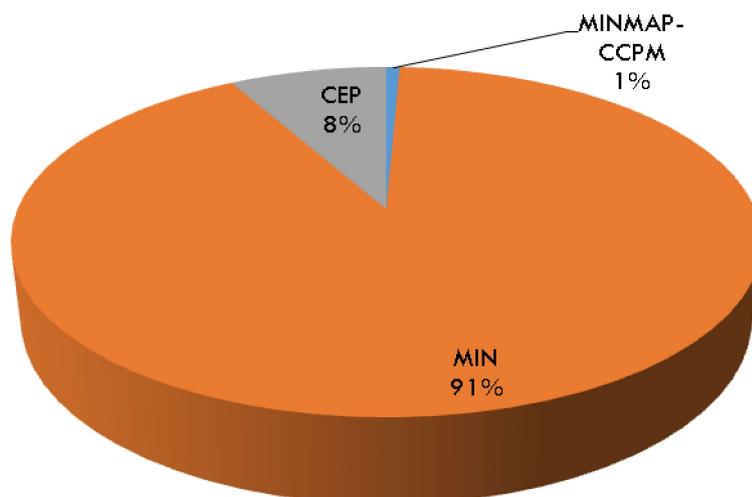
qui enregistrent 1 357 projets d'une valeur de 1 047 562 002 071 F CFA, soit 91,2% en nombre et 98,4% en montant.

Par rapport à l'année 2017, ces chiffres sont en nette régression où l'on a enregistré 1 677 projets non programmés et pour un montant de 956 967 733 997 F CFA.

Tableau 18 : État des autres projets non programmés au sein des CCPM, dans les Ministères et les CEP

Autorité Contractante	Nombre	Montant	Nombre	Montant
MINMAP-CCPM	10	12 717 000 000	0,7%	1,2%
MIN	1357	1 047 562 002 071	91,2%	98,4%
CEP	121	4 475 938 309	8,1%	0,4%
Total	1488	1 064 754 940 380	100	100

Graphique 9 : Pourcentage des marchés non programmés par Autorité Contractante, en nombre



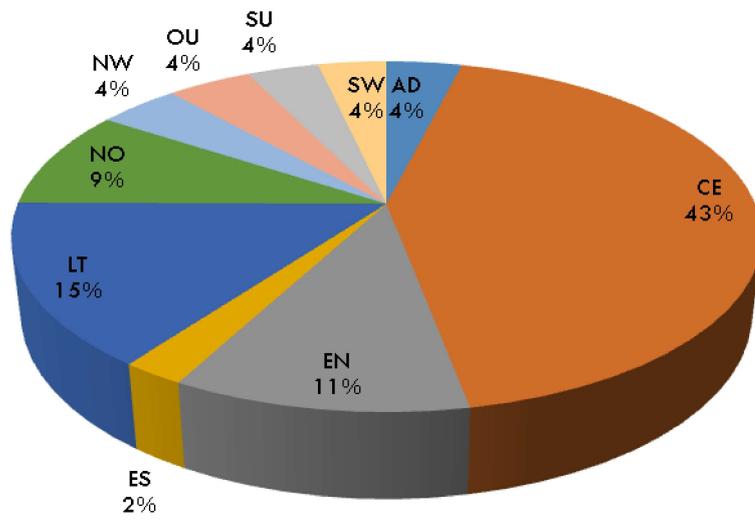
Pour le compte de l'exercice 2018, 1 960 projets non programmés ont été identifiés dans les Régions d'une valeur de 254 860 888 468 F CFA. Comme en 2017, l'essentiel est concentré dans la Région du Centre avec 846 projets d'une valeur de 105 478 581 191 F CFA, soit 43,2% en nombre et 41,4% en montant, suivi par le Littoral et l'Extrême-Nord avec respectivement 294 et 211 projets des valeurs respectifs de 103 353 847 567 et 9 834 904 925 F CFA.

Par ailleurs, comparativement à l'exercice 2017 (2 355), l'on constate une nette amélioration de la situation des projets non programmés dans les Régions en 2018 (1 960) par rapport aux marchés programmés. Il s'agit là des avantages résultant des efforts consentis pour l'amélioration des conditions de programmation des marchés. C'est un indicateur positif de l'état du système.

Tableau 19 : État des autres projets non programmés dans les Régions

Région	Nombre	Montant	Nombre	Montant
AD	76	4 058 096 668	3,9%	1,6%
CE	846	105 478 581 191	43,2%	41,4%
EN	211	9 834 904 925	10,8%	3,9%
ES	45	3 253 241 157	2,3%	1,3%
LT	294	103 353 847 567	15,0%	40,6%
NO	179	16 178 538 458	9,1%	6,3%
NW	82	2 990 421 767	4,2%	1,2%
OU	85	3 421 583 714	4,3%	1,3%
SU	73	3 080 456 551	3,7%	1,2%
SW	69	3 211 216 470	3,5%	1,3%
TOAL	1960	254 860 888 468	100	100

Graphique 10 : Pourcentage des marchés non programmés par Région en début d'exercice, en nombre



SECTION 2

SYNTHESE GLOBALE DES PROJETS IDENTIFIES AU COURS DE L'EXERCICE

Pour la période sous revue, le nombre total des projets programmés est de **5 747** projets estimés à **788 354 376 569 F CFA**. A ceux-ci s'ajoutent 3 469 projets non programmés (1 324 012 778 875) ce qui portent le nombre global à **9 218** projets pour une valeur de

2 112 394 155 444 F CFA. Il est à noter que malgré l'exigence de la programmation avant l'exercice budgétaire, le nombre des projets non programmés est toujours très important. Leur valeur au cours de cet exercice est quasiment supérieure à celle des projets programmés.

Tableau 20 : Synthèse globale des projets identifiés par catégorie d'Autorité contractante

Autorité Contractante	Nombre	Nombre	Montant	Montant
PROJETS PROGRAMMES				
MINMAP-CCPM	251	3,6%	383 673 916 261	49%
DRM	798	11,5%	26 847 340 386	3%
DDM	1287	18,5%	26 446 797 848	3%
MIN	605	8,7%	82 102 368 998	10%
MoD	12	0,2%	304 714 529	0%
EPA/ESPP	1203	17,3%	119 607 669 478	15%
CTD	1320	19,0%	72 350 706 485	9%
CEP	271	3,9%	77 020 862 584	10%
SOUS TOTAL PROJETS PROGRAMMES	5747	100	788 354 376 569	100.00
PROJETS SPECIFIQUES				
PROJETS NON-PROGRAMMES	3469	99,9%	1 324 012 778 875	100%
TRAVAUX EN REGIE	2	0,1%	27 000 000	0%
SOUS TOTAL PROJETS SPECIFIQUES	3471	100	1 324 039 778 875	100
TOTAL GENERAL	9218	100	2 110 394 155 444	100

SECTION 3
AGENDA DES OPERATIONS DE PASSATION ET D'EXECUTION DES MARCHES PUBLICS
A- OPÉRATIONS DE PASSATION

Selon le calendrier des opérations de passation des Marchés Publics, 4 744 appels d'offres devraient être lancés en 2018, soient 4 565 au premier semestre

et 179 au second semestre. Ces appels d'offres sont supposés donner lieu à l'attribution de 5 311 marchés et à la signature de 5 320 marchés avant le terme de l'exercice sous revue.

Tableau 21 : Projection des opérations de passation des Marchés Publics

Activité	1er Trimestre	2ème Trimestre	Total Semestre 1	3ème Trimestre	4ème Trimestre	Total Semestre 2	Total Annuel
Lancement AO	4022	543	4565	127	52	179	4744
Attribution des marchés	3061	1977	5038	227	46	273	5311
Signature des marchés	1785	3057	4842	399	79	478	5320

B- OPÉRATIONS D'EXÉCUTION

Sur les 5 320 marchés à signer au cours de l'exercice, le calendrier d'exécution prévoit le

démarrage effectif de 5 331 marchés contre 4 792 marchés à réceptionner.

Tableau 22 : Projection des opérations d'exécution des Marchés Publics

Activité	1er Trimestre	2ème Trimestre	Total Semestre 1	3ème Trimestre	4ème Trimestre	Total Semestre 2	Total Annuel
Signature	1785	3057	4842	399	79	478	5320
Démarrage	1186	3518	4704	532	95	627	5331
Réception	7	1283	1290	2874	628	3502	4792

DEUXIEME PARTIE

PASSATION ET EXECUTION DES MARCHES PUBLICS EN 2018



SECTION 1
**IDENTIFICATION DES
ACTEURS IMPLIQUÉS**
**A- LES ACTEURS DE LA PHASE
PASSATION**

La phase de passation des marchés publics implique, notamment : les Maîtres d'Ouvrages, les Autorités Contractantes, les Commissions de Passation des Marchés (CPM), les Observateurs Indépendants (OI), les Soumissionnaires, les Commissions Centrales de Contrôle des Marchés, et le Comité d'Examen des Recours.

**1. Les Maîtres d'ouvrages et les
Autorités contractantes**

Au 31 décembre 2018, on a dénombré, tel qu'il ressort du tableau ci-après : 768 Maîtres d'Ouvrages, 562 Autorités contractantes et 486 CPM créées. A la faveur de la réforme du 20/06/2018, on note l'entrée de nouveaux acteurs parmi les maîtres d'ouvrages tels que les Gouverneurs et Préfets et les Délégués Départementaux et Régionaux de certaines administrations publiques.

Tableau 23 : Maîtres d'ouvrage et Autorités contractantes

Catégorie de Maître d'ouvrage	Nombre	Autorité contractante	Nombre	Organe d'appui technique	Nombre
MINISTERE	38	Ministre Délégué Chargé des Marchés Publics	1	Commissions Centrales de passation et de contrôle des marchés	10
		Chefs de Départements Ministériels	38	Commissions Ministérielles	44
EPA/ESPP	124	Directeur Général EPA/ESPP	125	Commissions Internes	127
CTD	386	Chef Exécutif CTD	161	Commissions Internes	161
CEP	84	Chefs des projets financés par des bailleurs de fonds	71	Commissions Spéciales	74
DRM	10	Délégués Régionaux des Marchés Publics	10	Commissions Régionales	10
DDM	58	Délégués Départementaux des Marchés Publics	58	Commissions Départementales	58
MOD	68	Gouverneurs et Préfets	68	commissions de passation des marchés	7
Total	768		532		491

2. Les Commissions de Passation des Marchés Publics

Les données de la période sous revue, reprises dans le tableau ci-dessous indiquent que sur les 479 Commissions existantes, seules 467 disposaient d'une décision constatant la composition, 12

n'avaient pas de Président de Commission de Passation nommé, 12 n'étaient pas constatées. Par ailleurs, on a enregistré 7 nouvelles commissions de passation des marchés au niveau des Gouverneurs et Préfets, et 5 Commissions Centrales de Contrôle des Marchés au Ministère des Marchés Publics.

Tableau 24: Répartition des CPM

Designation	CPM Créées	Presidents Nommes	Décision de constatation	Commission Sans Présidents	Commission Non Constatée
Situation avant la réforme du 20/06/2018					
CCPM	5	5	5	0	0
CRPM	10	10	10	0	0
CDPM	58	58	58	0	0
CMPM	44	43	43	1	1
CIPM_CTD	161	161	161	0	0
CIPM_EPA	127	123	123	4	4
CSPM	74	67	67	7	7
Total	479	467	467	12	12
Situation après la réforme					
CCCM	5	0	0	5	5
CPM_Gouverneurs	2	0	0	2	2
CPM_Préfets	5	3	0	2	5
Total	12	3	0	9	12

3. Les Observateurs indépendants

Les Observateurs Indépendants (OI) assurent le contrôle à priori des procédures au sein des Commissions de Passation des Marchés. Pour le

compte de l'exercice 2018, 129 OI (personnes physique et morale) ont été déployés auprès desdites Commissions afin de couvrir les séances.

La répartition de ces acteurs est reprise dans le tableau ci-après :

Tableau 25: Ventilation des OI par Commission

TYPE COMMISSION	AFFECTATION DES OI
CCPM	3
CMPM	19
CIPM_EPA	41
CIPM_CTD	24
CRPM	25
CDPM	1
CSPM	16
TOTAL	129

B- LES ACTEURS DE LA PHASE EXECUTION

1. Exécution physique

Les acteurs intervenant dans cette phase sont : les Ingénieurs de marchés, les missions de contrôle, les

comités de suivi de l'exécution du BIP, les différents corps de contrôle en matière d'exécution technique et financière des contrats et les commissions de réception. En règle générale, leurs missions est de s'assurer de l'efficacité et la qualité des prestations, conformément aux clauses contractuelles.

1.1 Maîtres d'œuvre publique dans l'administration centrale et dans les services déconcentrés (Ingénieurs des marchés)

Tableau 26 : Identification des Ingénieurs des marchés

N°	ACTEURS DE LA MAITRISE D'ŒUVRE PUBLIQUE DANS L'ADMINISTRATION CENTRALE	ACTEURS DE LA MAITRISE D'ŒUVRE PUBLIQUE DANS LES REGIONS	ACTEURS DE LA MAITRISE D'ŒUVRE PUBLIQUE DANS LES DEPARTEMENTS	NATURE DES PRESTATIONS CONCERNEES
1	Directeur de l'Habitat du MINDUH	Délégué Régional (MINDUH)	Délégué Départemental (MINDUH)	BEC et RI
2	Directeur des Routes (MINTP)	Délégué Régional des Routes (MINTP)	Délégués Départementaux (MINTP)	RIR (Ouvrages routiers et acquisitions d'engins)
3	Directeur des Travaux de Télécommunications (MINPOSTEL)	Délégué Régional des Travaux de Télécommunications (MINPOSTEL)	Délégué Départemental (MINPOSTEL)	Etudes et travaux de Télécommunications
4	Chef Division Cellule Informatique (MO concerné)	Contrôleur Financier Régional	Contrôleur Financier Départemental	AG (Acquisition du matériel informatique)
5	Représentant du MINDCAF	Délégué Régional (MINDCAF)	Délégué Départemental (MINDCAF)	BEC et AG (Acquisition matériel roulant)
6	Représentant du MINEE	Délégué Régional (MINEE)	Délégué Départemental (MINEE)	AI (Electrification et adduction d'eau)
7	Représentant du MINADER	Délégué (MINADER)	Délégué Départemental (MINADER)	AG (Acquisition produits phytosanitaires, micro-infrastructures rurales) et RIR (travaux du génie civil)
8	Représentant du MINEPIA	Délégué Régional (MINEPIA)	Délégué Départemental (MINEPIA)	AG (Produits vétérinaires)
9	Représentant du MINSANTE	Délégué Régional MINSANTE	Délégué Départemental (MINSANTE)	AG (Médicament et équipement médical)
10	Représentant du MINFOF ou MINEPDED	Délégué Régional du MINFOF ou du MINEPDED	Délégué Départemental du MINFOF ou du MINEPDED	AI (Reboisement)

1.2 Maîtres d'œuvre privée (Mission de contrôle privée)

La mission de maîtrise d'œuvre privée a pour objectif d'assurer la défense des intérêts du Maître d'ouvrage aux différentes étapes du

cycle de vie d'un projet. Au 31 décembre 2018, un total de 68 projets ont fait l'objet de maîtrise d'œuvre privée, soit 55 relevant des Services et Prestations Intellectuelles (SPI), et 8 des Routes et Infrastructures Routières (RIR).

Tableau 27 : Exécution de la maîtrise d'œuvre privée par nature de prestation dans l'administration centrale et dans les Régions

Niveau de Suivi	AG	AI	BEC	RIR	SPI	TOTAL
ADM CENT	3	1	1	6	41	52
AD	0	0	0	0	0	0
CE	0	0	0	0	6	6
EN	0	0	0	0	0	0
ES	0	0	0	0	0	0
LT	0	0	0	2	4	6
NO	0	0	0	0	0	0
NW	0	0	0	0	2	2
OU	0	0	0	0	2	2
SU	0	0	0	0	0	0
SW	0	0	0	0	0	0
TOTAL	3	1	1	8	55	68

1.3 Les Comités de suivi de l'exécution du BIP

Tableau 28 : Composition des Comités de suivi de l'exécution du BIP

N°	COMITE SUIVI DU BIP DANS L'ADMINISTRATION CENTRALE	COMITE SUIVI BIP DANS LA REGION	COMITE SUIVI BIP DANS LES DEPARTEMENTS	COMITE COMMUNAL SUIVI BIP
1	Président de la commission des Affaires Economiques de l'Assemblée Nationale ou son représentant	Délégué Régional MINEPAT	Délégués Départementaux du MINEPAT	Président : Maire ou son représentant
2	V/Président : Un membre de la Société Civile	Représentant Services du Gouverneur	TPG et Contrôleurs financiers départementaux de la Région	
3	Secrétaire : le Directeur Général de l'Economie et de la Programmation des Investissements Publics	Chef de Brigade Régionale de Contrôle des Marchés Publics	Les Préfets Départementaux de la Région	Secrétaire : Secrétaire Général de la commune
4	Membre : Directeur Général du Budget	Contrôleur Financier Régional	Les Présidents des Commissions Départementales de Passation des Marchés	Membres : Représentant du préfet
5	Tous les Présidents des Comités Régionaux	Les Maires des Communes concernées		Représentant du Délégué Départemental du MINEPAT
6	Tous les Vice-Présidents des Comités Régionaux	Président de la CRPM		Chef de Brigade Délégué Départemental du MINMAP
7	Un Représentant des Communautés villageoises par Région	Les Responsables locaux des projets à financement conjoint		Receveur Municipal
8	Un Maire par Région	Les Responsables des départements ministériels		Représentant du personnel technique
9	Les Responsables de toutes les Administrations	Le représentant régional de l'ARMP		Ingénieur intervenant dans l'exécution des projets communaux

N°	COMITE SUIVI DU BIP DANS L'ADMINISTRATION CENTRALE	COMITE SUIVI BIP DANS LA REGION	COMITE SUIVI BIP DANS LES DEPARTEMENTS	COMITE COMMUNAL SUIVI BIP
10	Les Responsables nationaux des projets à financement conjoints			
11	Le Directeur Général de l'ARMP	Les Chefs de Centres Régionaux de Régulation des Marchés Publics	Les Assistants de régulation des marchés publics	Les Assistants de régulation des marchés publics

2. Exécution financière

Deux sources financent généralement l'activité des Marchés Publics, à savoir les financements nationaux et les financements extérieurs.

Au plan national, le BIP 2018 devrait financer 2362 marchés d'une valeur de 72 451 713 106 soit 83% en nombre et 72% en valeur des financements nationaux. Outre le BIP, près de

500 projets seront financés par les ressources propres des administrations, notamment les Etablissements Publics, les Entreprises Publics et les Collectivités Territoriales Décentralisées.

Quant aux marchés sur financement extérieur, il y a lieu de signaler que 56 projets, d'une valeur de F CFA 4 159 336 550 seront financés par les bailleurs de fonds, notamment l'AFD, la Banque Mondiale et le BID.

SECTION 2

BILAN DES OPERATIONS DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS

A- EVALUATION DES OPERATIONS DE PASSATION DES MARCHÉS PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS

1. Situation générale des procédures lancées

1.1. Situation des procédures lancées par catégorie d'Autorité contractante

Selon les journaux de programmation, les prévisions de lancement étaient de 4 744 appels d'offres à lancer en 2018. Mais au terme de l'exercice, seuls 2 913 appels d'offres ont été effectivement lancés ; soit un taux de lancement annuel de 61 % qui reste faible au regard des objectifs fixés en début d'exercice.

L'analyse du tableau ci-dessous montre que les MOD ont enregistré le taux de lancement le plus élevé, soit 100% d'appels d'Offres lancés.

Tableau 29 : Répartition des Appels d'offres lancés par Autorité contractante, en 2018

Autorité Contractante	1er Semestre			2eme Semestre			Total Annuel		
	P	R	%	P	R	%	P	R	%
MINMAP-CCPM	175	8	5%	18	1	6%	193	9	5%
DR MINMAP	544	433	80%	0	7	0%	544	440	81%
DD MINMAP	1090	876	80%	8	46	575%	1098	922	84%
Sous-Total MINMAP	1809	1317	73%	26	54	208%	1835	1371	75%
MINISTERES	519	268	52%	8	53	663%	527	321	61%
EPA/ESPP	931	263	28%	102	126	124%	1033	389	38%
CTD	1076	668	62%	24	98	408%	1100	766	70%
MOD	9	0	0%	2	11	550%	11	11	100%
CEP	221	46	21%	17	9	53%	238	55	23%
Total	4565	2562	56%	179	351	196%	4744	2913	61%

1.2. Situation des procédures lancées par Région

Dans les Régions, les Maîtres d'Ouvrage ont lancé 2 519 appels d'offres sur les 3 794 prévus, soit un taux de lancement d'appels d'offres de 66,37%.

Comme en 2018, les Régions du Centre et du

Littoral enregistrent les données prévisionnelles les plus importantes, mais affichent les taux de lancement les plus bas avec respectivement 47 % et 57 %

Les Régions de l'Adamaoua et de l'Ouest détiennent encore les taux de réalisation les plus satisfaisants par rapport aux prévisions, soit 99 % d'appels d'offres lancés chacune.

Tableau 30 : Répartition des Appels d'offres lancés par Région, exercice 2018

Région	1er Semestre			2eme Semestre			Total Annuel		
	P	R	%	P	R	%	P	R	%
SERVICES CENTRAUX	910	328	36%	40	66	165%	950	394	41%
ADAMAOUA	183	169	92%	1	14	1400%	184	183	99%
CENTRE	968	392	40%	60	90	150%	1028	482	47%
EXTREME-NORD	427	248	58%	5	27	540%	432	275	64%
EST	216	148	69%	0	11	0%	216	159	74%
LITTORAL	529	243	46%	14	65	464%	543	308	57%
NORD	415	283	68%	29	34	117%	444	317	71%
NORD-OUEST	206	168	82%	1	2	200%	207	170	82%
OUEST	311	303	97%	11	16	145%	322	319	99%
SUD	187	127	68%	6	12	200%	193	139	72%
SUD-OUEST	213	153	72%	12	14	117%	225	167	74%
TOTAL	4565	2562	56%	179	351	196%	4744	2913	61%

2- Évaluation du nombre et de la valeur des marchés attribués

Sur une prévision annuelle de 5 311 marchés à attribuer, 2 759 l'ont été ; soit un taux global d'attribution de 52%.

Avec des taux d'attribution de 75% et 69%, les Délégués Régionaux et Départementaux du

MINMAP représentent la catégorie d'Autorité Contractante ayant le plus attribué les marchés au cours de l'exercice 2018. En revanche, la catégorie composée des Ministères, des EPA, des CEP et des CTD enregistrent les taux d'attribution les plus faibles, jusqu'à 18% seulement de marchés attribués pour les CEP.

Tableau 31: Évaluation des marchés attribués par catégorie d'Autorité contractante, en nombre en 2018

Autorité Contractante	1er Semestre			2eme Semestre			Total Annuel		
	P	R	%	P	R	%	P	R	%
MINMAP-CCPM	178	6	3%	43	6	14%	221	12	5%
DRM	754	532	71%	0	30	0%	754	562	75%
DDM	1260	785	62%	8	90	1125%	1268	875	69%
Sous-total MINMAP	2192	1323	60%	51	126	247%	2243	1449	65%
MIN	574	216	38%	10	113	1130%	584	329	56%
EPA/ESPP	826	107	13%	120	137	114%	946	244	26%
CTD	1236	546	44%	48	141	294%	1284	687	54%
MOD	10	0	0%	0	5	0%	10	5	50%
CEP	200	30	15%	44	15	34%	244	45	18%
TOTAL	5038	2222	44%	273	537	197%	5311	2759	52%

Tableau 32: Évaluation des marchés attribués par catégorie d'Autorité contractante, en montant, en 2018

Autorité Contractante	1er Semestre			2eme Semestre			Total Annuel		
	P	R	%	P	R	%	P	R	%
MINMAP-CCPM	156 645 561 903	39 918 937	0,03%	202 005 601 358	233 171 595	0,12%	358 651 163 261	273 090 532	0,08%
DRM	25 280 315 386	14 418 041 994	57,03%	0	1 217 904 997	0,00%	25 280 315 386	15 635 946 991	61,85%
DDM	25 916 879 082	14 818 256 397	57,18%	226 777 437	1 777 673 487	783,88%	26 143 656 519	16 595 929 884	63,48%
Sous-total MINMAP	207 842 756 371	29 276 217 328	14,09%	202 232 378 795	3 228 750 079	1,60%	410 075 135 166	32 504 967 407	7,93%
MIN	77 909 133 100	21 465 529 406	27,55%	1 790 000 000	5 838 331 157	326,16%	79 699 133 100	27 303 860 563	34,26%
EPA/ESP	65 748 438 636	5 853 130 745	8,90%	15 928 702 086	7 358 982 438	46,20%	81 677 140 722	13 212 113 183	16,18%
CTD	66 705 939 405	15 384 026 466	23,06%	3 992 746 092	9 182 844 445	229,99%	70 698 685 497	24 566 870 911	34,75%
MOD	243 000 000	0		0	65 374 497	0,00%	243 000 000	65 374 497	
CEP	53 355 450 250	1 033 588 896	1,94%	17 279 777 473	1 096 305 745	6,34%	70 635 227 723	2 129 894 641	3,02%
TOTAL	471 804 717 762	73 012 492 841	15,48%	241 223 604 446	26 770 588 361	11,10%	713 028 322 208	99 783 081 202	13,99%

Au cours de la période de référence, la valeur globale des marchés à attribuer était de FCFA 713 028 322 208. Par rapport à l'exercice antérieur, cette part était de FCFA 1 017 553 606 132, soit une baisse en valeur absolue de 29,9%.

A l'exécution, les Autorités Contractantes ont effectivement attribué les marchés à hauteur de 13.99% du montant global prévu. Les CEP et le MINMAP, à travers ses Commissions Centrales affichent des taux d'attribution en-deçà de 5%. Seuls les Délégués Régionaux et Départementaux du MINMAP ont attribué au moins 50% en valeur absolue des marchés inscrits dans leurs portefeuilles.

Par rapport à 2018, on observe une légère amélioration du taux global du nombre d'attribution des marchés dans les Régions. Ce taux passe de 45,57% à 51,84% en 2018. En effet sur une prévision annuelle de 5 312 marchés à attribuer au niveau régional, 2 759 l'ont été au cours de la période de référence. La Région de l'Adamaoua s'illustre à nouveau comme celle satisfaisant au mieux aux exigences de la programmation ; tandis que les Services Centraux occupent encore le dernier rang dans ce classement.

Tableau 33 : Evaluation des marchés attribués par Région et au niveau central, en nombre, en 2018

Région	1er Semestre			1er Semestre			Total Annuel		
	P	R	%	P	R	%	P	R	%
ADM CENT	959	253	26%	98	136	139%	1057	389	37%
ADAMAOUA	296	236	80%	1	30	3000%	297	266	90%
CENTRE	1082	383	35%	107	126	118%	1189	509	43%
EXTREME-NORD	552	228	41%	6	56	933%	558	284	51%
EST	242	136	56%	0	17		242	153	63%
LITTORAL	581	211	36%	43	90	209%	624	301	48%
NORD	330	197	60%	1	24	2400%	331	221	67%
NORD-OUEST	225	124	55%	0	2		225	126	56%
OUEST	304	203	67%	16	28	175%	320	231	72%
SUD	201	127	63%	0	19		201	146	73%
SUD-OUEST	266	124	47%	1	9	900%	267	133	50%
TOTAL	5038	2222	44%	273	537	197%	5311	2759	52%

Tableau 34 : Evaluation des marchés attribués par Région et au niveau central, en montant, en 2018

Région et Adm Centrale	Semestre 1			Semestre 2			Total Annuel		
	P	R	%	P	R	%	P	R	%
ADM CENT	287 712 645 253	22 548 323 324	7,84%	221 125 378 831	7 220 431 451	3,27%	508 838 024 084	29 768 754 775	5,85%
ADAMAOUA	8 122 480 089	5 420 758 548	66,74%	59 207 625	829 819 689		8 181 687 714	6 250 578 237	76,40%
CENTRE	54 610 271 346	10 222 899 037	18,72%	14 919 202 086	6 978 160 179	46,77%	69 529 473 432	17 201 059 216	24,74%
EXTREME-NORD	24 104 513 485	4 887 630 896	20,28%	735 000 000	1 478 703 784	201,18%	24 839 513 485	6 366 334 680	25,63%
EST	6 391 589 863	2 927 983 295	45,81%	0	325 379 586		6 391 589 863	3 253 362 881	50,90%
LITTORAL	42 681 146 104	8 472 287 488	19,85%	3 836 001 395	7 281 557 853	189,82%	46 517 147 499	15 753 845 341	33,87%
NORD	9 223 717 028	4 135 959 817	44,84%	30 000 000	479 338 520	1597,80%	9 253 717 028	4 615 298 337	49,88%
NORD-OUEST	11 023 063 000	3 067 454 231	27,83%	0	519 647 345		11 023 063 000	3 587 101 576	32,54%
OUEST	9 011 683 302	5 567 924 781	61,79%	468 814 509	640 712 163	136,67%	9 480 497 811	6 208 636 944	65,49%
SUD	5 406 120 000	2 320 216 561	42,92%	0	748 223 214		5 406 120 000	3 068 439 775	56,76%
SUD-OUEST	13 517 488 292	3 441 054 863	25,46%	50 000 000	268 614 577	537,23%	13 567 488 292	3 709 669 440	27,34%
TOTAL	471 804 717 762	73 012 492 841	15,48%	241 223 604 446	26 770 588 361	11,10%	713 028 322 208	99 783 081 202	13,99%

En 2018, la valeur globale des marchés à attribuer au niveau régional était de FCFA 714 528 322 208. Cette enveloppe ne s'est exécutée qu'à hauteur de 13.99% ; soit FCFA 99 783 081 202 pour les 2759 marchés attribués en Région.

Comme en 2018, les Services Centraux affichent le taux d'attribution le plus faible, soit seulement 5.85% des marchés attribués par rapport aux prévisions de l'exercice. Malgré une baisse de son taux d'attribution en 2018, la Région d'Adamaoua reste celle qui exécute le mieux les plans de passation des marchés publics.

3- Évaluation du nombre et de la valeur des marchés et des avenants signés

Pour le compte de l'exercice 2018, sur une prévision annuelle de 5 320 contrats à signer, les Autorités Contractantes en ont signé 2 299. Malgré une légère amélioration du taux global de contractualisation qui passe de 37,46% en 2017 à 43,12% en 2018 ; force est de constater que la tendance observée au cours de l'exercice antérieur se confirme au terme de la période de référence.

En effet, le MINMAP-CCPM et les CEP affichent une faible implication dans la mise en œuvre de la programmation avec respectivement 1,84% et 8,49% des marchés signés en 2018. Seuls les Délégués Régionaux et Départementaux du MINMAP affichent des taux de réalisation au-dessus de 50%.

Tableau 35: Évaluation des marchés signés par catégorie d'Autorité contractante, en nombre, exercice 2018

Autorité Contractante	1er Semestre			1er Semestre			Total Annuel		
	P	R	%	P	R	%	P	R	%
MINMAP-CCPM	158	0	0%	60	4	9.65	218	4	2%
DRM	754	346	46%	1	163	2933.33	755	509	67%
DDM	1254	630	50%	13	155	523.81	1267	785	62%
Total MINMAP	2166	976	45%	74	322	435%	2240	1298	58%
MIN	552	80	14%	33	167	174.73	585	247	42%
EPA/ESPP	754	57	8%	187	116	96.90	941	173	18%
CTD	1196	350	29%	89	204	297.10	1285	554	43%
MOD	10	0	0%	0	4		10	4	40%
CEP	164	8	5%	95	15	1.87	259	23	9%
Total	4842	1471	30%	478	828	173%	5320	2299	43%

Tableau 36 : Evaluation des marchés signés par catégorie d'Autorité contractante, en montant, exercice 2018

Autorité Contractante	1er Semestre			2eme Semestre			Total Annuel		
	P	R	%	P	R	%	P	R	%
MINMAP-CCPM	101 158 177 373	0	0,00%	255 408 738 738	272 236 564	0,11%	356 566 916 111	272 236 564	0,08%
DRM	25 308 090 061	8 087 466 717	31,96%	9 225 325	4 507 299 570	48858%	25 317 315 386	12 594 766 287	49,75%
DDM	25 774 046 187	12 071 280 329	46,84%	375 110 332	3 251 005 247	866,68%	26 149 156 519	15 322 285 576	58,60%
Sous-total MINMAP	152 240 313 621	20 158 747 046	13,24%	255 793 074 395	8 030 541 381	3,14%	408 033 388 016	28 189 288 427	6,91%
MIN	74 604 190 100	6 029 947 428	8,08%	4 350 292 000	9 000 301 494	206,89%	78 954 482 100	15 030 248 922	19,04%
EPA/ESPP	56 609 235 210	2 335 322 122	4,13%	23 958 957 664	7 441 575 814	31,06%	80 568 192 874	9 776 897 936	12,13%
CTD	48 261 170 213	8 771 428 690	18,17%	22 535 515 284	8 499 296 284	37,72%	70 796 685 497	17 270 724 974	24,39%
MOD	243 000 000	0		0	111 805 187		243 000 000	111 805 187	
CEP	48 758 128 884	191 436 388	0,39%	25 210 171 339	673 742 995	2,67%	73 968 300 223	865 179 383	1,17%
TOTAL	380 716 038 028	37 486 881 674	9,85%	331 848 010 682	33 757 263 155	10,17%	712 564 048 710	71 244 144 829	10,00%

La valeur globale des marchés signés en 2018 est de FCFA **71 244 144 829** sur une prévision annuelle estimée à **FCFA 712 564 048 710**,

soit taux global de réalisation de 10.00%. Ce montant est très faible par rapport aux prévisions.

Tableau 37: Évaluation des marchés signés dans les Régions et au niveau central, en nombre, en 2018

Région	1er Semestre			2eme Semestre			Total Annuel		
	P	R	%	P	R	%	P	R	%
ADM CENT	880	86	10%	190	186	98%	1070	272	25%
ADAMAOUA	296	190	64%	1	73	7300%	297	263	89%
CENTRE	1041	274	26%	150	157	105%	1191	431	36%
EXTREME-NORD	546	179	33%	7	81	1157%	553	260	47%
EST	242	106	44%	0	35		242	141	58%
LITTORAL	541	121	22%	83	83	100%	624	204	33%
NORD	319	154	48%	12	53	442%	331	207	63%
NORD-OUEST	211	74	35%	14	11	79%	225	85	38%
OUEST	300	165	55%	20	42	210%	320	207	65%
SUD	200	48	24%	0	83		200	131	66%
SUD-OUEST	266	74	28%	1	24	2400%	267	98	37%
TOTAL	4842	1471	30%	478	828	173%	5320	2299	43%

Sur une estimation globale de 5 320 projets à contractualiser, seuls 2 299 marchés ont été signés en 2018, soit un taux global de réalisation de 43 %. Au niveau régional, seuls cinq (05) Régions obtiennent des taux au-dessus de 50% qui

restent toutefois en deçà du taux de satisfaction fixé en début d'exercice. Les Services Centraux enregistrent le taux de réalisation le faible, soit 25% des marchés signés par rapport aux prévisions annuelles.

Tableau 38: Évaluation des marchés signés dans les Régions et au niveau central, en montant en 2018

Région et Adm Centrale	1er Semestre			2eme Semestre			Total Annuel		
	P	R	%	P	R	%	P	R	%
ADM CENT	224 308 996 357	6 173 147 191	2,75%	285 033 202 077	9 946 281 053	3,49%	509 342 198 434	16 119 428 244	3,16%
ADAMAOUA	8 122 480 089	3 749 793 673	46,17%	59 207 625	2 354 376 923		8 181 687 714	6 104 170 596	74,61%
CENTRE	50 446 735 802	6 615 624 465	13,11%	19 160 237 630	7 007 977 225	36,58%	69 606 973 432	13 623 601 690	19,57%
EXTREME-NORD	23 060 565 637	3 694 944 189	16,02%	748 000 000	2 246 724 753	300,36%	23 808 565 637	5 941 668 942	24,96%
EST	6 391 589 863	2 275 830 752	35,61%	0	854 592 949		6 391 589 863	3 130 423 701	48,98%
LITTORAL	24 829 156 878	3 179 052 711	12,80%	21 687 990 621	3 922 871 146	18,09%	46 517 147 499	7 101 923 857	15,27%
NORD	8 808 158 808	3 141 570 823	35,67%	445 558 220	1 450 821 570	325,62%	9 253 717 028	4 592 392 393	49,63%
NORD-OUEST	7 048 063 000	1 900 277 329	26,96%	3 975 000 000	805 974 755	20,28%	11 023 063 000	2 706 252 084	24,55%
OUEST	8 791 683 302	4 014 384 639	45,66%	688 814 509	2 109 156 945	306,20%	9 480 497 811	6 123 541 584	64,59%
SUD	5 391 120 000	1 238 077 091	22,97%	0	1 628 772 950	#DIV/0!	5 391 120 000	2 866 850 041	53,18%
SUD-OUEST	13 517 488 292	1 504 178 811	11,13%	50 000 000	1 429 712 886	2859,43%	13 567 488 292	2 933 891 697	21,62%
TOTAL	380 716 038 028	37 486 881 674	9,85%	331 848 010 682	33 757 263 155	10,17%	712 564 048 710	71 244 144 829	10,00%

L'enveloppe globale des marchés signés en 2018 est de **FCFA 71 244 144 829** qui représente un taux de réalisation 10% par rapport aux prévisions évaluées à **FCFA 712 564 048 710**. En 2018, ce taux était de l'ordre de 9%, ce qui confirme la faible implication des acteurs dans la mise en

œuvre de la programmation. Dans cette analyse, seule la Région de l'Adamaoua se démarque avec un taux de réalisation se rapprochant des standards fixés en début d'exercice.

Tableau 39: Répartition des marchés signés par nature de prestations, en nombre exercice 2018

Nature de Prestations	1er Semestre			2eme Semestre			Total Annuel		
	Prév.	Réal.	%	Prév.	Réal.	%	Total Prév.	Total Réal.	%
AG	1026	182	18%	112	217	194%	1138	399	35%
AI	1000	390	39%	39	193	495%	1039	583	56%
BEC	1641	766	47%	111	246	222%	1752	1012	58%
SPI	619	46	7%	196	88	45%	815	134	16%
RIR	556	87	16%	20	84	420%	576	171	30%
TOTAL	4842	1471	30%	478	828	173%	5320	2299	43%

Comme dans les exercices antérieurs, la majorité des marchés signés porte sur les Bâtiments et Equipements Collectifs (BEC) et les Autres Infrastructures (AI), avec des parts évoluant d'année en année. En 2017, ces parts étaient

respectivement de **37,63%** et **28,34%**, contre **50,93%** et **48,83%** en 2018 pour atteindre **30%** et **173%** du volume global des projets contractualisés en 2018.

Tableau 40: Répartition des marchés signés par nature de prestations, en montant exercice 2018

Natures de Prestations	1er Semestre			2eme Semestre			Total Annuel		
	P	R	%	P	R	%	P	R	%
AG	59 213 735 054	4 290 231 041	7,25%	17 875 768 681	9 091 578 961	50,86%	77 089 503 735	13 381 810 002	17,36%
AI	97 147 527 212	7 259 275 301	7,47%	188 497 663 203	5 414 226 778	2,87%	285 645 190 415	12 673 502 079	4,44%
BEC	85 832 136 783	17 639 027 619	20,55%	39 390 772 023	11 846 499 893	30,07%	125 222 908 806	29 485 527 512	23,55%
RIR	96 758 041 994	7 260 091 924	7,50%	55 702 288 630	4 118 496 941	7,39%	152 460 330 624	11 378 588 865	7,46%
SPI	41 764 596 985	1 038 255 789	2,49%	30 381 518 145	3 286 460 582	10,82%	72 146 115 130	4 324 716 371	5,99%
TOTAL	380 716 038 028	37 486 881 674	9,85%	331 848 010 682	33 757 263 155	10,17%	712 564 048 710	71 244 144 829	10,00%

En valeur absolue, les projets relevant des Autres Infrastructures (AI) ont été contractualisés à hauteur de 4,44% de leur montant prévisionnelle ; ce qui représente le taux le plus faible dans cette ventilation.

Sur les **FCFA 71 244 144 829**, les marchés

des Bâtiments et Equipements Collectifs (BEC) et Approvisionnements Généraux (AG) obtiennent les taux de contractualisation les plus élevés, soit respectivement 23,55% et 17,36% par rapport aux prévisions. Néanmoins ces taux sont en baisse par rapport à 2018.

Tableau 41: Évaluation des avenants signés par nature de prestations, en nombre

Nature de Prestation	1 ^{er} Semestre	2eme Semestre	Total Annuel
AI	2	2	4
BEC	2	2	4
AG	8	1	9
SPI	0	2	2
RIR	0	1	1
TOTAL	12	8	20

Sur les 20 avenants signés au cours de l'exercice de référence, les Directeurs Généraux des Etablissements et Entreprises Publiques représentent la catégorie d'Autorité Contractante ayant eu le plus recours à ces contrats. Par rapport 2018 où le MINMAP (Services centraux et déconcentrés)

totalisait 85 avenants signés, on observe une baisse considérable de ce nombre qui pourrait s'expliquer par la signature le 20 juin 2018 du décret portant Code des Marchés Publics qui consacrait désormais le MINMAP comme acteur dans le contrôle de l'exécution des Marchés Publics.

Tableau 42: Évaluation des avenants signés par nature de prestations, en montant

Nature de Prestations	1er Semestre	2eme Semestre	Total Annuel
AI	0	0	0
BEC	975 899 145	0	975 899 145
AG	0	0	0
SPI	0	0	0
RIR	0	0	0
TOTAL	975 899 145	0	975 899 145

Parmi les 20 avenants signés, seuls les 4 concernant les Bâtiments et Équipements Collectifs avaient une incidence financière.

Tableau 43: Évaluation des avenants signés par catégorie d'Autorité contractante, en nombre

Autorité Contractante	1 ^{er} Semestre	2eme Semestre	Total Annuel	
			Nombre	%
MINMAP-CCPM	1	1	2	10%
DRM	0	0	0	0%
DDM	1	0	1	5%
Total MINMAP	2	1	3	15%
MIN	2	0	2	10%
EPA/ESPP	8	4	12	60%
CTD	0	3	3	15%
CEP	0	0	0	0%
Total	12	8	20	100

Sur les 20 avenants signés au cours de l'exercice de référence, les Directeurs Généraux des EPA représentent la catégorie d'Autorité Contractante ayant eu le plus recours à ces contrats. Par rapport 2017 où le MINMAP (Services centraux et déconcentrés) totalisait 85 avenants signés, on

observe une baisse considérable de ce nombre qui pourrait s'expliquer par la signature le 20 juin 2018 du décret portant Code des Marchés Publics qui consacrait désormais le MINMAP comme acteur dans le contrôle de l'exécution des Marchés Publics.

Tableau 44: Évaluation des avenants signés par catégorie d'Autorité contractante, en montant

Autorité Contractante	1 ^{er} Semestre	2eme Semestre	Total Annuel	
			Montant	%
MINMAP- CCPM	0	0	0	0%
DRM	0	0	0	0%
DDM	0	0	0	0%
Total MINMAP	0	0	0	0
MIN	975 899 145	0	975 899 145	100%
EPA/ESPP	0	0	0	0%
CTD	0	0	0	0%
CEP	0	0	0	0%
Total	975 899 145	0	975 899 145	100

En 2018, seuls les avenants relatifs aux marchés des Bâtiments et Équipements Collectifs avaient une incidence financière.

4- Évaluation du nombre et de la valeur des marchés de gré à gré

Pour la période sous-revue, 509 projets d'une

valeur de **FCFA 351 479 633 383** ont été autorisés à être passés en procédure de gré-à-gré. Avec 284 marchés de gré-à-gré, les Ministres représentent la catégorie d'Autorité Contractante ayant le plus eu recours à cette procédure exceptionnelle.

Tableau 45 : Évaluation des autorisations de gré à gré par type d'Autorité contractante, exercice 2018

AC	1er Semestre			2eme Semestre			Total Annuel		
	Nbre	Mit	%Mit	Nbre	Mit	%Mit	Nbre	Mit	%Mit
MINMAP-CCPM	1	0	0,00%	0	0	0,00%	1	0	0,00%
DRM	37	3 891 939 872	1,27%	4	599 208 935	0,47%	41	4491148807	1,28%
DDM	13	410 470 750	0,13%	7	177 186 005	0,14%	20	587656755	0,17%
Sous-Total MINMAP	51	4 302 410 622	1,40%	11	776 394 940	0,61%	62	5 078 805 562	1,44%
MIN	250	255 185 040 856	83,20%	42	19 456 134 262	15,26%	292	274 641 175 118	78,14%
EPA/ESPP	59	21 094 323 633	6,88%	25	8 637 286 580	6,77%	84	29 731 610 213	8,46%
CTD	26	25 600 549 463	8,35%	34	15 467 960 425	12,13%	60	41 068 509 888	11,68%
MOD	2	332 797 493	0,11%	6	445 386 884	0,35%	8	778 184 377	0,22%
CEP	3	181 348 225	0,06%	0	0	0,00%	3	181 348 225	0,05%
TOTAL	391	306 696 470 292	100%	210	127 504 844 707	100%	509	351 479 633 383	100%

Tableau 46 : Évaluation des marchés passés de gré à gré par type d'Autorité contractante, par rapport au total des marchés attribués (programmés et non programmés)

AC	Nombre Attribué	Montant Attribué	Nombre de Gré à Gré	Montant Gré à Gré	% /Nombre	% /Montant
MINMAP-CCPM	21	4 019 002 083	1	0	4,76%	0,00%
DRM	706	25 551 169 896	41	4 491 148 807	5,81%	17,58%
DDM	1060	20 608 068 616	20	587 656 755	1,89%	2,85%
Sous-Total MINMAP	1 787	50 178 240 595	62	5 078 805 562	3,47%	10,12%
MIN	1408	557 977 956 263	292	274 641 175 118	20,74%	49,22%
EPA/ESPP	880	98 241 406 135	84	29 731 610 213	9,55%	30,26%
CTD	1104	81 109 927 426	60	41 068 509 888	5,43%	50,63%
MOD	66	2 737 113 511	8	778 184 377	12,12%	28,43%
CEP	128	5 688 300 374	3	181 348 225	2,34%	3,19%
TOTAL	5 373	795 932 944 304	509	351 479 633 383	9,47%	44,16%

Sur les 5 373 marchés attribués en 2018 (programmés et non programmés) pour un montant de **FCFA 795 932 944 304**, l'on observe que les marchés de gré-à-gré représentent 9,47% en volume et 44.16% en valeur de cette enveloppe globale. Comme pour l'exercice antérieur, la part en valeur absolue reste importante.

La ventilation par Autorité Contractante indique que les Ministres ont eu le plus recours à cette procédure exceptionnelle. Ils détiennent la part la plus importante, aussi bien en valeur relative qu'en valeur absolue.

Tableau 47: Situation des marchés signés de gré à gré par Autorité Contractante, exercice 2018

AC	1er Semestre			2eme Semestre			Total Annuel		
	Nbre	Mtt	%Mtt	Nbre	Mtt	%Mtt	Nbre	Mtt	%Mtt
MINMAP-CCPM	12	45 391 241 068	18%	1	651 105 000	0,4%	13	46 042 346 068	13%
DRM	25	2 624 579 218	1%	14	2 562 176 115	1,7%	39	5 186 755 333	1%
DDM	6	173 614 000	0%	8	273 485 041	0,2%	14	447 099 041	0,1%
Sous-total MINMAP	43	48 189 434 286	19%	78	120 686 156 249	81%	66	51 676 200 442	15%
MIN	82	196 418 827 944	77%	73	53 514 440 997	36%	155	249 933 268 941	70%
EPA/ESPP	29	11 209 820 846	4%	33	3 780 962 549	3%	62	14 990 783 395	4%
CTD	9	528 376 220	0%	33	36 828 632 644	25%	42	37 357 008 864	11%
MOD	0	0	0%	6	778 184 377	1%	6	778 184 377	0,2%
CEP	2	90 809 413	0%	1	125538812	0,1%	3	216 348 225	0,1%
TOTAL	237	256 437 268 709	100	189	148 209 101 932	100	334	354 951 794 244	100

Sur un total de 334 marchés de gré-à-gré signés à hauteur de FCFA 354 951 794 244 pour le compte de la période considérée, les Ministres représentent la catégorie d'Autorité Contractante ayant eu le plus recours à cette

procédure exceptionnelle. Ils détiennent la part la plus importante, aussi bien en valeur relative qu'en valeur absolue. Ces statistiques contiennent également les projets de gré à gré autorisés en 2017 dont les marchés ont été signés en 2018.

Tableau 48 : Évaluation des autorisations de marchés de gré à gré au niveau central et par Région

Région et Adm Centrale	Semestre 1		Semestre 2		Total	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
SC	249	255 619 441 814	43	25 137 030 836	292	280 756 472 650
AD	17	1 139 024 987	7	203 993 966	24	1 343 018 953
CE	61	12 033 427 710	33	13 072 510 091	94	25 105 937 801
EN	4	2 713 358 961	2	15542000	6	2 728 900 961
ES	2	1 534 517 042			2	1 534 517 042
LT	27	32 503 479 401	22	4 337 031 207	49	36 840 510 608
NO	2	145 000 000	3	296 349 737	5	441 349 737
NW	12	240 268 756			12	240 268 756
OU	4	119 299 999	5	1 121 496 319	9	1 240 796 318
SU	9	497 653 565	4	599 208 935	13	1 096 862 500
SW	3	150 998 057			3	150 998 057
TOTAL	391	306 696 470 292	119	44 783 163 091	509	351 479 633 383

Mise à part les Services Centraux, l'analyse du tableau ci-dessous indique que la Région du Centre enregistre le nombre le plus élevé des marchés de gré-à-gré, soit 94 contrats signés pour une enveloppe globale de FCFA 25 105 937 801. Cependant la ventilation en valeur absolue montre que c'est la Région du Littoral qui détient la part la plus importante avec FCFA 36 840 510 608 pour 49 marchés de gré-à-gré signés en 2018.

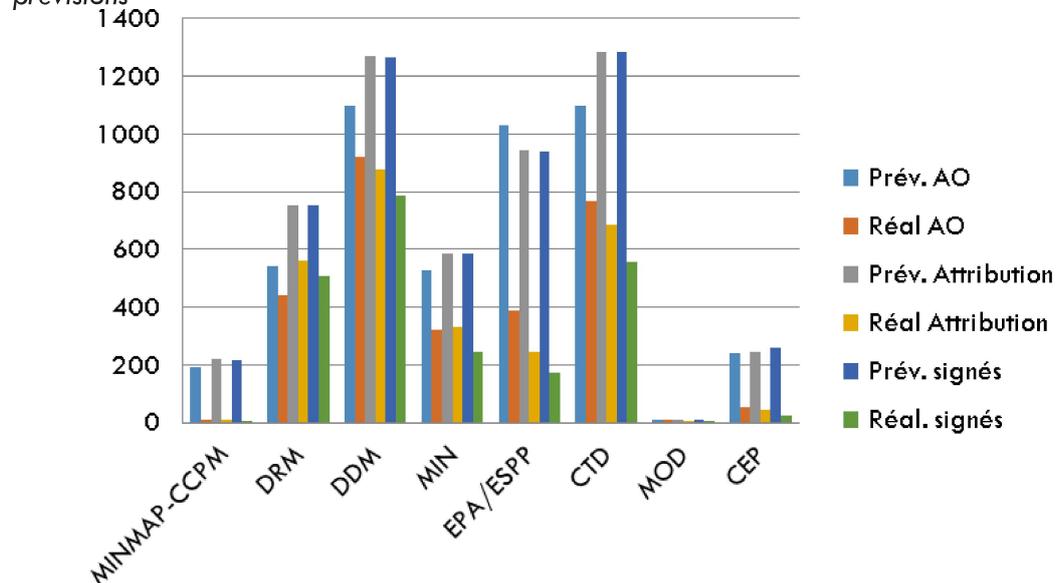
5- Synthèse globale des opérations de passation par catégorie d'Autorité contractante et par Région

Comparativement aux ambitions affichées en début d'exercice, les résultats de la mise en œuvre de la programmation ne sont pas satisfaisants. Au terme de la période considérée des taux globaux de réalisation de 61 % pour les AO lancés, de 52% pour les marchés attribués et de 43% pour les marchés signés. La ventilation par Autorité Contractante montre que seuls les DRM et DDM du MINMAP affichent des taux se rapprochant des standards de performance.

Tableau 49: Récapitulatif des opérations de passation par catégorie d'Autorité Contractante, en nombre

AC	Prév. AO	Réal AO	%	Prév. Attribution	Réal Attribution	%	Prév. signés	Réal. signés	%
MINMAP-CCPM	193	9	5%	221	12	5%	218	4	2%
DRM	544	440	81%	754	562	75%	755	509	67%
DDM	1098	922	84%	1268	875	69%	1267	785	62%
Sous-Total MINMAP	1835	1371	75%	2243	1449	65%	2240	1298	58%
MIN	527	321	61%	584	329	56%	585	247	42%
EPA/ESPP	1033	389	38%	946	244	26%	941	173	18%
CTD	1100	766	70%	1284	687	54%	1285	554	43%
MOD	11	11	100%	10	5	50%	10	4	40%
CEP	238	55	23%	244	45	18%	259	23	9%
TOTAL	4744	2913	61%	5311	2759	52%	5320	2299	43%

Graphique 11: Répartition des valeurs des opérations de passation lancées en 2018 par rapport aux prévisions



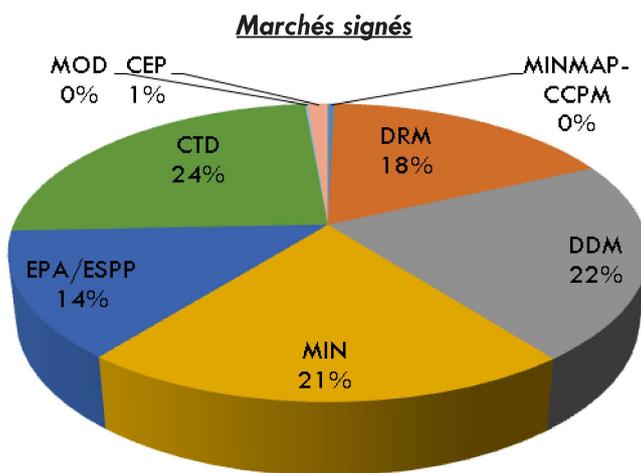
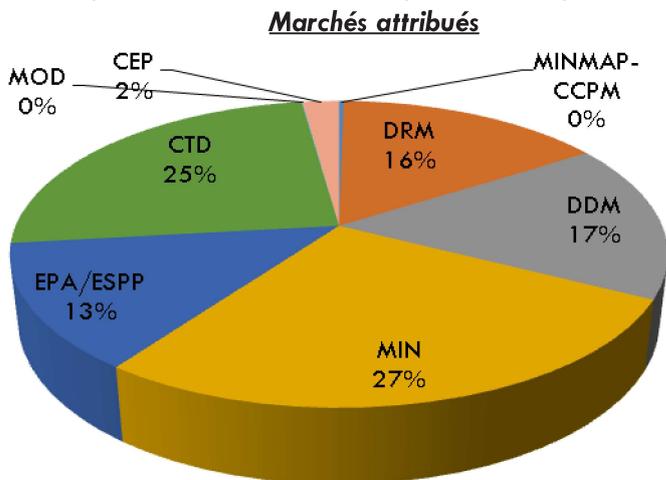
Au cours de l'exercice 2018, sur les FCFA 713 028 322 208 programmés pour l'attribution des marchés, seulement 13,99% ont

effectivement été consacrés à la réalisation des marchés. Parallèlement, 10% des marchés signés programmés ont été effectivement réalisés.

Tableau 50 : Récapitulatif des opérations de passation par catégorie d'Autorité contractante en montant

Autorité Contractante	Marchés attribués			Marchés signés		
	P	R	%	P	R	%
MINMAP-CCPM	358 651 163 261	273 090 532	0,08%	356 566 916 111	272 236 564	0,08%
DRM	25 280 315 386	15 635 946 991	61,85%	25 317 315 386	12 594 766 287	49,75%
DDM	26 143 656 519	16 595 929 884	63,48%	26 149 156 519	15 322 285 576	58,60%
Sous-Total MINMAP	410 075 135 166	32 504 967 407	7,93%	408 033 388 016	28 189 288 427	6,91%
MIN	79 699 133 100	27 303 860 563	34,26%	78 954 482 100	15 030 248 922	19,04%
EPA/ESPP	81 677 140 722	13 212 113 183	16,18%	80 568 192 874	9 776 897 936	12,13%
CTD	70 698 685 497	24 566 870 911	34,75%	70 796 685 497	17 270 724 974	24,39%
MOD	243 000 000	65 374 497	26,90%	243 000 000	111 805 187	46,01%
CEP	70 635 227 723	2 129 894 641	3,02%	73 968 300 223	865 179 383	1,17%
TOTAL	713 028 322 208	99 783 081 202	13,99%	712 564 048 710	71 244 144 829	10,00%

Graphique 12: Répartition des valeurs des opérations de passation lancées en 2018 (en montant)

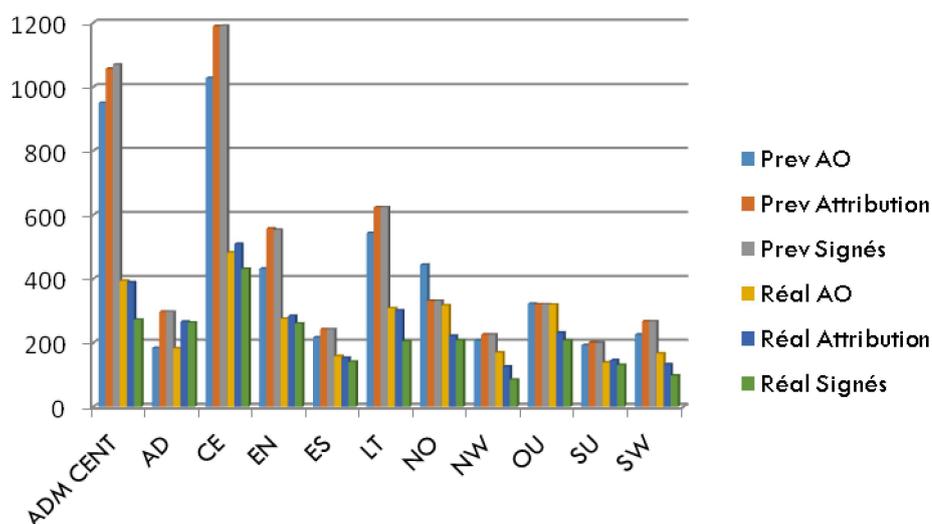


La tendance observée dans le tableau précédent se confirme. En valeur absolue, les DRM et DDM du MINMAP détiennent encore les taux de satisfaction les plus élevés. Ils ont exécuté leur plan de

passation à hauteur respective de 61,81% et 63,48% pour l'attribution des marchés, à 49,75% et 58,60% pour la signature des contrats.

Tableau 51 : Récapitulatif des opérations de passation par Région et au niveau central

Région	Prévisions			Réalizations			Taux		
	AO	Attribution	Signés	AO	Attribution	Signés	AO	Attribution	Signés
ADM CENT	950	1057	1070	394	389	272	41%	37%	25%
AD	184	297	297	183	266	263	99%	90%	89%
CE	1028	1189	1191	482	509	431	47%	43%	36%
EN	432	558	553	275	284	260	64%	51%	47%
ES	216	242	242	159	153	141	74%	63%	58%
LT	543	624	624	308	301	204	57%	48%	33%
NO	444	331	331	317	221	207	71%	67%	63%
NW	207	225	225	170	126	85	82%	56%	38%
OU	322	320	320	319	231	207	99%	72%	65%
SU	193	201	200	139	146	131	72%	73%	66%
SW	225	267	267	167	133	98	74%	50%	37%
Total	4744	5311	5320	2913	2759	2299	61%	52%	43%

Graphique 13 : Taux de réalisation des opérations de passation lancées en 2018


Sur toute l'étendue du territoire, il a été programmé le lancement de 4 744 appels d'offres qui n'ont pu être réalisés qu'à hauteur de 61%. Les attributions programmées se chiffrent à 5 311, leur niveau de réalisation est de 52% par rapport aux prévisions. S'agissant des marchés signés, sur une prévision de 5 320 projets à contractualiser, seuls 2 299 marchés ont été signés, ce qui représente un taux de réalisation de 43%.

B- CAS DES PROJETS SPÉCIFIQUES

L'activité décrite ci-dessous présente les cas des procédures initiées en 2017 et poursuivies au cours de l'exercice 2018, le cas des Régies et les projets des plans d'urgence.

1- Cas des procédures pendantes (2017-2018)

Tableau 52: Procédures initiées en 2017 et poursuivies en 2018 par catégorie d'Autorité contractante (attribution-signature)

AC	Marchés attribués			Marchés signés		
	Nombre	Montant	% Montant	Nombre	Montant	% Montant
MINMAP- CCPM	33	35 956 845 186	46,23%	33	71 936 356 260	53,85%
MINMAP- PLANUT			0,00%	3	606 892 000	0,45%
DRM	44	2 756 281 343	3,54%	69	4 592 626 277	3,44%
DDM	21	561 133 280	0,72%	38	936 075 010	0,70%
Total MINMAP	98	39 274 259 809	50,49%	143	78 071 949 547	58,44%
MIN	66	13 178 054 920	16,94%	53	17 333 659 779	12,97%
EPA/ESPP	95	14 325 202 339	18,42%	152	21 009 687 859	15,73%
CTD	60	3 071 014 552	3,95%	150	10 064 386 759	7,53%
CEP	39	7 937 673 232	10,20%	36	7 117 014 096	5,33%
Total	358	77 786 204 852	100%	534	133 596 698 040	100%

358 marchés attribués en 2018 ont été identifiés comme relevant des procédures de passation initiés en 2017 pour une valeur de 77 786 204 852 F CFA. Dans cette proportion, les EPA/ESPP enregistrent le plus grand nombre de marchés, suivi des Ministères. L'importance du portefeuille des Ministères pourrait se justifier par le non-respect des délais de procédures par les acteurs. Parallèlement, 534 marchés attribués en 2017 ont

été signés au 31 décembre 2018 à hauteur de 133 596 698 040 F CFA.

L'essentiel des projets chevauchants entre 2017 et 2018 en ce qui concerne les marchés attribués et signés concernent la Région du Centre qui compte 73 marchés sur les 358 attribués, et 135 sur les 534 marchés signés.

Tableau 53: Procédures initiées en 2017 et poursuivies en 2018, par Région et au niveau central (attribution-signature)

Région	Marchés attribués			Marchés signés		
	Nombre	Montant	% Mt	Nombre	Montant	% Mt
SC	130	56 124 245 450	72,15%	111	95 767 683 033	71,68%
AD	1	61 000 000	0,08%	11	490 340 790	0,37%
CE	73	5 307 038 082	6,82%	135	11 361 355 013	8,50%
EN	29	902 148 534	1,16%	63	2 321 214 890	1,74%
ES	26	1 074 353 801	1,38%	24	1 028 752 506	0,77%
LT	52	10 696 108 354	13,75%	103	15 601 156 781	11,68%
NO	12	1 371 174 402	1,76%	35	3 211 056 588	2,40%
NW	16	876 310 968	1,13%	8	295 099 814	0,22%
OU	4	167 413 694	0,22%	20	1 297 011 971	0,97%
SU	8	764 607 966	0,98%	12	1 286 369 462	0,96%
SW	7	441 803 601	0,57%	12	936 657 192	0,70%
TOTAL	358	77 786 204 852	100%	534	133 596 698 040	100%

Le tableau ci-dessus montre que, les marchés attribués par les services centraux sont les plus élevés avec un taux en valeur de 72,15% pour un montant de FCFA 56 124 245 450.

Les Régions du Littoral et Centre se démarquent avec des taux d'attribution en valeur de 13,75% et 6,82% pour des montants en FCFA 10 696 108 354 et 5 307 038 082 respectivement.

En ce qui concerne les marchés signés, on note que sur les 534 marchés signés pour un montant de

FCFA 113 596 698 040, les Services Centraux et la Région du Littoral totalisent respectivement 11,68% et 8,50% en valeur.

2- Cas des marchés du Plan d'urgence triennal

Au cours de l'exercice 2018, treize (13) marchés d'un montant de 76 921 947 534 FCFA ont été attribués en 2018 au titre du plan d'urgence triennal.

Tableau 54 : Synthèse des marchés du plan d'urgence triennal avant 2018

N°	MAITRE D'OUVRAGE	NOMBRE DE PROJET PROGRAMME	NOMBRE DE LOT OU DE MARCHÉ	MONTANT TOTAL DES MARCHES (EN MILLIARDS DE FCFA)	NOMBRE DE MARCHÉ DEJA VALIDES PAR LA CSPM	MONTANT DES MARCHES DEJA VALIDES ET SIGNES (EN MILLIARDS DE FCFA)
1	MINSANTE	7	7	71 585 434 664	0	0
2	MINADER	2	2	783 200 000	0	0
3	MINEPAT	1	1	255 690 000	0	0
4	MINDUH	1	0	4 250 000 000	0	0
TOTAL		13	13	76 921 947 534	0	0

4- Autres projets non-programmés

Les tableaux ci-dessous illustrent le nombre de projets non programmés qui ont été réalisés au cours de l'année

2018. A ce titre, l'on enregistre 2362 appels d'offres lancés, 2614 marchés attribués et 1618 marchés signés qui n'ont pas été programmés en début d'exercice.

Tableau 55 : Synthèse des autres projets non-programmés par catégorie d'Autorité contractante, en nombre

AC	Marchés programmés			Marchés non-programmés			Pourcentage		
	LAO	AT	SIG	LAO	AT	SIG	LAO	AT	SIG
MINMAP-CCPM	193	221	218	7	9	2	4%	4%	1%
DRM	544	754	755	134	144	118	25%	19%	16%
DDM	1098	1268	1267	172	185	140	16%	15%	11%
Sous-Total MINMAP	1835	2243	2240	313	338	260	46.63	40.15	30.88
MIN	527	584	585	715	1079	591	136%	185%	101%
EPA/ESPP	1033	946	941	661	636	420	64%	67%	45%
CTD	1100	1284	1285	470	417	270	43%	32%	21%
MOD	11	10	10	81	61	29	736%	610%	290%
CEP	238	244	259	122	83	48	51%	34%	19%
TOTAL	4744	5311	5320	2362	2614	1618	47.62	39.40	28.87

NB : Au cours de la période, il a été identifié en marge de la programmation, 2362 projets non programmés et lancés en marge des 4744 appels

d'offres programmés, 2614 marchés attribués et 1618 contrats signés.

Tableau 56 : Synthèse des autres projets non-programmés par catégorie d'Autorité contractante, en montant

AC	Marchés programmés		Marchés non-programmés		Pourcentage	
	AT	SIG	AT	SIG	AT	SIG
MINMAP-CCPM	358 651 163 261	356 566 916 111	3 745 911 551	3 677 887 481	1%	1%
DRM	25 280 315 386	25 317 315 386	9 915 222 905	8 004 900 954	39%	32%
DDM	26 143 656 519	26 149 156 519	4 012 138 732	3 199 550 672	15%	12%
Sous-Total MINMAP	410 075 135 166	408 033 388 016	17 673 273 188	14 882 339 107	4%	4%
MIN	79 699 133 100	78 954 482 100	530 674 095 700	396 500 958 845	666%	502%
EPA/ESPP	81 677 140 722	80 568 192 874	85 029 292 952	46 989 681 743	104%	58%
CTD	70 698 685 497	70 796 685 497	56 543 056 515	55 032 097 668	80%	78%
MOD	243 000 000	243 000 000	2 671 739 014	1 345 393 640	1099%	554%
CEP	70 635 227 723	73 968 300 223	3 558 405 733	2 616 869 728	5%	4%
TOTAL	713 028 322 208	712 564 048 710	696 149 863 102	517 367 340 731	98%	73%

Le volume des marchés attribués et signés, consécutifs aux appels d'offres non programmés

par rapport à ceux inscrits, est de 696 149 863 FCFA et 517 367 340 731 FCFA.

Tableau 57 : Synthèse des autres projets non-programmés par Région, en nombre

Niveau de Suivi	Marchés programmés			Marchés non programmés			Pourcentage		
	LAO	AT	SIG	LAO	AT	SIG	LAO	AT	SIG
ADM CENT	950	1057	1070	834	1160	638	88%	110%	60%
AD	184	297	297	69	62	36	38%	21%	12%
CE	1028	1189	1191	635	606	378	62%	51%	32%
EN	432	558	553	196	189	148	45%	34%	27%
ES	216	242	242	46	46	38	21%	19%	16%
LT	543	624	624	198	181	110	36%	29%	18%
NO	444	331	331	141	118	110	32%	36%	33%
NW	207	225	225	60	58	18	29%	26%	8%
OU	322	320	320	73	63	50	23%	20%	16%
SU	193	201	200	56	74	57	29%	37%	29%
SW	225	267	267	54	57	35	24%	21%	13%
TOTAL	4744	5311	5320	2362	2614	1618	50%	49%	30%

Il ressort de ce tableau que les Services Centraux ont enregistré le plus grand score des appels d'offres non programmés, 834 et 638 marchés signés non programmés, respectivement 110%,

60% en valeur relative. Ils sont suivis par la Région du Centre, soit 635 AO non programmés et 378, ce qui pourrait traduire une non-maîtrise de la programmation.

Tableau 58 : Synthèse des projets non-programmés par Région, en montant

Niveau de Suivi	Marchés programmés		Marchés non-programmés		Pourcentage	
	AT	SIG	AT	SIG	AT	SIG
SC	508 838 024 084	509 342 198 434	536 935 984 387	402 202 235 463	106%	79%
AD	8 181 687 714	8 181 687 714	3 768 057 520	2 361 806 772	46%	29%
CE	69 529 473 432	69 606 973 432	59 048 921 929	30 655 920 522	85%	44%
EN	24 839 513 485	23 808 565 637	9 008 167 104	6 732 082 018	36%	28%
ES	6 391 589 863	6 391 589 863	3 277 403 017	2 179 887 424	51%	34%
LT	46 517 147 499	46 517 147 499	63 300 757 422	45 389 197 813	136%	98%
NO	9 253 717 028	9 253 717 028	11 049 668 586	20 896 617 378	119%	226%
NW	11 023 063 000	11 023 063 000	1 555 933 887	839 853 664	14%	8%
OU	9 480 497 811	9 480 497 811	2 915 188 955	1 862 170 771	31%	20%
SU	5 406 120 000	5 391 120 000	2 994 591 263	2 929 614 775	55%	54%
SW	13 567 488 292	13 567 488 292	2 295 189 032	1 317 954 231	17%	10%
TOTAL	713 028 322 208	712 564 048 710	696 149 863 102	517 367 340 831	98%	73%

Au cours de cet exercice, 4744 appels d'offres ont été identifiés pour une valeur de 713 028 322 208 FCFA, les marchés signés programmés sont estimés à 712 564 048 710 FCFA. Les valeurs des AO attribués et contrats signés sont estimées à 696 149 863 102 et 517 367 340 831 FCFA. Soit des taux de réalisation globaux de 98% et 73% respectivement.

5- Synthèse globale des réalisations (marchés programmés et non-programmés)

Au cours de cet exercice, 4744 appels d'offres ont été programmés. La synthèse globale des réalisations, fait état de 5439 appels d'offres effectivement lancés, 5970 marchés attribués et 4645 marchés signés, soit des taux respectifs de 115%, 112% et 87%.

Tableau 59 : Synthèse globale des réalisations par rapport aux prévisions, en nombre

AC	Appels d'offres lancés			Marchés attribués			Marchés signés		
	Prév	Réal	%	Prév	Réal	%	Prév	Réal	%
MINMAP-CCPM	193	17	9%	221	53	24%	218	44	20%
DRM	544	585	108%	754	786	104%	755	742	98%
DDM	1098	1138	104%	1268	1111	88%	1267	995	79%
Sous-Total MINMAP	1835	1740	95%	2243	1950	87%	2240	1781	80%
MIN	527	1047	199%	584	1459	250%	585	871	149%
EPA/ESPP	1033	1072	104%	946	1089	115%	941	833	89%
CTD	1100	1303	118%	1284	1235	96%	1285	1019	79%
	11	94	855%	10	67	670%	10	34	340%
CEP	238	183	77%	244	170	70%	259	107	41%
TOTAL	4744	5439	115%	5311	5970	112%	5320	4645	87%

Tableau 60 : Synthèse globale des réalisations par rapport aux projets identifiés, en nombre

Désignation	Projets identifiés (Prévisions + projets non-programmés réalisés)	Réalisation globale*	%
Appels d'offres lancés	7106	5439	77%
Marchés attribués	7925	5970	75%
Marchés signés	6938	4645	67%

*Comprend les projets programmés, non programmés et ceux initiés au cours des exercices précédents mais attribués en 2018.

Les réalisations en montant au cours de l'exercice montrent que leurs taux s'agissant des marchés attribués est de 123%, celui des marchés signés de 101%. Le montant des projets attribués par le

MINMAP et ses services déconcentrés représente environ 30% des prévisions de cette catégorie d'Autorité Contractante.

Tableau 61 : Synthèse globale des réalisations par rapport aux prévisions, en montant

AC	Marchés attribués			Marchés signés		
	Prévision	Réalisation	Taux de réalisation	Prévision	Réalisation	Taux de réalisation
MINMAP-CCPM+PLANUT	358 651 163 261	40 882 923 473	11%	356 566 916 111	77 401 477 717	22%
DRM	25 280 315 386	28 649 005 919	113%	25 317 315 386	25 265 440 583	100%
DDM	26 143 656 519	21 606 904 296	83%	26 149 156 519	19 955 910 121	76%
Sous-Total MINMAP	410 075 135 166	91 138 833 688	22%	408 033 388 016	122 622 828 421	30%
MIN	79 699 133 100	564 847 279 824	709%	78 954 482 100	420 354 309 488	532%
EPA/ESPP	81 677 140 722	119 715 479 198	147%	80 568 192 874	79 070 784 843	98%
CTD	70 698 685 497	86 462 342 541	122%	70 796 685 497	83 636 548 736	118%
MOD	243 000 000	3 127 789 947	1287%	243 000 000	1 516 123 469	624%
CEP	70 635 227 723	14 023 655 836	20%	73 968 300 223	11 208 973 055	15%
TOTAL	713 028 322 208	879 315 381 034	123%	712 564 048 710	718 409 568 012	101%

En somme, les réalisations en montant au cours de l'exercice montrent que le taux de réalisation des marchés attribués est de 123%, celui des marchés signés est 101%. Le montant des projets attribués

par le MINMAP et ses services déconcentrés représente environ 30% des prévisions de cette catégorie d'Autorité Contractante.

Tableau 62 : Synthèse des réalisations, par type de procédure et par type de contrats

Type de Procédure	Nombre				Montant			
	LC	Marché	Avenants	Total	LC	Marché	Avenants	Total
Marchés sur AO	4155	1239	20	5414	86 199 183 156	441 636 564 495	975 899 145	528 811 646 796
Gré à Gré autorisé	300	276	0	576	3 456 496 919	348 023 136 464		351 479 633 383
TOTAL	4 455	1 515	20	5 990	89 655 680 075	789 659 700 959	975 899 145	880 291 280 179

Le tableau de synthèse des réalisations par type de procédure au cours de la période sous revue révèle d'une part que, sur 5978 marchés toutes procédures confondues, 5402 (90,36%) sont issus des appels d'offres et 576 (9,63%) relèvent des

Gré à Gré. D'autre part, il apparaît que sur le montant global des contrats qui est de 880 291 280 179 FCFA, les proportions d'environ 99% du volume des contrats sont issues des lettres commandes et des marchés.

Tableau 63 : Synthèse globale des réalisations (marchés attribués)

CATEGORIE D'AUTORITE CONTRACTANTE	Nombre		Montant	
	Nombre	%	Valeur	%
Projets relevant des MINMAP-CENTRALE+DRM+DDM	1449	24%	32 504 967 407	4%
Projets des Ministères	329	6%	27 303 860 563	3%
Projets des EPA/ESPP	244	4%	13 212 113 183	2%
Projets des CTD	687	12%	24 566 870 911	3%
Crédits affectés aux CEP	45	1%	2 129 894 641	0,2%
Sous-total marchés attribués par rapport aux prévisions	2754	46%	99 717 706 705	11,3%
Projets relevant des Plans d'Urgence	0	0%	0	0,0%
Autres Projets non programmés	2614	44%	696 518 939 708	79,21%
Projets relevant des travaux en Régie	1	0,0%	26 997 753	0,0%
Projets initiés avant 2018 et poursuivis en 2018	601	10%	83 051 736 868	9,45%
TOTAL	5970	100	879 315 381 034	100

En 2018, le MINMAP et ses services déconcentrés ont passé le plus grand nombre de marchés, soit 1 449 pour un montant de 32 512 967 407 FCFA. Cependant, il faut constater que certains marchés initiés avant 2018 et poursuivis au cours

de la période sus évoquée présentent un montant de 83 051 736 868 FCFA. Les autres projets non programmés en 2018 (2614) sont estimés à 696 518 939 708 FCFA.

Tableau 64: Synthèse globale selon le mode de passation (marchés programmés et non programmés)

Type de Procédure	Attribution			
	Nombre	Pctage	Montant	Pctage
AONO	4040	68%	300 321 414 211	34%
DC	962	16%	20 652 287 296	2%
AONR	395	7%	31 583 429 189	4%
AOIO	101	2%	86 826 312 129	10%
AOIR	42	1%	72 744 832 720	8%
GG	415	7%	366 232 883 920	42%
DP	15	0,3%	954 221 569	0,1%
TOTAL	5970	100	879 315 381 034	100

Le recours à la procédure d'appel d'offres national ouvert est demeuré significatif. En effet, près de 68% en nombre et 58% en volume des projets attribués pour un montant de 300 321 414 211 F CFA ont été passés suivant ce type de consultation, les Demandes de Cotation attribuées sont quant à elles estimées à 16% pour un montant total de 20 652 287 296 FCFA correspondant à un taux de 2 % en rapport à la valeur globale des marchés attribués soit 879 315 381 034

F CFA. Il convient de relever que le recours au type de procédure d'Appel d'Offres International Restreint représente moins de 1% des attributions pour un montant de 72 744 832 720 F CFA tandis que, les grés à gré sont estimés à 7 % pour un montant total de 366 232 883 920 F CFA, soit 42% du montant total des marchés attribués. Ce taux manifestement élevé est un indicateur de déficit de mise en concurrence des soumissionnaires.

Tableau 65: Synthèse globale par type de financement (national)

Financement National	Nombre Réalisation	Montant Réalisation	Pctage (Nombre)	Pctage (Montant)
DGD	5	121 940 797	0,18%	0,10%
BA	446	25 850 115 227	16,21%	21,36%
FEICOM	60	3 969 754 344	2,18%	3,28%
PNDP	80	3 274 179 039	2,91%	2,71%
BIP	2134	83 049 575 387	77,54%	68,63%
PLANUT	2	47 622 870	0,07%	0,04%
FR	24	4 684 532 058	0,87%	3,87%
CNPS	1	16 153 605	0,04%	0,01%
TOTAL	2 752	121 013 873 327	100	100

D'après le tableau ci-dessus, on remarque qu'au cours de l'exercice 2018, 2752 marchés d'une valeur de 121 013 873 327 F CFA ont bénéficié des financements divers (BIP, FR, BF et BA, le FEICOM) qui financent la plupart de ces marchés.

Le taux de contribution du FR est passé de 4,58% en 2017 à seulement 3.87% en 2018 alors que les besoins en infrastructures routiers sont croissant.

Tableau 66: Synthèse globale par type de financement (externe)

Financement extérieur	Nombre Réalisation	Montant Réalisation	Pctage (Nombre)	Pctage (Montant)
AFD	10	53 605 152 969	29%	79%
BID	11	5 104 300 593	31%	7%
BM	8	1 721 333 396	23%	3%
BAD	1	7 706 593 032	3%	11%
NFM	5	117 190 553	14%	0%
TOTAL	35	68 254 570 543	100	100

Au cours de la période sous revue, l'on a identifié cinq (5) Partenaires Techniques et Financiers devant financer 35 projets d'une valeur totale de 68 234 570 543 FCFA. L'AFD à elle seule

détient la plus grosse enveloppe (10 projets) estimée à 53 605 152 969 FCFA. Il convient de souligner que les problèmes liés à la mobilisation des Fonds de contrepartie pour certains projets,

la non maîtrise par les principaux acteurs des procédures de passation des marchés et la lenteur observée dans le décaissement des Fonds par les Bailleurs, les longs délais observés pour la délivrance des avis de non objection des Bailleurs de Fond constituent des freins à l'optimisation de

l'investissement étranger. Ces difficultés sont autant de freins pour la réalisation des projets. Pour y remédier, les Bailleurs de Fonds proposent, de plus en plus, aux bénéficiaires de leurs financements, des formations sur leurs procédures.

C- DELAIS DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS

Le respect des délais dans la passation et l'exécution des marchés publics est un indicateur de l'efficacité du système des marchés publics. Le non-respect des prescriptions en la matière dans le sens du dépassement, rend les procédures de passation des marchés très longues. Ce qui constitue

souvent une cause de la sous consommation des crédits. L'analyse desdits délais porte à la fois sur les marchés sur financement national et externe. Les clichés qui suivent présentent la situation des délais observés en phase passation, entre les principales étapes de la procédure et se basent sur un échantillon représentatif des projets ayant atteint les étapes concernées.

1. Délais entre la saisine de l'Autorité contractante et l'examen du DAO

Sur la base, d'un échantillon de 4513 appels d'offres, le délai moyen entre la saisine de l'AC et l'examen du DAO est de 10,14 jours. Par ailleurs,

l'on compte 2223 procédures, soit 49,48 % de cet échantillon dont les délais sont inférieurs à cinq (5) jours tel que prescrit par la réglementation

Tableau 67 : Délais entre la saisine de l'Autorité contractante et l'examen du DAO

AC	Nombre AO	Echantillon			< 5 Jours		Entre 5 et 15 Jours		> 15 Jours	
		Nombre	%	Délais moyens	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
MINMAP-CCPM	17	16	94,12%	7	9	56,25%	6	38%	1	6,25%
DRM	585	508	86,84%	9	229	45,08%	242	48%	37	7,28%
DDM	1 138	904	79,44%	9	475	52,54%	372	41%	57	6,31%
MIN	1047	1004	95,89%	11	498	49,60%	428	43%	78	7,77%
EPA/ESPP	1072	778	72,57%	14	321	41,26%	348	45%	109	14,01%
CT D	1303	1081	82,96%	8	594	54,95%	393	36%	94	8,70%
MOD	94	69	73,40%	10	20	28,99%	34	49%	15	21,74%
CEP	183	153	83,61%	11	87	56,86%	54	35%	12	7,84%
Total	5439	4513	82,97%	10,14	2233	49,48%	1877	42%	403	8,93%

2. Délais entre l'examen du DAO et la signature de l'Avis d'Appel d'offres

Tableau 68 : Délais entre l'examen du DAO et la signature de l'Avis d'Appel d'offres

AC	NombreAO	Echantillon	Pctage%	Délai moyen	<5Jrs	Pctage%	Entre5et10Jrs	Pctage%	>10Jrs	Pctage%
MINMAP-CCPM	17	14	82,35%	52	2	14,29%	6	42,86%	6	42,86%
DRM	585	564	96,41%	15	301	53,37%	110	19,50%	153	27,13%
DDM	1 138	1008	88,58%	29	371	36,81%	324	32,14%	313	31,05%
MIN	1047	966	92,26%	17	295	30,54%	268	27,74%	403	41,72%
EPA/ESPP	1072	845	78,82%	15	170	20,12%	324	38,34%	351	41,54%
CTD	1303	1159	88,95%	20	366	31,58%	325	28,04%	468	40,38%
MOD	94	72	76,60%	34	18	25,00%	21	29,17%	33	45,83%
CEP	183	177	96,72%	29	61	34,46%	44	24,86%	72	40,68%
TOTAL	5439	4805	88,34%	20,45	1584	32,97%	1422	29,59%	1799	37,44%

Sur la base d'un échantillon de 4805 avis d'appels d'offres lancés, en moyenne 20,45 jours se sont écoulés entre l'examen du DAO et la date de signature de l'appel d'offres. Toutefois, l'on enregistre un délai inférieur à 5 jours pour 1584 projets (32,97%) de l'échantillon analysé, et 1422 projets (29,5%) dont les délais sont compris entre 5 et 10 jours. Dans la même veine, 37,44% des projets ont consommés un délai supérieur à 10 jours.

3. Délais entre la publication des Avis et le dépôt des offres

Ce tableau montre que sur un échantillon de 578 Demandes de Cotation, un délai moyen de 23,4 jours a été accordé aux soumissionnaires pour la préparation et le dépôt de leurs offres. Ce délai est conforme car il correspond à celui fixé à l'article 21 du Code des Marchés Publics (2004). Cependant il convient de noter que 12,11% des demandes de cotation lancées ont un délai supérieur à 30 jours

Tableau 69 : Délais entre la publication de l'Avis de consultation et le dépôt des Cotations

Autorité Contractant	Nbr DC	Echantillon	Pctage %	Délais moyens	< 20 Jrs	Pctage %	Entre 20 et 30 Jrs	Pctage %	> 30 Jrs	Pctage %
DRM	40	13	32,50%	24	4	30,77%	8	61,54%	1	7,69%
DDM	200	83	41,50%	21	34	40,96%	42	50,60%	7	8,43%
MIN	184	150	81,52%	25	28	18,67%	103	68,67%	19	12,67%
EPA/ESPP	265	145	54,72%	24	43	29,66%	83	57,24%	19	13,10%
CTD	251	133	52,99%	22	53	39,85%	65	48,87%	15	11,28%
MOD	32	10	31,25%	28	1	10,00%	5	50,00%	4	40,00%
CEP	70	44	62,86%	24	9	20,45%	30	68,18%	5	11,36%
TOTAL	1042	578	55,47%	23,4	172	29,76%	336	58,13%	70	12,11%

Tableau 70 : Délais entre la publication de l'Avis d'AO et le dépôt des offres (Appels d'Offres National)

AC	Nbre AO	Echantillon	Pctage	Délais moyens	< 30 Jrs	Pctage %	Entre 30 et 60 Jrs	Pctage %	> 60 Jrs	Pctage %
MINMAP-CCPM	9	6	66,67%	37	2	33,33%	4	66,67%		0,00%
DRM	543	284	52,30%	22	259	91,20%	21	7,39%	4	1,41%
DDM	938	484	51,60%	24	405	83,68%	64	13,22%	15	3,10%
MIN	826	615	74,46%	30	374	60,81%	213	34,63%	28	4,55%
EPA/ESPP	717	453	63,18%	26	327	72,19%	115	25,39%	11	2,43%
CTD	1041	474	45,53%	25	365	77,00%	96	20,25%	13	2,74%
MOD	62	16	25,81%	22	14	87,50%	2	12,50%		0,00%
CEP	96	68	70,83%	34	38	55,88%	27	39,71%	3	4,41%
TOTAL	4232	2400	56,71%	25,7	1784	74,33%	542	22,58%	74	3,08%

Selon les dispositions de l'article 21(1) du Code des Marchés Publics (2004), les délais accordés aux soumissionnaires pour la remise des offres varient entre trente (30) et soixante (60) jours. Sur un échantillon de 2400 avis d'appels d'offres, on remarque que le délai moyen accordé aux soumissionnaires est de 25,7 jours.

4. Délais entre l'attribution et la signature du marché

Au 31 Décembre 2018, les statistiques des marchés

indiquent que sur la base d'un échantillon de 4396 consultations, celles parvenues à l'étape de signature du marché enregistrent un délai moyen de 61,3 jours entre l'attribution et la signature du marché. On observe également que 14% de ces projets ont un délai inférieur à 20 jours, 17,31% ont été signés dans un délai compris entre 20 et 30 jours, et 63,83% des contrats sont contractualisés à plus de 30 jours. Les services centraux et déconcentrés du MINMAP affichent respectivement les délais les plus élevés avec près de 48,39%, 80,33%, 62% des procédures en marge de la réglementation.

Tableau 71 : Délais entre l'attribution et la signature du marché (financement national)

AC	Nbre Marchés signés	Echantillon	Pctage %	Délais moyens	< 20 Jrs	Pctage %	Entre 20 et 30 Jrs	Pctage %	> 30 Jrs	Pctage %
MINMAP-CCPM	35	31	88,57%	155	3	9,68%		0,00%	15	48,39%
DRM	739	732	99,05%	90	31	4,23%	81	11,07%	588	80,33%
DDM	990	977	98,69%	45	123	12,59%	234	23,95%	614	62,85%
MIN	823	815	99,03%	63	95	11,66%	118	14,48%	511	62,70%
EPA/ESPP	814	799	98,16%	53	163	20,40%	132	16,52%	474	59,32%
CTD	998	968	96,99%	61	183	18,90%	176	18,18%	582	60,12%
MOD	34	28	82,35%	26	13	46,43%	10	35,71%	2	7,14%
CEP	47	46	98%	33	14	30,43%	10	21,74%	20	43,48%
TOTAL	4480	4396	98,13%	61,3	625	14,22%	761	17,31%	2806	63,83%

5. Délais entre la signature et la notification du marché

Sur un échantillon de 1491 contrats signés, le délai moyen constaté entre la signature et la notification

du marché à l'attributaire est de 13,7 jours ce qui est supérieur au seuil réglementaire (5 jours). On note tout de même que 50% de cet échantillon ont des délais conformes, car inférieurs à la norme prévue.

Tableau 72: Délais entre la signature du marché et la notification du marché (financement national)

AC	Nbre Marchés signés	Echantillon	Pctage %	Délais moyens	< 5 Jrs	Pctage %	Entre 5 et 10 Jrs	Pctage %	> 10 Jrs	Pctage %
MINMAP-CCPM	35	30	85,71%	19	19	63,33%	4	13,33%	7	23,33%
DRM	739	236	31,94%	27	99	41,95%	28	11,86%	109	46,19%
DDM	990	298	30,10%	13	142	47,65%	84	28,19%	72	24,16%
MIN	823	387	47,02%	9	238	61,50%	93	24,03%	56	14,47%
EPA/ESPP	814	183	22,48%	11	98	53,55%	54	29,51%	31	16,94%
CTD	998	341	34,17%	12	159	46,63%	96	28,15%	86	25,22%
MOD	34	8	23,53%	4	5	62,50%	2	25,00%	1	12,50%
CEP	47	8	17%	3	7	87,50%	1	12,50%		0,00%
TOTAL	4480	1491	33,28%	13,7	767	51,44%	362	24,28%	362	24,28%

6. Délais entre l'ouverture des offres et la signature du marché

Sur un total de 4461 marchés signés au 31 décembre 2018, l'on observe que le délai moyen global entre le dépôt des offres et la signature du marché est de 80,8 jours. Les Commissions Centrales

du MINMAP, affichent des délais relativement supérieurs de celui sus indiqué, soit 183 jours. Les marchés sur financement national, signés dans un délai inférieur à 60 jours représentent un taux de 49,5%. Dans la même catégorie, 22,71% sont signés entre 60 et 90 jours et 27,57% au-delà.

Tableau 73 : Délais entre le dépôt des d'offres et la signature du marché (financement national)

AC	Nombre Marchés	Echantillon	Pctage %	Délais moyens	< 60 Jrs	Pctage %	Entre 60 et 90 Jrs	Pctage %	> 90 Jrs	Pctage %
MINMAP-CCPM	35	31	88,57%	183	6	19,35%	4	12,90%	21	67,74%
DRM	739	739	100,00%	101	300	40,60%	179	24,22%	260	35,18%
DDM	990	990	100,00%	57	667	67,37%	217	21,92%	102	10,30%
MIN	823	818	99,39%	90	261	31,91%	223	27,26%	333	40,71%
EPA/ESPP	814	811	99,63%	85	349	43,03%	218	26,88%	240	29,59%
CTD	998	995	99,70%	77	577	57,99%	161	16,18%	257	25,83%
MOD	34	31	91,18%	31	28	90,32%		0,00%	2	6,45%
CEP	47	46	97,87%	74	20	43,48%	11	23,91%	15	32,61%
TOTAL	4480	4461	99,58%	80,8	2208	49,50%	1013	22,71%	1230	27,57%

7. Délais globaux entre le lancement de l'Appel d'offres et la signature du marché

Sur un échantillon de 4 470 marchés signés, 844 soit 18,8% des marchés sur financement national ont un délai de passation inférieur à 60 jours entre le lancement de l'appel d'offres et la signature du

marché. Par contre, 1491 marchés représentant 33,36% sont passés dans un délai compris entre 60 et 90 et 2135 marchés, soit 47,76% au-delà des 90 jours.

Tableau 74: Délais entre le lancement de l'Appel d'offres et la signature du marché (financement national)

AC	Nombre Marchés signés	Echantillon	Pctage %	Délais moyens	< 60 Jrs	Pctage %	Entre 60 et 90 Jrs	Pctage %	> 90 Jrs	Pctage %
MINMAP-CCPM	35	31	88,57%	255	1	3,23%	2	6,45%	28	90,32%
DRM	739	739	100,00%	131	54	7,31%	279	37,75%	406	54,94%
DDM	990	989	99,90%	83	269	27,20%	451	45,60%	269	27,20%
MIN	823	823	100,00%	128	81	9,84%	169	20,53%	573	69,62%
EPA/ESPP	814	813	99,88%	108	145	17,84%	238	29,27%	430	52,89%
CTD	998	997	99,90%	121	258	25,88%	339	34,00%	400	40,12%
MOD	34	31	91,18%	58	22	70,97%	5	16,13%	4	12,90%
CEP	47	47	100,00%	107	14	29,79%	8	17,02%	25	53,19%
TOTAL	4480	4470	99,78%	113,5	844	18,88%	1491	33,36%	2135	47,76%

Tableau 75: Délais entre le lancement de l'Appel d'offres et la signature du marché sur Financement extérieur

Autorité contractante	Nombre marchés signés	Echantillon		Délais moyens (en jours)	< 60 jrs		entre 60 et 90 jrs		>= 90 jrs	
		Nbre	%		Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
MINMAP-CCPM	9	9	100%	267		0,00%		0,00%	9	100,0%
DRM	3	3	100%	88		0,00%	2	4,88%	1	33,3%
DDM	5	5	100%	64	3	60,00%	2	4,88%		0,0%
MIN	47	47	100%	113	4	8,51%	15	36,59%	28	59,6%
EPA/ESPP	19	19	100%	102	3	15,79%	12	29,27%	4	21,1%
CTD	21	21	100%	158	1	4,76%	4	9,76%	16	76,2%
CEP	58	58	100%	146	12	20,69%	6	14,63%	40	69,0%
TOTAL	162	162	100%	135,9	23	14,20%	41	25,31%	98	60,49%

L'on enregistre sur un échantillon de 162 marchés sur financement extérieur, un délai moyen global de 135,9 jours entre le lancement de l'appel d'offres et la signature du marché.

Ce délai est de 267 jours pour les marchés relevant des Commissions Centrales du MINMAP et de 158 pour les CTD suivis respectivement des CEP avec 146 jours.

Tableau 76 : Délais entre le lancement de l'Appel d'offres et la signature du marché (Financement national et extérieur)

AC	Nbre Marchés signés	Echantillon	Pctage %	Délais moyens	< 60 Jrs	Pctage %	Entre 60 et 90 Jrs	Pctage %	> 90 Jrs	Pctage %
MINMAP-CCPM	43	40	93,02%	258	1	2,50%	2	5,00%	37	92,50%
MINMAP-PLANUT	742	742	100,00%	130	54	7,28%	281	37,87%	407	54,85%
DRM	995	994	99,90%	83	272	27,36%	453	45,57%	269	27,06%
DDM	869	870	100,12%	127	85	9,77%	184	21,15%	601	69,08%
MIN	833	832	99,88%	108	148	17,79%	250	30,05%	434	52,16%
EPA/ESPP	1019	1018	99,90%	122	259	25,44%	343	33,69%	416	40,86%
CTD	34	31	91,18%	58	22	70,97%	5	16,13%	4	12,90%
CEP	104	104	100,00%	129	25	24,04%	14	13,46%	65	62,50%
TOTAL	4639	4631	99,83%	114,2	866	18,70%	1532	33,08%	2233	48,22%

Sur 4 639 appels d'offres lancés, 99,83% des marchés ont été signés avant 60 jours. Par contre, 1532 consultations représentant 33,08% sont signés entre le 60ème et le 90ème jour après le

lancement de l'appel d'offres, et 2233 marchés, soit 48,22% au-delà des 90 jours.

9. Délais entre l'autorisation de gré à gré et la signature du marché

Tableau 77: Délais entre l'autorisation de gré à gré et la signature du marché

Bases d'autorisation	Échantillon	Délais moyens	< 15 jrs	Entre 15 et 30 jrs	> 30 jrs
Gré à gré	332	118	12	20	300

Sur la base d'un échantillon de 332 Marchés de gré à gré, comme le démontre le tableau ci-dessus, le délai moyen de contractualisation est de 118 jours, 12 Marchés sont signés dans un délai inférieur à 15 jours, 20 dans un délai compris entre 15 et 30 jours, et 300 dans un délai supérieur à 30 jours.

Il reste que 90,3% des marchés dans cette catégorie de procédure est attribué en contradiction des dispositions de l'article 111(6) du Code des Marchés Publics, qui prescrit, à cet effet, que le marché doit être notifié à l'attributaire au plus tard 30 jours après l'autorisation de gré à gré. Toutefois, l'on observe des délais anormalement longs par rapport à cette prescription.

D- ETAT DES DEPERDITIONS DES PROCEDURES

1. Appels d'Offres infructueux

Au cours de l'exercice 2018, 888 appels d'offres ont été déclarés infructueux. Il faut relever que ces appels d'offres infructueux concernent plus les marchés passés par les EPA/ESPP avec 215 cas, suivies des CTD (199) et les DD et DR / MINMAP, qui enregistrent respectivement 183 et 132 cas.

L'impact de cette déperdition sur la performance du système mérite cependant d'être atténué, dans la mesure où la plupart de ces procédures sont reprises ultérieurement.

Tableau 78 : Appels d'Offres infructueux

Autorité contractante	Nombre d'AO ou de lots infructueux identifiés		TOTAL
	Projets lancés en 2018	Projets initiés en 2017	
MINMAP-CCPM	0	0	0
DRM	132	0	132
DDM	183	0	183
MIN	111	0	111
EPA/ESPP	215	0	215
CTD	199	0	199
MOD	9	0	9
CEP	38	0	38
TOTAL	887	0	887

2. Appels d'Offres et attributions annulés

Au cours de l'année 2018, 59 appels d'offres lancés ont été annulés. Il est observé que les CTD connaissent le plus fort taux de ce type de déperditions, soit en moyenne 40,6%, suivi des EPA/ESPP (22%) Ces déperditions de

procédure peuvent s'expliquer par le mauvais montage des DAO par les services techniques du maître d'ouvrage, les correctifs budgétaires, les procédures exceptionnelles, la qualité des acteurs qui ne maîtrisent pas toujours les textes relatifs aux marchés publics.

Tableau 79 : Appels d'offres et attributions annulés

Autorité Contractante	Nombre d'annulations identifiées en 2018		TOTAL
	Projets lancés en 2018	Projets lancés en 2017	
MINMAP-CCPM		2	2
DRM	5	1	6
DDM	5		5
MIN	6	1	7
EPA/ESPP	12	1	13
CTD	23	1	24
MOD	1		1
CEP	1		1
TOTAL	53	6	59

3. Synthèse des déperditions de procédures en phase passation

En 2018, 940 déperditions de procédures ont été répertoriées. En effet, sur 5439 appels d'offres lancés, 53 Marchés ont été annulés et 887

déclarés infructueux, soit un taux de déperdition d'environ 17 %. Ceci s'explique entre autres par la mauvaise qualité des DAO, la mal gouvernance et ses corollaires.

Tableau 80 : Appels d'offres, attributions annulés et lots infructueux

Autorité Contractante	Nombre AO lancés	Nombre AO et attributions annulés	Nombre lots infructueux	Total	Taux (%)
MINMAP-CCPM	17			0	0%
DRM	585	5	132	137	23%
DDM	1138	5	183	188	17%
MIN	1047	6	111	117	11%
EPA/ESPP	1072	12	215	227	21%
CTD	1303	23	199	222	17%
MOD	94	1	9	10	11%
CEP	183	1	38	39	21%
TOTAL	5439	53	887	940	17%

A- EVALUATION DES OPERATIONS D'EXECUTION DES MARCHES PAR RAPPORT AUX PREVISIONS

1. Situation des marchés démarrés

Les marchés effectivement démarrés au cours de l'exercice 2018 sont inférieurs aux prévisions. Cette situation ne concerne pas uniquement l'exercice budgétaire en cours. Elle tend à se pérenniser au fil des années. Les données reçues par l'Agence font état de 5331 marchés qui devraient démarrer conformément aux prévisions.

S'agissant des réalisations, on compte 2149 marchés qui ont connu un démarrage, sur les

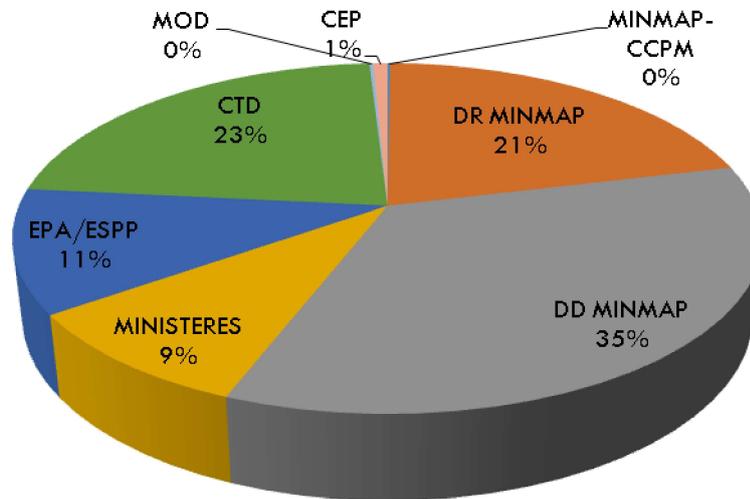
5331 pour l'exercice concerné, soit 40,03% des prévisions. Contrairement aux autres autorités contractantes qui présentent des scores inférieurs à 35%, seules les Délégations Régionales et Départementales du MINMAP enregistrent des scores supérieurs à 55%.

Les causes de ces retards sont multiples, entre autres, l'absence ou la mauvaise programmation des marchés, le non-respect des calendriers d'exécution, les lourdeurs dans les procédures administratives, ainsi que les rétentions volontaires des informations par les différents acteurs en charge du suivi de l'exécution des marchés

Tableau 81: Récapitulatif des marchés démarrés par catégorie d'Autorité contractante, en nombre

AC	1er Semestre			2eme Semestre			Total Annuel		
	P	R	%	P	R	%	P	R	%
MINMAP- CCPM	148	0	0%	66	3	5%	214	3	1,40%
DR MINMAP	764	297	39%	4	156	3900%	768	453	58,98%
DD MINMAP	1251	536	43%	21	209	995%	1272	745	58,57%
Sous-Total MINMAP	2163	833	39%	91	368	404%	2254	1201	53,28%
MINISTERES	514	47	9%	74	153	207%	588	200	34,01%
EPA/ESPP	719	65	9%	211	180	85%	930	245	26,34%
CTD	1140	274	24%	151	209	138%	1291	483	37,41%
MOD	10	0	0%	0	4		10	4	40,00%
CEP	158	5	3%	100	11	11%	258	16	6,20%
Total	4704	1224	26%	627	925	148%	5331	2149	40,31%

Graphique 14: Répartition des marchés démarrés par catégorie d'Autorité contractante



Le montant total des marchés démarrés est inférieur à 67 milliards de FCFA, soient 9,44% des prévisions de l'exercice. Comme c'était le cas en nombre, les Délégations Régionales et Départementales du

MINMAP enregistrent les meilleurs scores, avec respectivement 58,98% et 58,57% par rapport aux prévisions.

Tableau 82: Récapitulatif des marchés démarrés par catégorie d'Autorité contractante, en montant

Autorité Contractante	Semestre 1			Semestre 2			Total Annual		
	P	R	%	P	R	%	P	R	%
MINMAP- CCPM	69 056 441 372	0	0%	281 035 622 739	227 536 894	0%	350 092 064 111	227 536 894	0%
DR MINMAP	25 794 615 061	5 202 227 192	20%	209 225 325	4 972 987 035	2377%	26 003 840 386	10 175 214 227	39,13%
DD MINMAP	25 623 822 187	10 058 020 179	39%	575 834 332	4 523 722 172	786%	26 199 656 519	14 581 742 351	55,66%
Sous-Total MINMAP	120 474 878 620	15 260 247 371	13%	281 820 682 396	9 724 246 101	3%	402 295 561 016	24 984 493 472	6,21%
MINISTERES	55 797 773 100	2 193 585 162	4%	24 006 709 000	7 213 925 756	30%	79 804 482 100	9 407 510 918	11,79%
EPA/ESPP	53 866 856 810	3 496 617 520	6%	26 033 257 664	13 486 149 472	52%	79 900 114 474	16 982 766 992	21,25%
CTD	38 102 389 055	6 608 722 154	17%	32 845 447 442	7 664 755 311	23%	70 947 836 497	14 273 477 465	20,12%
MOD	243 000 000	0	0%	0	101 623 657		243 000 000	101 623 657	41,82%
CEP	48 404 673 884	138 429 763	0%	25 471 626 339	890 227 104	3%	73 876 300 223	1 028 656 867	1,39%
Total	316 889 571 469	27 697 601 970	9%	390 177 722 841	39 080 927 401	10%	707 067 294 310	66 778 529 371	9,44%

De manière globale et malgré le faible score des marchés démarrés, Il importe de relever que quatre Régions dépassent le seuil de 50%, il s'agit de l'Adamaoua, de l'Est, du Nord et

de l'Ouest. L'Administration Centrale quant à elle enregistre un taux de 20% des marchés démarrés.

Tableau 83: Récapitulatif des marchés démarrés par Région, en nombre

Région	1er Semestre			2eme Semestre			Total Annuel		
	P	R	%	P	R	%	P	R	%
ADM CENT	827	52	6%	240	165	69%	1067	217	20%
AD	296	177	60%	1	83	8300%	297	260	88%
CE	967	238	25%	217	200	92%	1184	438	37%
EN	547	150	27%	9	76	844%	556	226	41%
ES	242	60	25%	0	67		242	127	52%
LT	530	73	14%	93	65	70%	623	138	22%
NO	310	149	48%	21	110	524%	331	259	78%
NW	209	56	27%	16	7	44%	225	63	28%
OU	314	160	51%	24	61	254%	338	221	65%
SU	196	41	21%	5	58	1160%	201	99	49%
SW	266	68	26%	1	33	3300%	267	101	38%
Total	4704	1224	26%	627	925	148%	5331	2149	40%

Graphique 15: Répartition des marchés démarrés par rapport aux prévisions

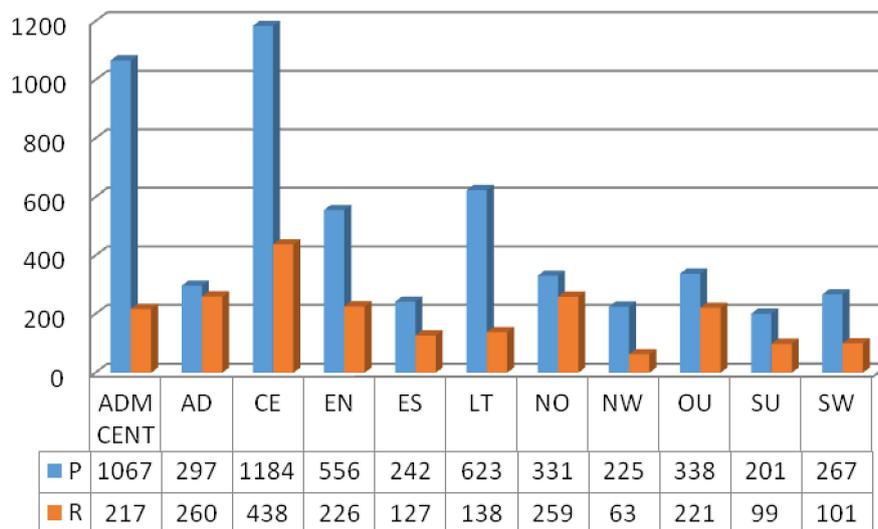


Tableau 84: Récapitulatif des marchés démarrés par Région, en montant

Région	1er Semestre			2eme Semestre			Total Annuel		
	P	R	%	P	R	%	P	R	%
ADM CENT	173 199 388 356	2 332 014 925	1%	330 375 958 078	8 283 453 129	3%	503 575 346 434	10 615 468 054	2%
AD	8 122 480 089	3 024 934 554	37%	59 207 625	2 898 039 861	4895%	8 181 687 714	5 922 974 415	72%
CE	40 723 832 402	5 446 344 455	13%	28 524 687 630	8 211 269 421	29%	69 248 520 032	13 657 613 876	20%
EN	22 963 841 637	2 824 849 201	12%	738 724 000	1 952 914 986	264%	23 702 565 637	4 777 764 187	20%
ES	6 391 589 863	1 143 048 408	18%	0	1 466 104 100		6 391 589 863	2 609 152 508	41%
LT	22 600 531 878	1 738 371 531	8%	23 856 990 621	2 612 545 996	11%	46 457 522 499	4 350 917 527	9%
NO	8 514 158 808	3 860 665 651	45%	739 558 220	5 479 773 962	741%	9 253 717 028	9 340 439 613	101%
NW	6 648 063 000	1 082 581 139	16%	4 375 000 000	281 899 009	6%	11 023 063 000	1 364 480 148	12%
OU	8 976 577 144	3 402 763 533	38%	1 281 596 667	2 378 505 287	186%	10 258 173 811	5 781 268 820	56%
SU	5 231 620 000	1 214 778 921	23%	176 000 000	3 546 174 536	2015%	5 407 620 000	4 760 953 457	88%
SW	13 517 488 292	1 627 249 652	12%	50 000 000	1 970 247 114	3940%	13 567 488 292	3 597 496 766	27%
Total	316 889 571 469	27 697 601 970	9%	390 177 722 841	39 080 927 401	10%	707 067 294 310	66 778 529 371	9%

En valeur, le cumul global des marchés ayant connu un début d'exécution représente seulement 9 % des prévisions.

Tableau 85: Récapitulatif des marchés démarrés par nature de prestations, en nombre

Nature de prestation	1er Semestre			2eme Semestre			Total Annuel		
	P	R	%	P	R	%	P	R	%
AG	1001	147	15%	134	265	198%	1135	412	36%
BEC	1620	633	39%	140	304	217%	1760	937	53%
RIR	543	64	12%	35	83	237%	578	147	25%
AI	990	340	34%	61	181	297%	1051	521	50%
SPI	550	40	7%	257	92	36%	807	132	16%
Total	4704	1224	26%	627	925	148%	5331	2149	40%

La répartition des marchés démarrés selon la nature des prestations indique que les marchés des Autres Infrastructures (AI) et des Bâtiments et Equipements Collectifs démarrent avec plus de célérité que les autres catégories de prestations.

Les statistiques montrent des proportions de plus de 50% pour ces types de prestation, 25% pour les RIR, 36% pour les AG et 16% pour les SPI.

Tableau 86: Récapitulatif des marchés démarrés par nature de prestations, en montant

Nature de prestation	1er Semestre			2eme Semestre			Total Annuel		
	P	R	%	P	R	%	P	R	%
AG	56 917 881 654	4 300 345 646	7,56	19 228 668 681	13 657 461 587	71	76 146 550 335	17 957 807 233	23,6
BEC	83 766 412 783	14 291 703 817	17,1	42 182 996 023	12 107 063 759	28,7	125 949 408 806	26 398 767 576	21
RIR	66 067 259 836	2 788 573 969	4,22	86 608 070 788	3 894 613 182	4,5	152 675 330 624	6 683 187 151	4,38
AI	73 392 233 212	5 319 366 080	7,25	212 905 913 203	5 347 100 691	2,51	286 298 146 415	10 666 466 771	3,73
SPI	36 745 783 984	997 612 458	2,71	29 252 074 146	4 074 688 182	13,9	65 997 858 130	5 072 300 640	7,69
TOTAL	316 889 571 469	27 697 601 970	9	390 177 722 841	39 080 927 401	10	707 067 294 310	66 778 529 371	9,44

En valeur, les AG occupent le premier rang des marchés démarrés avec 23,6% de taux de démarrage, tandis que les BEC arrivent au second rang avec 21%, suivi des SPI avec 7,69%. Les autres catégories de marchés à savoir les RIR et les AI ont des taux inférieurs à 5%.

2. Situation des marchés réceptionnés

Les marchés réceptionnés pour l'exercice 2018 représentent 11% de l'ensemble des marchés prévus. Comparativement à la situation des marchés démarrés, les marchés réceptionnés au niveau des Délégations Départementales et Régionales du MINMAP ne franchissent pas la barre de 19%. Quant au niveau central, notamment les CCPM, les Ministères et Assimilés, les CEP, le taux des marchés réceptionnés est très faible, en dessous de 5%.

Tableau 87 : Récapitulatif des marchés réceptionnés par catégorie d'Autorité contractante, en nombre

Autorité contractante	1er Semestre			2eme Semestre			Total Annuel		
	P	R	%	P	R	%	P	R	%
MINMAP-CCPM	6	0	0	106	0	0%	112	0	0%
DR MINMAP	148	3	2%	604	60	10%	752	63	8%
DD MINMAP	424	33	8%	822	192	23%	1246	225	18%
Sous-Total MINMAP	578	36	6%	1532	252	16%	2110	288	14%
MINISTERES	132	3	2%	373	17	5%	505	20	4%
EPA/ESPP	217	14	6%	572	60	10%	789	74	9%
CTD	294	20	7%	892	117	13%	1186	137	12%
MOD	5	0	0%	4	1	25%	9	1	11%
CEP	64	1	2%	129	5	4%	193	6	3%
Total	1290	74	6%	3502	452	13%	4792	526	11%

Tableau 88 : Récapitulatif des marchés réceptionnés par catégorie d'Autorité contractante, en montant

Autorité Contractante	Semestre 1			Semestre 2			Total Annuel		
	P	R	%	P	R	%	P	R	%
MINMAP-CCPM	1 319 097 000	0	0,0%	30 829 618 683	0	0,0%	32 148 715 683	0	0,0%
DR MINMAP	5 002 976 109	33 959 202	0,7%	20 601 364 277	1 002 718 300	4,9%	25 604 340 386	1 036 677 502	4,0%
DD MINMAP	7 810 563 835	689 748 382	8,8%	17 662 592 684	3 398 266 478	19,2%	25 473 156 519	4 088 014 860	16,0%
Sous-Total MINMAP	14 132 636 944	723 707 584	5,1%	108 518 362 191	7 598 352 989	7,0%	83 226 212 588	5 124 692 362	6,2%
MINISTERES	5 343 143 000	89 949 229	1,7%	33 257 758 500	594 701 268	1,8%	38 600 901 500	684 650 497	1,8%
EPA/ESPP	11 472 938 914	866 515 090	7,6%	48 228 730 314	3 066 564 387	6,4%	59 701 669 228	3 933 079 477	6,6%
CTD	7 294 887 698	313 640 198	4,3%	32 649 407 063	2 760 900 974	8,5%	39 944 294 761	3 074 541 172	7,7%
MOD	101 000 000	0	0,0%	115 000 000	21 599 830		216 000 000	21 599 830	10,0%
CEP	2 389 528 140	17473863	0,7%	19 073 693 069	105 445 920	0,6%	21 463 221 209	122 919 783	0,6%
Total	40 734 134 696	2 011 285 964	4,9%	280 336 739 362	16 100 497 979	5,7%	243 152 299 286	12 961 483 121	5,3%

S'agissant de la valeur des marchés réceptionnés, ces derniers ne dépassent pas le seuil de 5,5% de l'enveloppe globale. En les répartissant par nature d'autorité contractante, les Délégations

Départementales du MINMAP atteignent le taux de 16%, les autres catégories d'Autorités contractantes restent en dessous de 11%.

Tableau 89 : Récapitulatif des marchés réceptionnés par Région, en nombre

Région	1er Semestre			2eme Semestre			Total Annuel		
	P	R	%	P	R	%	P	R	%
ADM CENT	204	4	2,0%	610	22	3,6%	814	26	3,2%
AD	114	17	14,9%	178	86	48,3%	292	103	35,3%
CE	295	9	3,1%	731	55	7,5%	1026	64	6,2%
EN	18	10	55,6%	510	63	12,4%	528	73	13,8%
ES	35	0	0,0%	204	35	17,2%	239	35	14,6%
LT	133	6	4,5%	431	34	7,9%	564	40	7,1%
NO	92	21	22,8%	225	113	50,2%	317	134	42,3%
NW	97	3	3,1%	129	5	3,9%	226	8	3,5%
OU	105	1	1,0%	220	28	12,7%	325	29	8,9%
SU	7	0	0,0%	189	9	4,8%	196	9	4,6%
SW	190	3	1,6%	75	2	2,7%	265	5	1,9%
Total	1290	74	6%	3502	452	13%	4792	526	11%

Sur l'ensemble des Régions, les réceptions des prestations connaissent un taux global de 11%. Toutefois, il convient de préciser que ce taux varie en fonction des Régions. La Région du Nord arrive en tête avec 42,3%, suivie de l'Adamaoua avec 35,3%, de l'Extrême-Nord avec 13,8% et de l'Est avec 14,6%. Les autres Régions ne franchissent pas la barre des 10%.

Les trois Régions en proie à l'insécurité (Sud-Ouest, Nord-Ouest et Extrême-Nord) enregistrent des performances bien en dessous de la moyenne nationale.

Tableau 90: Récapitulatif des marchés réceptionnés par Région, en montant

Autorité Contractante	Semestre 1			Semestre 2			Total Annuel		
	P	R	%	P	R	%	P	R	%
ADM CENT	9 119 768 140	107 423 092	1,2%	82 735 570 252	700 147 188	0,8%	91 855 338 392	807 570 280	0,9%
AD	2 052 182 000	270 373 850	13,2%	6 006 298 089	1 708 119 510	28,4%	8 058 480 089	1 978 493 360	24,6%
CE	10 759 201 219	319 686 783	3,0%	33 797 023 156	1 414 618 982	4,2%	44 556 224 375	1 734 305 765	3,9%
EN	755 440 000	115 768 084	15,3%	20 826 160 401	1 234 680 806	5,9%	21 581 600 401	1 350 448 890	6,3%
ES	524 728 000	0	0,0%	5 811 361 863	556 002 221	9,6%	6 336 089 863	556 002 221	8,8%
LT	4 100 425 567	196 994 052	4,8%	18 290 360 626	861 648 756	4,7%	22 390 786 193	1 058 642 808	4,7%
NO	1 650 095 016	943 845 392	57,2%	7 198 622 012	3 285 076 785	45,6%	8 848 717 028	4 228 922 177	47,8%
NW	2 385 395 000	25 294 713	1,1%	8 714 668 000	113 869 431	1,3%	11 100 063 000	139 164 144	1,3%
OU	3 185 790 281	7 400 000	0,2%	6 424 101 372	831 139 837	12,9%	9 609 891 653	838 539 837	8,7%
SU	80 837 000	0	0,0%	5 191 783 000	213 894 549	4,1%	5 272 620 000	213 894 549	4,1%
SW	6 120 272 473	24 499 998	0,4%	7 422 215 819	30 999 092	0,4%	13 542 488 292	55 499 090	0,4%
Total	40 734 134 696	2 011 285 964	5%	202 418 164 590	10 950 197 157	5%	243 152 299 286	12 961 483 121	5%

En valeur, les réceptions des prestations restent en dessous de 6%. Toutefois, certaines Régions comme

le Nord et l'Adamaoua ont des taux respectifs de 47,8% et 24,6%.

Tableau 91: Récapitulatif des marchés réceptionnés par nature de prestations, en nombre

Nature de prestation	Semestre 1			Semestre 2			Total Annuel		
	P	R	%	P	R	%	P	R	%
AG	502	39	7,8%	581	107	18%	1083	146	13%
BEC	426	28	6,6%	1254	254	20%	1680	282	17%
RIR	104	3	2,9%	403	17	4%	507	20	4%
AI	180	4	2,2%	800	70	9%	980	74	8%
SPI	78	0	0,0%	464	4	1%	542	4	1%
Total	1290	74	5,7%	3502	452	13%	4792	526	11%

Suivant la nature des prestations en nombre, Les BEC occupent le premier rang avec 17% suivi des AG

avec 13%. Les autres prestations restent en dessous de 10%.

Tableau 92: Récapitulatif des marchés réceptionnés par nature de prestations, en montant

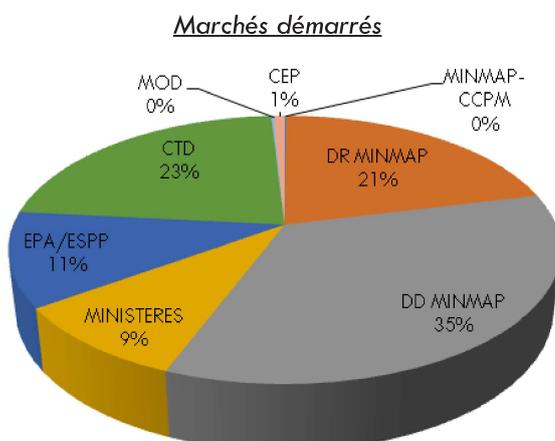
Nature de prestation	Semestre 1			Semestre 2			Total Annuel		
	P	R	%	P	R	%	P	R	%
AG	18 785 093 674	1 246 750 348	7%	45 190 222 177	3 938 070 476	9%	63 975 315 851	5 184 820 824	4.85%
BEC	10 103 949 835	629 839 001	6%	73 466 871 829	5 196 266 268	7%	83 570 821 664	5 826 105 269	11.53%
RIR	4 276 734 800	74 753 465	2%	33 094 043 041	422 869 929	1%	37 370 777 841	497 623 394	4.14%
AI	5 112 050 057	59 943 150	1%	27 164 231 538	1 261 163 341	5%	32 276 281 595	1 321 106 491	4.16%
SPI	2 456 306 330	0	0%	23 502 796 005	131 827 143	1%	25 959 102 335	131 827 143	1.64%
TOTAL	40 734 134 696	2 011 285 964	5%	202 418 164 590	10 950 197 157	5%	243 152 299 286	12 961 483 121	5%

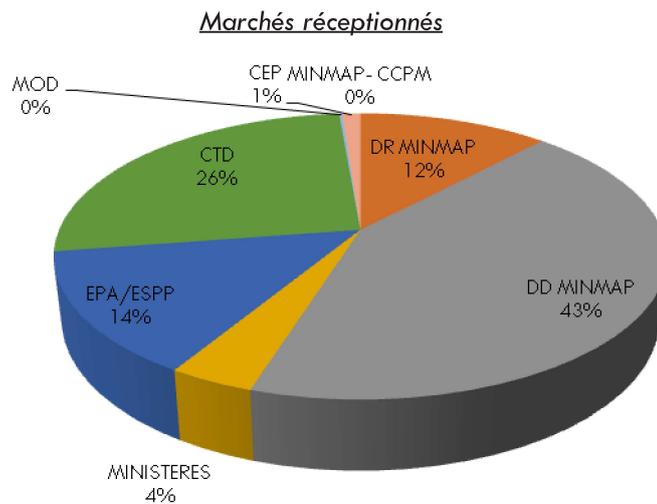
3. Synthèse globale des marchés signés, démarrés et réceptionnés

Tableau 93 : Synthèse des marchés démarrés et réceptionnés par catégorie d'Autorité contractante, en nombre

Autorité Contractante	Marchés signés			Marchés démarrés			Marchés réceptionnés		
	P	R	%	P	R	%	P	R	%
MINMAP-CCPM	218	4	2%	214	3	1%	112	0	0%
DR MINMAP	755	509	67%	768	453	59%	752	63	8%
DD MINMAP	1267	785	62%	1272	745	59%	1246	225	18%
Sous-Total MINMAP	2240	1298	58%	2254	1201	53%	2110	288	14%
MINISTERES	585	247	42%	588	200	34%	505	20	4%
EPA/ESPP	941	173	18%	930	245	26%	789	73	9%
CTD	1285	554	43%	1291	483	37%	1186	137	12%
MOD	10	4	40%	10	4	40%	9	1	11%
CEP	259	23	9%	258	16	6%	193	6	3%
Total	5320	2299	43%	5331	2149	40%	4792	525	11%

1. **Graphique 16:** Marchés démarrés et réceptionnés





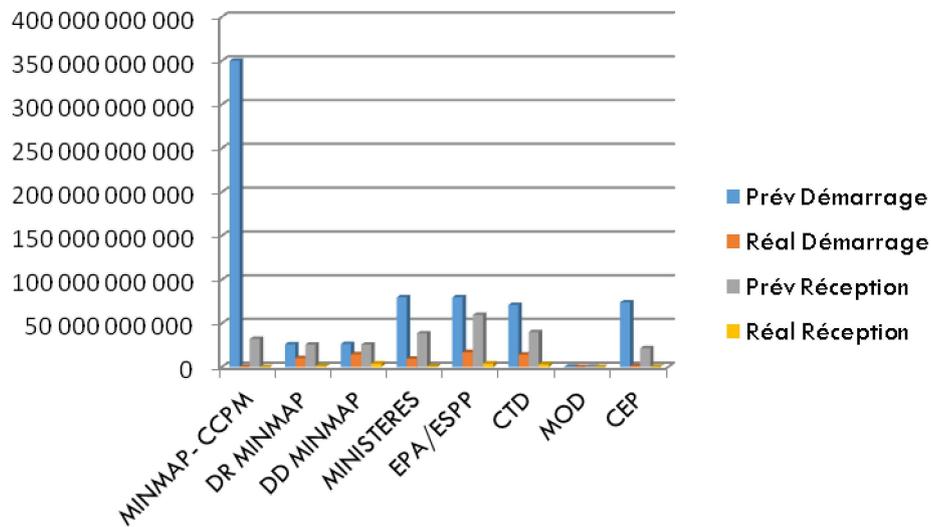
L'évaluation globale de l'exécution des marchés pour l'exercice 2018 met en relief le contraste entre les faibles taux des réalisations et les prévisions. Cette faible performance de l'exécution trouve sa source dans un ensemble de facteurs agissant de concert, notamment les erreurs d'estimations

et les problèmes structurels relevés plus haut. Aussi, pourrait-on questionner la crédibilité des plans de passation élaborés par les différentes administrations, et l'effectivité du partage d'information entre les acteurs impliqués dans la chaîne de passation et d'exécution des marchés.

Tableau 94 : Synthèse des marchés démarrés et réceptionnés par catégorie d'Autorité contractante, en montant

Autorité Contractante	Marchés Signés			Marchés Démarrés			Marchés Réceptionnés		
	P	R	%	P	R	%	P	R	%
MINMAP- CCPM	356 566 916 111	272 236 564	0,1%	350 092 064 111	227 536 894	0,1%	32 148 715 683	0	0,00%
DR MINMAP	25 317 315 386	12 594 766 287	50%	26 003 840 386	10 175 214 227	39%	25 604 340 386	1 036 677 502	4,05%
DD MINMAP	26 149 156 519	15 322 285 576	59%	26 199 656 519	14 581 742 351	56%	25 473 156 519	4 088 014 860	16,05%
Sous-Total MINMAP	408 033 388 016	28 189 288 427	7%	402 295 561 016	24 984 493 472	6%	83 226 212 588	5 124 692 362	6,16%
MINISTÈRES	78 954 482 100	15 030 248 922	19%	79 804 482 100	9 407 510 918	12%	38 600 901 500	684 650 497	1,77%
EPA/ESPP	80 568 192 874	9 776 897 936	12%	79 900 114 474	16 982 766 992	21%	59 701 669 228	3 933 079 477	6,59%
CTD	70 796 685 497	17 270 724 974	24%	70 947 836 497	14 273 477 465	20%	39 944 294 761	3 074 541 172	7,70%
MOD	243 000 000	111 805 187	46%	243 000 000	101 623 657	42%	216 000 000	21 599 830	10,00%
CEP	73 968 300 223	865 179 383	1%	73 876 300 223	1 028 656 867	1%	21 463 221 209	122 919 783	0,57%
Total	712 564 048 710	71 244 144 829	10%	707 067 294 310	66 778 529 371	9%	243 152 299 286	12 961 483 121	5,33%

Graphique 17: Répartition des valeurs des opérations exécutées en 2018 par rapport aux prévisions (montant en milliard de FCFA)



B- CAS DES PROJETS SPECIFIQUES

Les projets spécifiques comprennent les procédures pendantes, les programmes ponctuels mis en place par l'Etat, les travaux en régie, les plans d'urgence et les projets non-programmés.

1. Cas des procédures pendantes (2017-2018)

Les procédures pendantes sont celles lancées avant 2018, dont l'exécution s'est poursuivie en 2018. On dénombre 510 marchés de ce type pour une valeur dépassant 167 milliards. 321 d'entre eux d'une valeur supérieure à 18 milliards sont actuellement réceptionnés.

Tableau 95: Situation de l'exécution des marchés signés en 2017 et exécutés en 2018 (démarrage-réception)

Région	Démarrés en nombre	Démarrés en montant	Réceptionnés en nombre	Réceptionnés en montant
AD CENT	103	138 137 874 634	11	825 257 499
AD	14	787 975 426	15	574 529 817
CE	195	15 354 908 242	73	5 067 843 728
EN	49	1 902 502 171	51	1 550 407 511
ES	19	878 889 344	22	1 059 171 229
LT	53	2 857 016 977	26	678 147 420
NO	36	4 227 397 000	79	6 909 324 331
NW	4	76544840	4	204197655
OU	22	1632072778	14	774 276 865
SU	6	458067906	17	677 058 305
SW	9	941 576 374	9	202 244 998
Total	510	167 254 825 692	321	18 522 459 358

2. Autres projets non-programmés

Au cours de l'exercice 2018, l'on enregistre 1 616 projets non-programmés dont les marchés ont été

signés. 1 103 de ces marchés ont démarré et 132 ont été réceptionnés.

Tableau 96 : Situation de l'exécution des projets non programmés

Autorité Contractante	Marchés Programmés			Marchés non Programmés			Pourcentages		
	SIG	DEM	REC	SIG	DEM	REC	SIG	DEM	REC
MINMAP-CCPM	218	214	112	2	2	0	1%	1%	0%
DRM	755	768	752	117	79	10	15%	10%	1%
DDM	1267	1272	1246	137	127	16	11%	10%	1%
Total MINMAP	2240	2254	2110	256	208	26	11%	9%	1%
MIN	585	588	505	591	266	21	101%	45%	4%
EPA/ESPP	941	930	789	423	356	35	45%	38%	4%
CTD	1285	1291	1186	272	221	45	21%	17%	4%
MOD	10	10	9	29	21	3	290%	210%	33%
CEP	259	258	193	45	31	2	17%	12%	1%
Total	5320	5331	4792	1616	1103	132	30%	21%	3%

Tableau 97 : Situation de l'exécution des projets non programmés par Région et Administration Centrale

Niveau de Suivi	Marchés Programmés			Marchés non Programmés			Pourcentages		
	SIG	DEM	REC	SIG	DEM	REC	SIG	DEM	REC
ADM CENT	1070	1067	814	635	296	23	59%	28%	3%
AD	297	297	292	36	34	10	12%	11%	3%
CE	1191	1184	1026	381	339	32	32%	29%	3%
EN	553	556	528	149	123	21	27%	22%	4%
ES	242	242	239	38	31	7	16%	13%	3%
LT	624	623	564	111	63	4	18%	10%	1%
NO	331	331	317	108	107	18	33%	32%	6%
NW	225	225	226	18	11	1	8%	5%	0%
OU	320	338	325	47	32	10	15%	9%	3%
SU	200	201	196	58	35	4	29%	17%	2%
SW	267	267	265	35	32	2	13%	12%	1%
Total	5320	5331	4792	1616	1103	132	30%	21%	3%

Au cours de la période sous revue, l'Administration Centrale arrive en tête avec 635 projets dont les marchés ont été signés. La Région du Centre affiche 381 projets non programmés signés,

suivie des Régions de l'Extrême Nord et du Littoral avec respectivement 149 et 111 projets dont les marchés ont été signés.

3. Synthèse globale des réalisations (marchés inscrits et non-programmés)

A titre de rappel, l'écart entre les réalisations et les prévisions des marchés programmés reste

élevé. Quant aux marchés non programmés, les mesures ne sont pas prises par les maîtres d'ouvrages pour programmer tous les marchés et actualiser les plans de passation.

Tableau 98 : Synthèse des réalisations, en nombre (marchés programmés et non-programmés)

Autorité Contractante	Marchés signés			Marchés démarrés			Marchés réceptionnés		
	P	R	%	P	R	%	P	R	%
MINMAP-CCPM+PLANUT	218	44	20%	214	47	1.45	112	1	0.00
DRM	755	742	98%	768	577	87.21	752	140	21.95
DDM	1267	995	79%	1272	935	61.60	1246	304	34.26
Total MINMAP	2240	1781	80%	2254	1559	69%	2110	445	21%
MIN	585	871	149%	588	503	26.12	505	50	5.21
EPA/ESPP	941	833	89%	930	765	31.18	789	214	12.92
CTD	1285	1019	79%	1291	863	42.89	1186	271	23.07
MOD	10	34	340%	10	25		9	4	
CEP	259	107	41%	258	80	10.61	193	15	6.21
TOTAL	5320	4645	87%	5331	3795	71%	4792	999	21%

Tableau 99 : Synthèse des réalisations par rapport aux projets identifiés, en nombre (marchés programmés et non-programmés)

Désignation	Projets identifiés	Réalisation globale	%
Marchés signés	6936	4645	67%
Marchés démarrés	6434	3795	59%
Marchés réceptionnés	4924	999	20%

Le tableau 103 illustre la situation des marchés signés, démarrés et réceptionnés par rapport au volume global des projets identifiés. A

titre illustratif, l'on observe que sur les 6936 marchés à signer, 4645 l'ont été, soit un taux de signature de 67%.

Graphique 18 : Synthèse globale marchés démarrés et réceptionnés (en nombre)

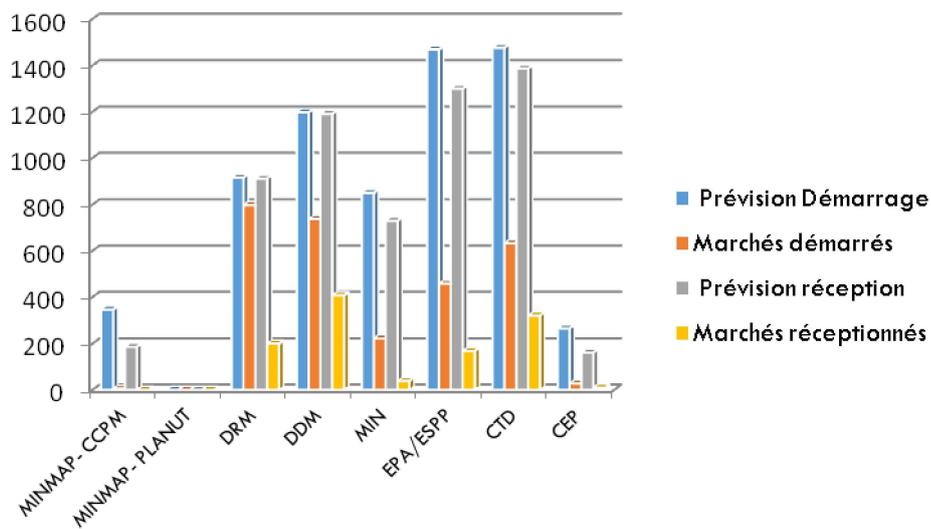


Tableau 100 : Synthèse des réalisations, en montant (marchés programmés et non-programmés)

Autorité Contractante	Marchés Signés			Marchés Démarrés			Marchés Réceptionnés		
	P	R	%	P	R	%	P	R	%
MINMAP- CCPM	356 566 916 111	77 401 477 717	22%	350 092 064 111	36 458 979 349	10%	32 148 715 683	451 640 880	1,40%
DRM	25 317 315 386	25 265 440 583	100%	26 003 840 386	17 593 285 609	68%	25 604 340 386	5 223 457 514	20,40%
DDM	26 149 156 519	19 955 910 121	76%	26 199 656 519	18 754 904 698	72%	25 473 156 519	5 855 930 610	22,99%
Total MINMAP	408 033 388 016	122 622 828 421	30%	402 295 561 016	72 807 169 656	18%	83 226 212 588	11 531 029 004	13,86%
MIN	78 954 482 100	420 354 309 488	532%	79 804 482 100	390 744 545 409	490%	38 600 901 500	2 239 718 285	5,80%
EPA/ESPP	80 568 192 874	79 070 784 843	98%	79 900 114 474	66 869 392 295	84%	59 701 669 228	15 241 086 911	25,53%
CTD	70 796 685 497	83 636 548 736	118%	70 947 836 497	67 190 811 109	95%	39 944 294 761	16 869 815 969	42,23%
MOD	243 000 000	1 516 123 469	624%	243 000 000	884 149 709	364%	216 000 000	150 069 118	69,48%
CEP	73 968 300 223	11 208 973 055	15%	73 876 300 223	10 350 681 397	14%	21 463 221 209	975 918 809	4,55%
TOTAL	712 564 048 710	718 409 568 012	101%	707 067 294 310	608 846 749 575	86%	243 152 299 286	47 007 638 096	19,33%

C - DÉLAIS D'EXÉCUTION DES MARCHES PUBLICS

1. Analyse des délais d'exécution des marchés

Sur un échantillon de 2286 marchés exécutés et réceptionnés représentant 98% des 2237 marchés réceptionnés en 2018, l'on constate que 46 %

desdits marchés sont exécutés dans les délais et 52 % de ces marchés sont exécutés au-delà des délais contractuels.

Tableau 101 : Délais d'exécution des marchés

Autorité Contractante	Nombre de Marchés réceptionnés	Echantillon marchés déjà Réceptionnés		Marchés exécutés dans les Délais		Marchés exécutés en retard	
		(Nbre)	(%)	(Nbre)	(%)	(Nbre)	(%)
MINMAP-CCPM	1	1	100%	0	0%	1	100%
DRM	374	372	99%	178	48%	194	52%
DDM	755	743	98%	342	45%	401	53%
Sous-Total MINMAP	1130	1116	99%	520	46%	596	53%
MIN	83	67	81%	42	51%	25	30%
EPA/ESPP	406	403	99%	184	45%	219	54%
CTD	637	623	98%	284	45%	339	53%
MOD	4	4	100%	4	100%	0	0%
CEP	26	24	92%	11	42%	13	50%
TOTAL	2286	2237	98%	1045	46%	1192	52%

2. Situation des pénalités de retard

Tableau 102: Synthèse des données sur les décomptes rejetés par le MINMAP pour non-prise en compte des pénalités de retard

	N°	NOMBRE DE DECOMPTES OU FACTURES REJETES	MONTANT CUMULE DES DECOMPTES REJETES
1	MOD	187	4 314 500 340
TOTAL			4 314 500 340

Au cours de l'exercice 2018, le MINMAP a rejeté 187 décomptes d'une valeur de 4 314 500 340 FCFA en prescrivant la prise en compte des pénalités

de retard dont le montant total effectivement appliquées s'élève à 4 266 310 215 F CFA.

D- ETAT DES DEPERDITIONS DES OPERATIONS D'EXECUTION

1. Marchés résiliés

Tableau 103 : Marchés résiliés

Autorité contractante	Projets passés 2018	Projets passés avant 2018	Total 2018
MINMAP-CCPM		1	1
DRM		4	4
DDM	1	3	4
Sous-Total	1	8	9
MIN	5	24	29
EPA/ESPP	5	16	21
CTD	4	33	37
CEP		5	5
TOTAL	15	86	101

2. Chantiers abandonnés

Entre 2015 et 2018, au moins 510 chantiers ont été abandonnés pour des motifs divers parmi lesquels l'absence de maturation des projets. Toutefois, les proportions de l'abandon des chantiers restent encore au-dessus des marges tolérables. Dans les

Ministères, un total de 47 chantiers abandonnés a été décompté avec en tête le secteur des télécommunications, suivi du secteur de l'Habitat et du Développement Urbain avec respectivement 12 et 11 cas de chantiers abandonnés.

Tableau 104 : Chantiers abandonnés

Autorité Contractante	Abandonnés 2015-2018
Régions	420
MIN	47
EPA/ESPP	42
TOTAL	509

Dans les Etablissements et Entreprises Publiques, un total de 42 chantiers abandonnés est répartie parmi 08 principales administrations en tête desquelles vient la SIC avec 18 cas identifiés, suivi de la SOPECAM avec 09 cas dénombrés.

Au niveau régional, toutes les dix Régions sont concernées. La palme d'or revient à la Région du Sud avec 116 cas. (Il faut néanmoins indiquer que ce chiffre élevé s'explique en partie par les lots des marchés de forages). La Région de l'Ouest suit avec 90 cas identifiés.

Tableau 105 : Chantiers abandonnés dans les régions

Situation des chantiers abandonnés dans les régions										
AD	CE	ES	EN	LT	NO	NW	OU	SU	SW	TOTAL
32	21	25	26	68	15	13	90	116	14	420

3. Synthèse des déperditions des opérations d'exécution des marchés publics

Tableau 106: Synthèse des déperditions de la phase exécution des procédures lancées en 2018

Autorité Contractante		Nombre marchés signés	Nombre marchés démarrés	Nombre chantiers abandonnés	Nombre marchés résiliés	Total déperditions
MINMAP-CCPM+PLANUT		44	47	0	1	1
Région	DRM	742	577	420	4	465
	DDM	995	935		4	
	CTD	1019	863		37	
	MOD	34	25		0	
MIN		871	503	47	29	76
EPA/ESPP		833	765	42	21	63
CEP		107	80	0	5	5
TOTAL		4645	3795	509	101	610

L'on enregistre un total de 610 déperditions au cours de cette année sur des procédures initiées depuis 2015. Les Délégations Régionales et Départementales du MINMAP, les CTD et les MOD des Régions comptent le grand nombre (465).

TROISIEME PARTIE

ACTIVITES DE SURVEILLANCE ET DE FACILITATION DU SYSTEME DES MARCHES PUBLICS

SECTION 1

ETAT DE LA COLLECTE DES DOCUMENTS DES MARCHES PUBLICS

La collecte et la centralisation des documents générés par l'ensemble des acteurs s'effectuent à travers le réseau de collecte mis en place par l'Agence. Lesdits documents constituent majoritairement la base de l'activité de régulation des marchés publics. Ils permettent également de dresser les statistiques en fonction du type de documents et des acteurs responsables de leur production, de leur transmission et aussi, la mise à jour de la banque des données dynamique tenue par l'Agence.

Au plan réglementaire, la collecte et la transmission des documents est encadrée par un ensemble de dispositions au rang desquelles les articles 19 (3) (4), et 123 (6) du Code des Marchés Publics.

A- TYPOLOGIE ET NOMBRE DE DOCUMENTS COLLECTES PAR COMMISSIONS CENTRALES, MINISTERIELLES ET REGIONALES

Les documents collectés au 31 décembre 2018 comprennent ceux produits durant l'exercice 2018 ainsi que ceux issus du rattrapage des exercices antérieurs. Il n'est pas superflu de préciser la nature de ces documents parmi lesquels on distingue :

- les Avis d'appels d'offres et les Avis de sollicitation à manifestation d'intérêt ;
- les dossiers d'appel d'offres ;
- les offres des soumissionnaires ;
- les rapports d'analyse des offres ;
- les décisions d'attribution ;
- les feuillets des registres infalsifiables ;
- les rapports des Présidents des CPM ;

- les marchés et avenants signés ;
- les ordres de service de démarrage des prestations ;
- les rapports des ingénieurs de Marchés ou des Maîtres d'œuvres ;
- les feuillets des registres des marchés, lettres commandes et avenants signés ;
- les attachements et décomptes ;
- les procès-verbaux de réception ;
- les actes administratifs relatifs à la création des CPM, à leur constatation et aux sanctions des acteurs.

1. Phase de passation

Sont présentés ici les documents de consultation collectés ainsi que ceux d'attributions.

Sur la base de la collecte par type des documents, l'on note que pour 5439 appels d'offres lancés au 31 Décembre 2018, 5439 avis d'appels d'offres et 5439 DAO ont été collectés soit un taux global de collecte de 100 % pour les avis d'appels d'offres et 100% pour les DAO.

Tableau 107: DAO et AO collectés en 2018

Région	Nombre d'AO lancés	Nombre d'AO collectés	Taux	Nombre de DAO collectés	Taux
ADM CENT	1241	1241	100%	1241	100%
AD	267	267	100%	267	100%
CE	1161	1161	100%	1161	100%
EN	479	479	100%	479	100%
ES	206	206	100%	206	100%
LT	512	512	100%	512	100%
NO	464	464	100%	464	100%
NW	272	272	100%	272	100%
O U	412	412	100%	412	100%
SU	203	203	100%	203	100%
SW	222	222	100%	222	100%
Total	5439	5439	100%	5439	100%

Sous la période de référence, **5 596** décisions d'attributions ont été collectées, soit un taux global de collecte de 95 % par rapport au nombre global de marchés attribués. Ces chiffres affichent un seuil de performance acceptable. Seule l'activité

au niveau de l'Administration Centrale où l'on enregistre un score de 85 %, bien qu'en légère amélioration par rapport à 2017 (83,89 %), est resté sous le seuil de 90% de taux de collecte.

Tableau 108: Décisions d'attributions collectées en 2018

Région	Nombre de marchés attribués (A)	Nombre de décisions d'attrib . Collectées (B)	Taux (B/A)
ADM CENT	1663	1414	85%
AD	330	330	100%
CE	1204	1200	100%
EN	525	525	100%
ES	219	217	99%
LT	542	515	95%
NO	420	401	95%
NW	240	214	89%
OU	357	343	96%
SU	251	228	91%
SW	219	209	95%
TOTAL	5864	5596	95%

2. Phase d'exécution

La consolidation des acquis dans la stratégie de collecte des documents de cette phase a permis de collecter **3 687** Ordres de Services de Démarrage des travaux sur **3 795** marchés

démarrés soit un taux de 97 % et **797** Procès-Verbaux de réception des travaux sur **999** marchés réceptionnés soit 80 %. C'est le lieu de rappeler que ces Procès-Verbaux concernent en majorité les projets passés en 2017.

Tableau 109: Ordres de Services de Démarrage des travaux collectés en 2018

Région	Nombre de marchés démarrés	Nombre d'OSD collectés	Taux
ADM CENT	615	615	100%
AD	309	302	98%
CE	964	965	100%
EN	407	401	99%
ES	172	143	83%
LT	250	238	95%
NO	408	402	99%
NW	90	82	91%
OU	295	292	99%
SU	143	142	99%
SW	142	105	74%
TOTAL	3795	3687	97%

Tableau 110: Procès-Verbaux de réception collectés en 2018

Région	Nombre de marchés réceptionnés	PV de réception provisoire	taux
ADM CENT	60	12	20%
AD	130	120	92%
CE	169	160	95%
EN	148	138	93%
ES	64	64	100%
LT	69	53	77%
NO	244	162	66%
NW	14	14	100%
OU	54	46	85%
SU	31	19	61%
SW	16	9	56%
TOTAL	999	797	80%

B- RÉSULTATS DE LA COLLECTE PAR PHASE DES OPÉRATIONS

Au cours de la période sous revue, sur une prévision de **323 947** documents attendus, **125 019** ont été collectés toutes phases confondues, soit un taux de collecte global de **39 %**. Ce taux reste globalement non satisfaisant malgré les scores sur les DAO et les Attributions collectés.

Considérant l'ensemble des documents à collecter par phase, le tableau ci-dessous présente les données suivantes :

En phase passation, la collecte au niveau de l'Administration Centrale reste faible, soit un taux de 42%. Bien en dessous du taux moyen de **53 %** qui lui-même contraste lui aussi avec le taux de collecte des avis et des décisions d'attributions. Des efforts doivent être faits pour améliorer la collecte des autres documents de cette phase.

En phase exécution, la collecte est davantage faible avec un taux moyen de **8 %** sur les documents attendus (**101 733**).

Tableau 111: Documents collectés par Régions et au niveau central

Niveau de Suivi	Phase passation			Phase exécution			Total		
	Attendus	Collectés	%	Attendus	Collectés	%	Attendus	Collectés	%
SC	62056	26329	42%	17919	943	5%	79975	27272	34%
AD	11748	7100	60%	8191	1058	13%	19939	8158	41%
CE	47328	25356	54%	26298	1549	6%	73626	26905	37%
EN	17602	12236	70%	11052	841	8%	28654	13077	46%
ES	7392	4623	63%	3876	336	9%	11268	4959	44%
LT	20950	9158	44%	6653	563	8%	27603	9721	35%
NO	16202	8297	51%	10992	805	7%	27194	9102	33%
NW	9734	5192	53%	2213	192	9%	11947	5384	45%
OU	12776	9520	75%	7926	927	12%	20702	10447	50%
SU	7956	4320	54%	3778	199	5%	11734	4519	39%
SW	8470	5155	61%	2835	320	11%	11305	5475	48%
TOTAL	222214	117286	53%	101733	7733	8%	323947	125019	39%

SECTION 2

PROMOTION DE LA GOUVERNANCE DANS LE SYSTÈME DES MARCHES PUBLICS

Le contrôle *a priori* des procédures est exercé par les Observateurs Indépendants (OI). Ces acteurs concourent à la promotion de la gouvernance et sont affectés auprès des CPM pour les projets dont le montant cumulé des lots est au moins égal à FCFA 50 000 000.

A- SUIVI DES ACTIVITES DES OBSERVATEURS INDÉPENDANTS

Au cours de la période de référence, **116** Observateurs Indépendants (personnes physiques et morales) ont produit **3600** rapports d'observation (sur **5889** attendus), contenant des dysfonctionnements qui ont donné lieu aux actes de régulation.

Tableau 112: Tableau de répartition des Rapports des Observateurs Indépendants par Commission

Types de Commissions	Rapports relatifs aux séances de CPM		Rapports relatifs aux sessions de sous-commission d'analyse		Rapports périodiques		Total rapports produits	
	Att	Reçus	Att	Reçus	Att	Reçus	Att	Reçus
CCPM	61	218	22	195	20	3	103	416
CRPM	295	300	49	66	5	7	349	373
CDPM	1	1	0	0	2	2	3	3
Total MINMAP	357	519	71	261	27	12	455	792
CMPM	3359	588	771	292	188	12	4318	892
CSPM	294	523	65	195	196	4	555	722
CIPM_EPA	161	562	34	138	11	50	206	750
CIPM_CT D	285	356	64	79	6	9	355	444
TOTAL	4456	2548	1005	965	428	87	5889	3600

B- ÉTAT DES RECOURS ET REQUÊTES

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur avant le décret N° 2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics, tout soumissionnaire qui s'estime lésé peut introduire un recours auprès du MINMAP, du Comité d'Examen des Recours ou du Maître d'ouvrage avec copie à l'ARMP. Ce dernier disposant de dix (10) jours pour donner suite à d'éventuelles demandes d'avis techniques du MINMAP le cas échéant, ou de réguler la procédure dans les meilleurs délais.

Dans ce cadre, au 31 décembre 2018 sur la base

des 597 recours reçus à l'Agence toutes phases confondues, 186 ont été jugés fondés, soit un taux d'environ 31% et 411 non fondés correspondant à un taux d'environ 69 % des recours non fondés.

Ces scores sont tout à fait nuancés selon que l'on soit en phase passation ou en phase exécution.

En effet en phase passation l'Agence a dénombré environ 70 % de revendications fondées sur les 237 reçues, alors qu'en phase exécution, 94% ont été jugées non fondées sur les 360 reçues.

Tableau 113 : Recours reçus et traités par étape de procédure

Phase de la Procédure	Nombre fondé	(%Fondé)	Nombre Non fondé	(%Non fondé)	TOTAL
PASSATION	166	70%	71	30%	237
EXÉCUTION	20	6%	340	94%	360
TOTAL	186	31%	411	69%	597

C- ANALYSE DES IRRÉGULARITÉS

Dans le cadre des activités de surveillance, l'Agence a décelé, en 2018, **3196** irrégularités toutes procédures confondues. Celles-ci peuvent être classées soit en fonction de leurs natures, soit par catégories d'acteurs impliqués. (Cf. annexe, état de quelques irrégularités observées par étapes de procédures).

1. Données essentielles

Les irrégularités relevées par source d'informations sont au nombre 2038 dont 203 constatées au niveau central et 1835 au niveau régional. Il convient de relever que 90% des irrégularités décelées par les Centres Régionaux ont pour source d'information le quotidien Cameroon Tribune, les documents collectés et le JDM, et 92 % proviennent des rapports d'OI ; la même tendance s'observe au niveau de l'Administration Centrale avec 192 irrégularités recensées (soit un taux de 10,26%) émanant du journal Cameroon Tribune, JDM , documents collectés ; tandis que 11 irrégularités de la même Administration Centrale émanent des rapports d'OI (soit 8,09%).

Tableau 114: Irrégularités par sources d'informations

Source du dysfonctionnement	Administration centrale		Centres régionaux		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Rapport d'observation OI	11	8,1%	125	92%	136	100
JDM, Cameroun Tribune et Documents de collecte	192	10,1%	1710	90%	1902	100
TOTAL	203	10%	1835	90%	2038	100

Les principales irrégularités relevées pendant la période de référence, sont les suivantes:

- non-respect des règles de publicité des avis d'appels d'offres ;
- non-conformité des DAO ;
- non-respect des règles de compétence des commissions ;
- non convocation de l'observateur indépendant ;
- non-respect des dates et heures limites de dépouillement ;

- évaluation biaisée des offres ;
- violation des critères d'attribution du marché ;
- disqualification abusive de certains soumissionnaires ;
- non-respect des délais de procédure ;
- défaut de publication des résultats d'attribution ;
- non-respect des dispositions relatives aux avenants et aux marchés de gré à gré,
- non imputation des pénalités de retard ;

- défaillance technique ou financière des entreprises ;
- suivi laxiste de l'exécution des prestations ;
- non-paiement des prestations;
- absence ou mauvaise qualité des études préalables;

- exécution des travaux supplémentaires sans signature préalable d'un Ordre de Service y relatifs;
- mauvaise exécution des prestations ;
- abandon des chantiers.

Tableau 115: Irrégularités par étapes de procédure, en nombre

Etape procédure	SIEGE	AD	CE	EN	ES	LT	NO	NW	OU	SU	SW	Total	%
Programmation		3	15		1				10			29	1,42%
Examen DAO	129	12	25	1	0	6	40	1	8	22	1	245	12,02%
Lancement AO	25	147	524	60	14	36		5	161	6	5	983	48,23%
Depouillement des Offres	9	5	112	8	25	5	10	0	62	4	0	240	11,78%
Analyse des Offres	4	8	21	1	6	3	6	2	6	1	1	59	2,89%
Attribution	33	21	39	25	7	15	3	6	31	3	18	201	9,86%
Examen Projet Marche	2	3	20	6	0	6	3	0	41	29	0	110	5,40%
Signature Marche		11	2					4	8	28		53	2,60%
Démarrage		7	2					1		3		13	0,64%
Exécution		2	52	1		1			31	1		88	4,32%
Autres	1	1	3	5	1	3	1	0	1	1	0	17	0,83%
TOTAL	203	220	815	107	54	75	63	19	359	98	25	2038	100%

La répartition des irrégularités par étapes de procédure conformément au tableau ci-dessus révèle qu'en phase de lancement/publication, l'on enregistre le plus grand nombre d'irrégularités à savoir 983 sur un total de 2038 ; soit un taux de 48,23 % cela pourrait s'expliquer par les

nombreuses dérives observées à cette phase. La phase d'examen de DAO suit avec un taux de 12,02%. De manière générale, le Centre enregistre le plus grand nombre d'irrégularités dans le déroulement des procédures (soit 40 %) ; suivi de l'Ouest (18%).

Tableau 116: Irrégularités par catégorie d'acteurs, en nombre

Niveau de Suivi	MINMAP				AUTRES ACTEURS									Total
	MINISTRE	DDM	DRM	CPM	CPM	MO/MOD	MIN	EPA	CTD	PR J	OI	SOUSSI ONNAIRE	AUTRES	
SC	2			11	85	1	45	2	0	19		7	31	203
AD		147	15	8		6	3	5	35				1	220
CE		132	55	14	41	97	10	230	141		44		51	815
EN		8	8	4	3	10	1	25	45		1		2	107
ES		2	2	16	2	13	7		4				8	54
LT		17	1	1	6	14	10	11	11		1		3	75
NO				19	4	20	6	12	1		1			63
NW		5		1	0	3		3	5				2	19
OU		16	37	52	53	54	14		102				31	359
SU		53		2	0	1			20				22	98
SW		3	6	3	0	2	1	5					5	25
TOTAL	2	383	124	131	194	221	97	293	364	19	47	7	156	2038

Du point de vue de la répartition par catégorie d'acteurs, les Délégués Départementaux du MINMAP et Collectivités Territoriales Décentralisées sont auteurs du plus grand nombre de dysfonctionnements (respectivement 383 et 364). Les Cellules d'Exécution des Projets et les Ministères quant à eux, totalisent le moins d'irrégularités.

2. Principales irrégularités relevées et illustration des cas saillants par phase de procédures

a- S'agissant de la phase de lancement de l'Appel d'Offres (examen du DAO et publication)

Les principaux dysfonctionnements relevés à cette phase, portent sur :

- Vente irrégulière des DAO ou dissimulation des DAO dans la commune de BAZOU ; AO N° 002 et N° 003/AONO/C-BAZOU/CIPM/BIP/2018 concernant respectivement la construction du CSI de NDIPTA III et les travaux d'électrification de NJEUNTA dans l'Arrondissement de BAZOU
- le DAO non conforme aux Dossiers Type d'Appel d'Offres (DTAO) ; c'est le cas des AO N° 003/AONO/CHUY/CIPM/2018 relatifs à la fourniture et l'installation de 12 générateurs de dialyse, quinze fauteuils de dialyse, la réhabilitation d'un osmoseur et la révision générale de l'unité de traitement d'eau ; Appel d'Offres N° 041/AONO/CHUY/CIPM/18 pour la fourniture de 05 pick-up 4*4 double cabine à la CUY ;
- le non-respect du principe de libre concurrence et de transparence des procédures, AO N° 188/AONO/CHUY/CIPM/18 pour l'acquisition d'un véhicule 4*4 station wagon ;

- le non-respect des délais réglementaires pour la remise des offres, AO N° 000003/AONR/APME/CIPM/18 pour l'informatisation du dispositif de facilitation de l'accès aux services non financiers à l'APME ;
- non publication de l'AMI en phase de pré-qualification, AMI N°001/AMI/MINCO-MMERCE/DRAD/2018.

b- S'agissant de la phase d'ouverture des plis et d'analyse des offres :

Les principales irrégularités relevées à cette phase concernent :

- le non-respect de l'heure d'ouverture des plis, AO N° 058/AONO/CHUY/CIPM/18 pour la fourniture et la pose des illuminations des fêtes de fin d'années ; AO N°012/AONO/CDPM//AONO/CHUY/CIPM/ 2018 pour l'électrification rurale de l'axe AKOLO EKOKO dans l'Arrondissement de Mengang (NYONG ET MFOUMOU) ; AO N° AONO/CHUY/CIPM/ 2018;
- faux et usage de faux, AO N° 003/AONO/CHUY/CIPM/2018 relatifs à la fourniture et l'installation de 12 générateurs de dialyse, quinze fauteuils de dialyse, la réhabilitation d'un osmoseur et la révision générale de l'unité générale de traitement d'eau ;
- retard dans le démarrage des travaux et réception des plis hors délais, dénonciation des mauvaises pratiques au sein de la CIPM de la Mairie d'EBONE dans le LITTORAL ; AO N° 3 et 4/AONO/DDMAPMGO/17 relatifs à l'équipement en matériel médical aux CSI de KONGNINE et MAMBELLON, suite à la requête des ETS WAYIT en avril 2018 ;
- mauvaise évaluation des offres, AO N° 11/AONO/PR/MINMAP/DR-OU/DD-HP/CDPM-AI/2018 relative à

l'électrification rurale dans la localité de KAFFO KEKREUM dans le Département des Hauts plateaux à l'OUEST ;

- élimination abusive des offres, AO N° 07/AONO/DDMAP/CDPM/SPM/2018 pour les travaux de construction d'un bloc de 02 salles de classe aux CES de TAGBOUM et de HANGLOA, suite à la requête des ETS BAMAYI SEY ALLAY en février 2018.

c- S'agissant de la phase d'Attribution :

Parmi les dysfonctionnements relevés à cette phase, figurent :

- élimination abusive des offres du recourant, DC N° 04 achat petit équipement et matériel pour travaux en régie à la CUD, défaut d'indication des motifs d'élimination du recourant ETS 2M CENTER. AO N° 07/AONO/DDMINMAP/NKAM/CDPM/18 pour la construction de 02 salles de classe+ un bureau et secrétariat du Directeur à la SAR/SM de BENGA, élimination abusive du recourant JEROME SERVICES ; AO N° 2/DC/HYDRAC/CIPM ; DC N°001/DC/AC/CDPM-DJ/DDEPAT-DJ/2018 pour l'équipement de la DD/MINEPAT/DJEREM ;
- non transmission par l'AC du rapport d'analyse des offres à l'ARMP, OA N° 009/AONO/CIPM/FEICOM/2018 pour la fourniture des véhicules au FEICOM ;
- contestation fondée des résultats d'attribution, AO N° 003/AONO/BANGEM COUNCIL/TB/2018 pour la construction du marché central de BANGEM ; 046.17/AONO/CIPM/SONARA/
- le non-respect des formes et indications réglementaires dans la publication du

résultat d'attribution AO N° /AONO/CUY/CIPM/18 pour la fourniture de cinq pick-up double cabine à la CUY ;

- annulation de l'attribution au motif de production de faux CNE, AO N° 009/AONO/MINMAP/DR-ES/CRPM/SMI/2018 pour les travaux d'électrification rurale à BOUBARA dans la commune de KETTE.

d- S'agissant de la phase exécution:

- dépassement des délais d'exécution et application des pénalités de retard, LC N° 14/LC/SPE/CIPM/2018 pour la fourniture des plaques offset thermiques à la SOPECAM LOT ;
- non-paiement des factures M N° 70/M/CUD/16, recours fondé de l'Ets BRISBERT introduit le 02/05/2018 ;
- décision de résiliation de marché consécutive à la défaillance de l'entreprise titulaire ; à savoir, le marché relatif aux travaux de construction de l'hôtel de ville d'ATOK dans le Département du HAUT NYONG ; il en est de même du marché relatif aux travaux de construction de la Délégation départementale de l'eau et de l'énergie de la BOUMBA ET NGOKO

3. Irrégularités par type de mesures

Refus ou retard par certains MO de réceptionner les prestations régulièrement exécutées par certains soumissionnaires. Ces cas s'illustrent au PAD, dans le cadre du Marché relatif au vingt (20) bouches d'incendie du débarcadère à MANOCA et à la Commune de NDOBIAN dans le cadre de la réception des prestations relatives au Marché N°: 003/AONO/C.NDOB/CIPM/2017 DU 03/03/2018 ci- dessus cité.

Tableau 117: Ventilation des irrégularités par type de mesure, en nombre

Mesures prises	Adm. Cent.	AD	CE	EN	ES	LT	NO	NW	OU	SU	SW	Total	%
CONSERVATOIRE	10	5	8	4		5		7	8		1	48	3%
CORRECTIVE	30	145	460	57	1	35	33	13	132	81	21	1008	62%
DIDACTIQUE	49	60	234	13	2	14	27	25	134			558	34%
REPRESSIVE	3	3		1			3		12			22	1%
TOTAL	92	213	702	75	3	54	63	45	286	81	22	1636	100

Quatre types de mesures sous-tendent les actes de régulation pris par l'ARMP. Il s'agit :

Des **mesures didactiques** qui concernent essentiellement les dysfonctionnements mineurs, n'ayant aucune incidence sur l'attribution du marché ; ces mesures peuvent également être utilisées dans certains cas particuliers où les procédures sont suffisamment avancées ;

Des **mesures préventives** dont le but est de prévenir les dysfonctionnements en réagissant de manière proactive pour éviter notamment l'allongement des procédures ; c'est ainsi qu'un dysfonctionnement observé lors de l'analyse des offres est porté à la connaissance de la CPM sans avoir à attendre l'examen du recours devant éventuellement intervenir après la publication des résultats ;

Des **mesures correctives**, lesquelles se rapportent aux dysfonctionnements majeurs et donnent lieu aux rectificatifs, additifs ou reprises de procédures à une étape précise, en vue de respecter la réglementation en vigueur ou les règles de bonne gouvernance ;

Des **mesures conservatoires** qui s'imposent lorsque des procédures supposées irrégulières, nécessitent de la part de l'ARMP, des investigations en attendant la décision de l'Autorité Chargée des Marchés Publics.

Au cours de la période de référence, l'Agence a pris **1517** mesures de régulation. Les plus prescrites sont les mesures à **caractère correctif** (soit **63,17 %**) suivies de celles à **caractère didactique**, représentant respectivement en valeur relative de **33 %** de l'ensemble des mesures. Les actes à caractère **Conservatoire**

et **répressif** s'illustrent par les taux respectifs de **2,7%** et **1,1%**

D- PANORAMA DES MESURES ET SANCTIONS

Au cours de la période sous revue, les mesures répressives et les sanctions prises dans le domaine de marchés publics ont concerné les sanctions de procédures, les résiliations de certains marchés, les exclusions des marchés publics et les amendes et pénalités.

Les sanctions des procédures

17 mesures répressives ont été proposées par le régulateur au 31 décembre 2018

Les résiliations

101 contrats ont été résiliés en raison des défaillances constatées dans l'exécution de leurs prestations. Ces défaillances sont imputables autant aux cocontractants de l'Administration qu'à l'Administration elle-même.

Les actes d'exclusion des marchés publics

217 exclusions des personnes morales et physiques pour motif de résiliation des marchés, fraude, corruption et bien d'autres ont été dénombrées.

Les pénalités de retard

L'exploitation documentaire a permis de constater que **176** entreprises ont été identifiées par le MINMAP comme ayant accusé un retard dans l'exécution de leur marché. Le montant desdites pénalités de retard en 2018 est estimé à **4 266 310 215 FCFA**.

SECTION 3

**OPERATIONS DE FACILITATION
DU SYSTEME DES MARCHES PUBLICS**

A- FORMATION DES ACTEURS

Au cours de l'exercice 2018, 102 personnes ont reçu des formations sur les Marchés Publics, portant sur des thèmes variés. Il s'agit de :

- 20 personnels de la Direction Générale des Douanes ont suivi des formations sur la structure, le contenu et le montage des dossiers de consultation;
- dans le cadre du projet agropole, 06 participants ont été formés sur les procédures

nationales de passation et d'exécution des marchés publics;

- 76 participants venus de diverses structures ont suivi des formations sur les enjeux et les mécanismes de détermination des prix dans les marchés des entreprises notamment : la Conac, Port Autonome de kribi, Matgénie, Src, Sodécoton, Crtv, Adc, Cnic, Hydro-Mekin, Labogénie, Assemblée nationale, Adc, Cdc, Aden, Capef, Minmap, Mintp, Scdp, Zenith, Armp.

Tableau 118 : Nombre d'acteurs formés

N°	PERIODE	CIBLE	EFFECTIF FORME
1	Du 06 au 08 juin 2018	Séminaire à l'intention de certains personnels de la Direction Générale des Douanes	20
2	27 au 29 mars 2018	Programmes agropoles	6
3	30 au 31 juillet 2018	Personnels Entreprises Publiques	76
TOTAL			102

**B- PUBLICATION DES ACTES DES
PROCEDURES DES MARCHÉS PUBLICS**

Au terme de l'exercice 2018, les actes ci-dessous dénombrés ont été publiés dans le Journal des Marchés Publics (JDM) mis en ligne par l'Agence sur le site internet www.armp.cm :

- 3608 avis d'appels d'offres;
- 924 demandes de cotation ;
- 314 appels à manifestation d'intérêt ;

- 1421 décisions d'attribution;
- 2942 communiqués ;
- 182 décisions déclarant infructueux les appels d'offres
- 41 décisions d'annulation

Tableau 119 : Nombre de publication des actes et procédures par type

Régions	AO	DC	AMI	DP	Décision d'Attribution	Décision d'infructuosité	Décision d'Annulation	Communiqués	Additifs	Total
ADAMAOUA	212	58	7		17	4	3	222	70	593
CENTRE	775	275	59		386	52	19	754	464	2784
EST	173	21	1		103	13	4	5	52	372
EXTRÊME- NORD	422	98	2		43	13	5	74	106	763
LITTORAL	398	86	41	2	250	41	3	629	150	1600
NORD	270	68	6		13	3	2	93	36	491
NORD-OUEST	248	46	10	6	114		3	28	51	506
OUEST	248	73	1		206	52	2	253	122	957
SERVICES CENTRAUX	625	189	181	1	266	4		803	7	2076
SUD	62	8			4			4	4	82
SUD-OUEST	175	2	6		19			77	2	281
Total	3608	924	314	9	1421	182	41	2942	1064	10505



TABLE DE MATIERES

RAPPEL DES MISSIONS.....	3
AVERTISSEMENT	5
LISTE DES TABLEAUX.....	9
LISTE DES GRAPHIQUES	13
LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES.....	15
RESUME	17
INTRODUCTION	27
PREMIERE PARTIE : PROGRAMMATION DES MARCHES PUBLICS EN 2018 ...	29
SECTION 1 : REPARTITION DES PROJETS ET DES CREDITS	31
A- REPARTITION DES PROJETS INSCRITS	31
1. Production des journaux de programmation	31
2. Répartition des projets par catégorie d'Autorité Contractante	32
3. Répartition des projets par Région et par catégorie d'Autorité contractante	33
4. Répartition des projets par nature des prestations, en nombre.....	34
5. Ratio des Etudes et Contrôles par rapport aux travaux.....	35
6. Répartition des projets par Ministères et Assimilés.....	36
7. Répartition des projets par Cellule d'exécution des projets (CEP)	36
8. Répartition des projets inscrits par Etablissement Public et Administratif et Entreprise du Secteur Public et Parapublic.....	37
B. VENTILATION DES CREDITS AFFECTES	39
1. Ventilation des crédits par type d'autorité contractante	39
2. Ventilation des crédits par région et par type d'autorité contractante.....	40
3. Ventilation des crédits par nature de prestation.....	41
4. Répartition des montants alloués aux études, par Autorité contractante et par nature des prestations des crédits.....	42
5. État des crédits affectés aux Ministères et assimilés	42
6. État des marchés programmés par les Établissements Publics Administratifs et Entreprise du Secteur Public et Parapublic.....	44
7. État des crédits délégués par région	45
8. État des crédits transférés aux CTD	46
B- PROJETS SPECIFIQUES	47
1. Projets non programmés.....	47
SECTION 2 : SYNTHESE GLOBALE DES PROJETS IDENTIFIES AU COURS DE L'EXERCICE	50
SECTION 3 : AGENDA DES OPERATIONS DE PASSATION ET D'EXECUTION DES M.P.....	50
A- OPÉRATIONS DE PASSATION.....	51
B- OPÉRATIONS D'EXÉCUTION.....	52
DEUXIEME PARTIE : PASSATION ET EXECUTION DES MARCHES PUBLICS EN 2018	53
SECTION 1: IDENTIFICATION DES ACTEURS IMPLIQUÉS	55
A- LES ACTEURS DE LA PHASE PASSATION	55
1. Les Maîtres d'ouvrages et les Autorités contractantes	55
2. Les Commissions de Passation des Marchés Publics	56
3. Les Observateurs indépendants	56
B- LES ACTEURS DE LA PHASE EXECUTION	57
1. Exécution physique	57

1.1	Maîtres d'œuvre publique dans l'administration centrale et dans les services déconcentrés (Ingénieurs des marchés)	57
1.2	Maîtres d'œuvre privée (Mission de contrôle privée)	57
1.3	Les Comités de suivi de l'exécution du BIP	58
2.	Exécution financière	59

SECTION 2 : BILAN DES OPERATIONS DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS.....59

A- EVALUATION DES OPERATIONS DE PASSATION DES MARCHÉS PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS59

1.	Situation générale des procédures lancées	59
1.1.	Situation des procédures lancées par catégorie d'Autorité contractante	59
1.2.	Situation des procédures lancées par Région	60
2-	Évaluation du nombre et de la valeur des marchés attribués	61
3-	Évaluation du nombre et de la valeur des marchés et des avenants signés	63
4-	Évaluation du nombre et de la valeur des marchés de gré à gré	68
5-	Synthèse globale des opérations de passation par catégorie d'Autorité contractante et par Région	70

B- CAS DES PROJETS SPECIFIQUES73

1-	Cas des procédures pendantes (2017-2018)	74
2-	Cas des marchés du Plan d'urgence triennal	75
4-	Autres projets non-programmés	75
5-	Synthèse globale des réalisations (marchés programmés et non-programmés)	77

C- DELAIS DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS.....81

1.	Délais entre la saisine de l'Autorité contractante et l'examen du DAO	81
2.	Délais entre l'examen du DAO et la signature de l'Avis d'Appel d'offres	82
3.	Délais entre la publication des Avis et le dépôt des offres	82
4.	Délais entre l'attribution et la signature du marché	83
5.	Délais entre la signature et la notification du marché	83
6.	Délais entre l'ouverture des offres et la signature du marché	84
7.	Délais globaux entre le lancement de l'Appel d'offres et la signature du marché	84
9.	Délais entre l'autorisation de gré à gré et la signature du marché	86

D- ETAT DES DEPERDITIONS DES PROCEDURES.....86

1.	Appels d'Offres infructueux	86
2.	Appels d'Offres et attributions annulés	87
3.	Synthèse des déperditions de procédures en phase passation	87

SECTION 3 : BILAN DES OPERATIONS D'EXECUTION DES MARCHES PUBLICS.....88

A- EVALUATION DES OPERATIONS D'EXECUTION DES MARCHES PAR RAPPORT AUX PREVISIONS88

1.	Situation des marchés démarrés	88
2	Situation des marchés réceptionnés	92
3.	Synthèse globale des marchés signés, démarrés et réceptionnés	95

B- CAS DES PROJETS SPECIFIQUES97

1.	Cas des procédures pendantes (2017-2018)	97
2.	Autres projets non-programmés	98
3.	Synthèse globale des réalisations (marchés inscrits et non-programmés)	99

C - DELAIS D'EXECUTION DES MARCHES PUBLICS100

1.	Analyse des délais d'exécution des marchés	100
2.	Situation des pénalités de retard	101

D- ETAT DES DEPERDITIONS DES OPERATIONS D'EXECUTION.....101

1.	Marchés résiliés	101
2.	Chantiers abandonnés	102
3.	Synthèse des déperditions des opérations d'exécution des marchés publics	102

**TROISIEME PARTIE : ACTIVITES DE SURVEILLANCE ET DE FACILITATION DU
SYSTEME DES MARCHES PUBLICS..... 105**

SECTION 1 : ETAT DE LA COLLECTE DES DOCUMENTS DES MARCHES PUBLICS.....106

**A- TYPOLOGIE ET NOMBRE DE DOCUMENTS COLLECTES PAR COMMISSIONS CENTRALES,
MINISTERIELLES ET REGIONALES106**

- 1. Phase de passation.....106
- 2. Phase d'exécution108

B- RÉSULTATS DE LA COLLECTE PAR PHASE DES OPÉRATIONS109

SECTION 2 : PROMOTION DE LA GOUVERNANCE DANS LE SYSTÈME DES MARCHES PUBLICS110

A- SUIVI DES ACTIVITES DES OBSERVATEURS INDÉPENDANTS110

B- ÉTAT DES RECOURS ET REQUÊTES110

C- ANALYSE DES IRREGULARITES111

- 1. Données essentielles.....111
- 2. Principales irrégularités relevées et illustration des cas saillants par phase de procédures113
- 3. Irregularités par type de mesures114

D- PANORAMA DES MESURES ET SANCTIONS115

SECTION 3 : OPERATIONS DE FACILITATION DU SYSTEME DES MARCHES PUBLICS.....116

A- FORMATION DES ACTEURS116

B- PUBLICATION DES ACTES DES PROCEDURES DES MARCHÉS PUBLICS.....116

Faire de l'ARMP

**une Institution Performante au Service du
Développement Socio-économique
du Cameroun**

PERFORMANCE

- Rendement
- Efficacité
- Rigueur
- Organisation et méthode

RESPONSABILITÉ

- Engagement au travail
- Sens élevé du travail
- Souci du résultat
- Honnêteté



INTÉGRITÉ

- Exemplarité
- Loyauté
- Rectitude morale
- Bonne gouvernance

DISCIPLINE

- Ponctualité
- Assiduité
- Respect mutuel
- Respect des lois, procédures et consignes

ESPRIT D'ÉQUIPE

- Solidarité
- Partage d'expériences
- Travail en groupe
- Coaching

Regulation 2.0

Transparence

Marchés Publics

e-JDM

Pridesoft Mobile

Open Contracting

e-CNE

Procurement

e-Regulation

Transparency

e-Governance



© ARMP | Direction des Systèmes d'Information | 2017 - All Rights reserved

© ARMP/DSI 2017

Gratuit sur





Une Institution Performante au Service du Développement Socio-Economique du Cameroun



NOS CONTACTS

Direction Générale (Mballa II)

Centres régionaux

✉ 6604 Yaoundé - Cameroun
☎ 222 20 60 43 / 222 20 33 26
☎ 222 20 18 03 / 222 20 00 08 / 222 20 00 09
✉ infos@armp.cm
🌐 www.armp.cm
🌐 Plateforme : pridesoft.armp.cm

- Adamaoua, Ngaoundéré	Tél. : 242 25 18 32	- adamaoua@armp.cm
- Nord-Ouest, Bamenda	Tél. : 343 36 26 87	- nord-ouest@armp.cm
- Centre, Yaoundé	Tél. : 242 20 16 96	- centre@armp.cm
- Nord, Garoua	Tél. : 242 27 27 39	- nord@armp.cm
- Est, Bertoua	Tél. : 242 67 88 23	- est@armp.cm
- Ouest, Bafoussam	Tél. : 242 05 17 49	- ouest@armp.cm
- Extrême Nord, Maroua	Tél. : 242 29 19 09	- extreme-nord@armp.cm
- Sud, Ebolowa	Tél. : 242 10 14 98	- sud@armp.cm
- Littoral, Douala	Tél. : 343 42 44 60	- littoral@armp.cm
- Sud-Ouest, Buéa	Tél. : 343 07 22 22	- sud-ouest@armp.cm